

هكزان النحل

Le Monde



15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14488 - 6 F

MERCREDI 28 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que des tensions apparaissent entre la Russie et certaines Républiques

Les orphelins de Lénine

AVEC la décomposition du bloc communiste, les orphelins du communisme se comptent désormais pratiquement sur les doigts de la main. Il y a les purs et durs, les discrets et les opportunistes. Du PC portugais aux communistes asiatiques, à Cuba et aux amis de M. Georges Marchais.

Si M. Alvaro Cunhal paraît bien isolé dans son rôle de statue du Commandeur du stalinisme, le relais de l'orthodoxie a été repris par la nouvelle « bande des quatre » constituée, de manière informelle, par les Chinois, les Cubains, les Nord-Coréens et les Vietnamiens. Quatre partis-Etat qui, publiquement, se sont réfugiés derrière le paravent de la « non-ingérence dans les affaires intérieures » de l'URSS, mais qui, au fond d'eux-mêmes, souhaitent le succès des putschistes.

Ils avaient vu dans la tentative de putsch conservateur l'ultime chance de se débarrasser de M. Gorbatchev, ce « traître à la révolution d'Octobre », l'homme qui avait contrarié l'unité des dirigeants changeant la triomphale « inébranlable » du marxisme-léninisme sur un capitalisme condamné par l'Histoire. Prudents, ils avaient évité de manifester ouvertement leur joie, se contentant, comme les Vietnamiens, de confidences sur les « nombreuses erreurs » de M. Gorbatchev, ou, comme les Chinois, de faire dénoncer par un journal de Hongkong les réformes.

Les rêves de M. Deng Xiaoping - hier encore à l'avant-garde de la réforme du communisme - de rallier l'URSS à cette « bande des quatre » s'étant évaporés, les survivants devraient resserrer les rangs, dans l'espoir de résister à la vague de démocratisation. Ils apparaissent désormais comme les véritables réactionnaires, ceux qui s'opposent furtivement à un mouvement qui semble irrésistible. Pékin parle d'écraser toute tentative « contre-révolutionnaire », Hanoï se raccroche à une réforme économique dépassée, Pyongyang et La Havane au culte de « grands leaders ».

Le président Bush, qui n'a pas cessé d'inviter M. Gorbatchev à interrompre son aide militaire à Cuba et de fustiger « l'arrogant Castro isolé dans son totalitarisme obsolète », n'a pas résisté, mardi 27 août, à la tentation d'imaginer les « sursauts » du « leader maximo » à la lecture des dernières nouvelles de Moscou. De fait, le capitalisme, qui n'a tenu que grâce au soutien actif du Kremlin, est sans doute le régime communiste le plus menacé, parce que le plus dépendant de l'extérieur.

Or la réduction de l'aide soviétique depuis l'an passé a contraint La Havane à des restrictions de plus en plus sévères. L'échec du putsch est donc de très mauvais augure pour Cuba : les réformateurs de Moscou n'apprécient guère le stalinisme de M. Castro, et ses derniers défenseurs sont sous les verrous.

Tout cela paraît désolant si les dirigeants de ces pays ne disposaient pas d'une capacité de nuire, comme l'a rappelé le massacre de Pékin de juin 1989. La répression semble désormais la seule arme dont dispose encore ce dernier carré de fidèles pour assurer sa survie.

M0147 - 0828 0 - 6.00 F



Paris propose un sommet européen avec MM. Gorbatchev et Eltsine

Alors que des tensions apparaissent entre la Russie et certaines Républiques, M. Gorbatchev a rencontré, mardi 27 août, à Moscou, des dirigeants de plusieurs Républiques pour tenter de sauver ce qui peut l'être de l'Union. La veille, devant le Soviet suprême, le président soviétique avait admis l'indépendance

des pays baltes - suivie mardi par celle de la Moldavie - et proposé une élection présidentielle après la signature d'un traité de l'Union. A Paris, le premier ministre, M. Cresson, a demandé la convocation d'un conseil européen extraordinaire, avec MM. Gorbatchev et Eltsine.

Les premiers tiraillements

MOSCOU

de notre correspondant

Mikhaïl Gorbatchev accepte ce qu'il avait toujours refusé. Boris Eltsine étend rapidement ses pouvoirs, et les premiers tiraillements apparaissent entre la Russie et les Républiques en marche vers leur indépendance. La journée de lundi 26 août fut, si l'on veut, une journée « calme », mais elle a permis de distinguer plus clairement le paysage tourmenté d'après la bataille.

Le grand blessé de cette bataille, M. Gorbatchev, est apparu devant une session extraordinaire du Soviet suprême où il s'est, comme prévu, livré à un mea culpa tempéré par l'utilisation du « nous » à la place du « je » : « Nous avons longtemps

hésité (...), nos intentions, nos buts affichés et nos projets n'ont pas été réalisés (...), car les mécanismes anciens du pouvoir n'avaient pas été changés de façon radicale. » Mais, si l'on comprend bien, le temps des tergiversations est terminé. La preuve, M. Gorbatchev souhaite désormais des élections au suffrage universel, « pour tous les organes supérieurs du pays », y compris, donc, pour le poste de président de l'Union.

M. Gorbatchev, tout comme il admet désormais que certaines Républiques « souhaitent se séparer » de l'URSS, accepte aussi l'épreuve du suffrage populaire qu'il avait soigneusement évitée jusqu'à présent. Cette épreuve pourrait bien lui être fatale, mais elle n'est pas forcément pour

demain : le président en exercice précise en effet que les élections devront être organisées « aussitôt après la signature du traité de l'Union ». Et même si M. Gorbatchev recommande de « reprendre immédiatement le processus de signature » de ce traité qui doit redéfinir les relations entre les Républiques, tout indique que l'affaire, extraordinairement compliquée et rendue encore plus scabreuse par les événements récents, ne se fera pas de sitôt.

En attendant, M. Gorbatchev souhaite que soit désigné un nouveau vice-président, celui qu'il s'était choisi, M. Guennadi Ianaev, l'ayant trahi.

JAN KRAUZE
Lire la suite page 3

La Slavonie déchirée et meurtrie

Dans cette région du nord de la Yougoslavie des combats de plus en plus meurtriers opposent Serbes et Croates

BOROVO-SELO (Slavonie)

de notre envoyé spécial

Comme tous les hommes de la région, Vaso avait un fusil. Mais jamais il n'aurait pensé que cette arme lui servirait à autre chose qu'à chasser. Pourtant, la dernière fois, un homme était dans la ligne de mire. Un adversaire, qui aurait pu être Franjo, son ami d'enfance, fait prisonnier ce jour-là. Vaso est serbe et Franjo croate. Vaso parle de cette bataille sans état d'âme : son « juste combat » ne se terminera pas avant « la libération » de la

Slavonie, une région mixte dans l'est de la Croatie. Son village, Borovo-Selo, aux mains des « défenseurs » serbes, est en guerre depuis quatre mois. Les « attaques » viennent de Borovo-Nasice, le village voisin occupé par la police et la garde nationale croates. Le long du champ de bataille qui sépare les adversaires, les hommes de Borovo-Selo tout le long du jour dans des tranchées creusées par les prisonniers croates et au dernier étage des maisons en construction. En quatre mois, ils ont perdu sept de leurs Femmes et enfants sont

partis se réfugier en Serbie. Ils n'en reviendront qu'après la victoire. « Nous ne voulons pas devenir des réfugiés », déclare Vaso. « Nous ne voulons pas devenir des réfugiés », déclare Vaso. « Nous ne voulons pas devenir des réfugiés », déclare Vaso.

MARIE-PIERRE SUBTIL
Lire la suite page 9

Les tueurs venus d'Iran

Avant l'assassinat de Chapour Bakhtiar, plusieurs enquêtes criminelles avaient déjà conduit à Téhéran

par Daniel Schneidermann

Quand les enfants d'Abdel Rahman Boroumand vinrent le rencontrer, au printemps dernier, au palais de justice de Paris, le juge Jean-Louis Bruguière ne leur cacha pas son scepticisme. Avocat aisé, opposant iranien réfugié à Paris depuis dix ans, trésorier de Chapour Bakhtiar, Boroumand venait d'être assassiné de neuf coups de couteau dans le hall de son immeuble des Invalides. Et ses enfants formulaient l'hypothèse que Téhéran pouvait être le commanditaire de l'opération.

Grand expert en terrorisme, le juge refusait pourtant de reconnaître dans cet assassinat la main d'un service officiel. L'opération était si peu orthodoxe ! D'abord, ce hall d'immeuble où les assassins pouvaient être surpris à tout moment, où des portes vitrées pouvaient entraver leur fuite... Et surtout, l'utilisation d'une arme blanche - arme au résultat si aléatoire - qui

impose le contact physique, la proximité avec la victime, alors que le premier souci des agents en mission est de ne pas laisser de traces.

En l'absence de tout indice, la brigade criminelle explore consciencieusement les pistes du règlement de comptes interne au Mouvement de la résistance nationale iranienne - complaisamment souflée par la presse de Téhéran - ou de la vie privée de la victime. Mais l'impasse totale de ces recherches conduit aujourd'hui les enquêteurs à penser qu'à 90 % la clé de l'assassinat de Boroumand se trouve bien à Téhéran.

L'assassinat de Chapour Bakhtiar est encore venu renforcer cette conviction. Les enquêteurs se sont ainsi souvenus avoir reçu, quelques jours après le meurtre de Boroumand, un renseignement leur signalant le comportement d'un exilé iranien, familier de la victime.

Lire la suite page 12

MARC FUMAROLI

L'Etat culturel
essai sur une religion moderne



Marc Fumaroli
L'Etat culturel
Essai sur une religion moderne

Editions de Fallois
PARIS

Les championnats du monde à Tokyo

Triomphe de Marie-José Pérec dans la course de 400 mètres.

page 11

SCIENCES & MÉDECINE

« L'homme illustré. » Les animaux sauvages sur la pointe des pieds.

pages 13 - 14

Voyage avec Colomb
25 - Banana Coast

Le Costa-Rica doit son nom à Colomb, qui, lors de son quatrième voyage, longea sa côte atlantique. C'est aujourd'hui le pays des bananeras, domaine réservé des multinationales américaines...

Lire page 2

le vingt-cinquième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

Le sommaire complet se trouve page 26

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Angleterre-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; Grèce, 25 P.; Hongrie, 220 ORI; Italie, 1,50 L.; Japon, 200 Y.; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL.; Portugal, 170 ESC; Suède, 460 F CFA; Suisse, 15 KRS; Thaïlande, 1,50 THB; USA (hors), 2,50 \$.

Voyage avec Colomb

LIMON. — Au royaume de la chiquita, la vallée de l'Escarra est une principauté parmi d'autres. Après une demi-heure de piste à l'intérieur des terres sans croiser un village, un pont métallique rouge et blanc tient lieu de poste-frontière. Revolver à la ceinture, un garde s'abrite du soleil sous le panneau qui énonce la devise de l'endroit : « *Progreso, bien-être, paix et travail* ». Derrière lui, une zone clôturée de grillages, refuge des villas climatisées pour cadres surmontées de larges corniches évasées, les antennes pour satellites. En contrebas, sous le regard des bureaux administratifs, un lac de verdure, mer étale atlantique, au sud de Limon, dans l'arrière-pays de Cabuza, cette bananeraie est le territoire de la Dole-Standard Fruit Co., l'une des multinationales qui règnent sur la banane du Costa-Rica, pays en passe de devenir le premier producteur mondial de ce fruit devant l'Équateur.

C'est un dimanche, jour de repos, jour de silence. Car, pour comprendre, il faut imaginer le bruit. Le bruit que feraient des dizaines de téléscopiques côte à côte, des centaines de câbles métalliques râlant des poulies, un tintement sonore couvrant le froissement des machettes et le pas précipité des tireurs. De 6 heures du matin à 6 heures du soir, un bourdonnement incessant.

La journée de travail est de douze heures, avec trois pauses. Les coupeurs, les moins payés, abattent les régimes qui recouvrent les tireurs, qui, après les avoir accrochés aux fils suspendus aux arceaux installés tous les dix mètres dans les allées de la plantation, les poussent en courant vers les empaqueurs, dont les horaires peuvent atteindre treize à quatorze heures. Chaque coupeur, ou contremaître, contrôle de quatre à six ouvriers, chaque parcelle de coupe est sous la responsabilité d'un superviseur. La production est continue, des rubans de couleurs différentes indiquant la planification du mûrissement des plants, dont la maturation est de douze à quinze semaines.

« C'est un travail à la chaîne où chacun dépend de l'autre. Le premier donne le rythme, et il faut suivre la cadence », dit F. Muiser, le père de cette bananeraie. Missionnaire lazariste, membre de la congrégation fondée par saint Vincent de Paul. Fumant cigarette sur cigarette, il nous reçoit à côté de son église en ruine, l'unique bâtiment de la plantation à avoir souffert du tremblement de terre d'avril. Scrasé par les chocs dans sa chute, « *Tout était sur le seul terrain qui n'appartenait pas à la Dole, dit-il en souriant. Tout le reste est la propriété de la Compagnie, les magasins, les maisons, la piste d'aviation, les écoles, les camions, le terrain de foot, le cimetière...* » Quand il est arrivé, il y a une quinzaine d'années, dans la vallée, le presbytère était orné de bananiers dont les feuilles pénétraient par les fenêtres. « *Ma première décision a été de les faire reculer de vingt mètres et de planter des arbres. Pour respirer.* »

Le Père Muiser vit au cœur du totalitarisme bananier, univers où la banane est tout, régit la vie professionnelle et domestique : monde uniquement centré sur la production où s'accumulent, loin de tout village, des hommes, des femmes et leurs enfants attirés par un salaire meilleur. Mais d'Indiens et de Blancs pour la plupart, ils ne sont pas des esclaves. Les Africains de la côte atlantique ne veulent pas de ce travail. « *Pour ne pas être des esclaves* », disent-ils avant de chuchoter d'épouvantables histoires sur le maquis bananier, rumeurs de cérémonies diaboliques, de meurtres et de viols. Autant de fables où s'exprime leur refus de la plantation.

MUISER n'est pas loin de partager cette réaction de rejet. Les raisons de ce prêtre hollandais, qui vit en Amérique centrale depuis 1954 et a auparavant exercé son ministère au Panama et au Nicaragua, ne sont pas politiques. Il ne s'agit pas dans un camp contre l'autre. « *Nous sommes des intermédiaires en cas de conflits* », confie-t-il. Mais il est heurté dans ses convictions les plus intimes : on ne bousille pas de bons chrétiens dans une telle marmitte. « *Nous nous heurtons à la mentalité paternaliste de la Compagnie. Les gens lui doivent tout, l'eau, l'électricité, la maison, etc. On les désresponsabilise, les familles se désintègrent, l'individualisme se développe.* »

D'une voix triste, presque résignée, cet homme de soixante-cinq ans raconte les vendeurs itinérants qui s'amusent comme des vautours le jour de la paye — « *tout le salaire y passe, sans compter les crédits, à des prix doubles des magasins en ville* » ; et l'alcoolisme et les jeux de hasard, le marijuana et depuis peu la cocaïne — « *ça vient de la montagne, la police cherche le laboratoire* » — les enfants brutalisés par des parents épuisés, assommés après une journée de labeur, les nombreuses filles mères, un désastre en somme. « *La bananeraie, c'est un monde à part où la pression est permanente. La moitié des ouvriers sont temporaires. Les gens qui viennent ici sont très pauvres, ils cherchent à se faire un peu d'argent dans l'espoir de le réinvestir sur leurs lopins, au retour. Ils travaillent comme des bêtes. A notre époque, ça devrait être mécanisé. Avec une désastreuse sinécure, il confie l'échec de son sacerdoce, la difficulté de former une communauté chrétienne quand tout est fait pour atomiser l'individu. Son âge l'empêche de trouver le réconfort en allant à la rencontre des Indiens, après deux-trois jours de marche dans la montagne. Chez eux, il a eu des succès que les lendemains du tremblement de terre — 7,4 sur l'échelle de Richter — ont confirmés. « *Les gens se sont réunis, ont formé des comités, ont défini leurs besoins afin d'obte-**

nir des aides. Sur la plantation, ils ne se sont pas organisés eux-mêmes. Ils attendaient tout de la Compagnie. »

PAS de véritable communauté chrétienne, pas de syndicat non plus. Ces dix dernières années, la Compagnie a réussi à les détruire pour les remplacer par des organisations qui lui sont dévouées, les associations solidaires. Depuis son apparition en 1947 au Costa-Rica, le solidarisme ne cesse de s'étendre, gagnant d'autres pays d'Amérique centrale avec le soutien actif des multinationales, notamment des compagnies fruitières et de Coca-Cola. Selon son fondateur, son objectif est de « *surmonter la menace du communisme et de préserver les avantages du système capitaliste* », en développant un « *capitalisme populaire* ». « *C'est un faux syndicat, explique le Père Muiser. La Compagnie en fait partie, c'est comme si elle dialoguait avec elle-même. Les associations épousent les catégories hiérarchiques. Nous, nous défendons le droit pour les ouvriers de constituer des syndicats indépendants. Mais la Compagnie ne veut pas.* » Il nous remet la

de terre, tout a été mis en œuvre pour ne pas ralentir la production : les cours montaient, une occasion à ne pas manquer. La route est pourtant toujours aussi déficiente. Les fleuves sont sortis de leurs lits, les ponts ont été emportés, le bitume s'est ouvert, la terre s'est relevée, dégageant cinq mètres de plage supplémentaires. Le chauffeur roule prudemment, inquiet pour sa rustique voiture, plus habituée aux rues sages de San-José, la capitale.

A l'aller, il avait fallu insister pour qu'il accepte de traverser à gué ou de descendre la pente à 45° que faisait le tablier d'un pont cassé en deux. On est tenté de trahir sur cette côte caillouteuse, attiré par les cabanons rustiques offrant un tourisme naturel et dont les tenanciers se demandent encore où est passé l'argent des aides internationales. Limon, ses maisons de bois aux toits de tôle rouge par la rouille, ses musiques mélangées de samba et de calypso, suggèrent aussi une halte. Mais les quatre heures de chemin du retour vers San-José rendent vain tout désir d'escapade.



BEATRICE NAZI

25. Banana Coast

par Edwy Plenel

lettre pastorale de l'évêque de Limon, dont il dépend, et où s'exprime la « *doctrine sociale de l'Eglise* » non pas comme un cri de révolte, mais comme un devoir imposé par la réalité. « *Ma vocation catholique, c'était l'option pour les pauvres. Et, ici, il n'y a pas d'autre choix. Nous sommes tenus de défendre l'humanisation du travail, la dignité de l'ouvrier, la justice distributive.* » La Dole ne lui a promis qu'un système de la somme nécessaire pour reconstruire son église.

Avant de quitter la bananeraie, on s'est arrêté dans un bar aux allures de saloon, tables rondes et planches de bois. Au mur, quelques photos de femmes dénudées tirées de magazines érotiques. Des hommes autour de bords de bière. Des femmes aussi, aguicheuses et maquillées. Une chanson des Doors sortie d'un juke-box. Plus loin, des gamins se baignent dans un des canaux d'irrigation de la plantation sans s'inquiéter des pesticides. La Standard Fruit est connue pour avoir utilisé dans le passé le DBCP, un pesticide extrêmement toxique, malgré une mesure d'interdiction de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement. Des centaines de travailleurs costariciens et honduriens s'en souviennent toute leur vie : ils sont devenus définitivement stériles.

Sur le sigle de la Compagnie, le o de Dole est un soleil éclatant et bigarré. Un soleil dont on parlera de plus en plus en France à mesure qu'approche l'échéance européenne de 1993. La chiquita, la banane européenne, affole en effet les producteurs des Antilles françaises. Avec la fin du marché protégé hérité du gaullisme, rien ne pourra arrêter la « *banane-dollar* » des multinationales américaines, dont le prix de revient est beaucoup plus faible — main-d'œuvre moins payée, plus soumise, guerre organisée. Et dans les bananeras l'assaut se prépare : les plantations s'étendent, la production augmente.

A Puerto-Limon, la Compagnie a sa flotte avec des bateaux où les bananes amènent par camion ou par train. Après le tremblement

C'est à Limon que Christophe Colomb, grand découvreur de havres, fit halte lors de son quatrième voyage de 1502-1504 où il longea, du nord au sud, les côtes du Honduras, du Nicaragua, du Costa-Rica et du Panama. Costa-Rica, côte riche, ce pays-ci lui doit son appellation. Riche d'or, évidemment. Depuis son invention lumineuse du Paradis, au Venezuela où nous l'avons abandonné, le métal jaune est revenu au premier plan de ses préoccupations. Du moins dans leur expression officielle telle qu'elle apparaît dans sa lettre aux Rois sur cet ultime périple, dite « *lettre nautique* » et datée du 7 juillet 1503. C'est qu'entre-temps le vent a méchamment tourné en sa défaveur. « *Car tant sur la pierre s'en va l'eau de la gouttière qu'elle finit par la creuser.* » En a-t-il le pressentiment quand ce dicton vient sous sa plume tandis que, fin août 1498, il s'en retourne du golfe de Paria vers Hispaniola ?

RETOUR curieusement précipité : alors qu'il vient de découvrir la terre ferme et qu'il sait que les îles des perles sont toutes proches, il ne s'attarde pas. Cette exploration côtière n'aura guère duré plus de deux semaines. Il faut compter sans doute avec la maladie qui le mine. A l'arthrite s'est ajoutée une inflammation des yeux, mangée par le sel, injectée de sang. De plus en plus souffrant, il ne descend pas à terre, laissant ses marins repérer les environs.

Quand il arrive, le 31 août 1498, à Santo-Domingo, qui vient de fonder son frère Barthélemy, après avoir traversé à pied la grande île, il ne reconnaît pas son vice-royaume. La révolte ne gronde plus, elle a déjà éclaté. Désormais, les colons se font la guerre entre eux. Nommé *adelantado* par Christophe, avec les pleins pouvoirs sur l'île en son absence, Barthélemy a accablé les mécontents. L'*alcalde mayor*, Francisco Roldán, a fait sécession avec soixante-dix colons, leur promettant, selon l'*Amiral*, qu'*'ils allaient à leur guise, ne travailleraient plus, auraient beaucoup à manger et beaucoup de femmes'*. Les Indiens profitent

de ces dissensions, se révoltant à leur tour. Désespéré, Colomb alterne faiblesse et fermeté. Il fait tout de travers, accepte les conditions de Roldán, ne punit pas les révoltés, leur donne un sauf-conduit mais opte pour une répression expéditive quand d'autres Espagnols suivent leur exemple. Des hidalgos sont pendus pour s'être dispersés dans la campagne malgré ses ordres. Adrien Méndez, un colon qui avait appelé au soulèvement contre le clan des Génois, est jeté, sur ordre de l'*Amiral*, du haut d'une tour parce qu'il refusait de se confesser, soi-disant pour retarder l'heure de la potence.

QUAND arrive d'Espagne, le 23 août 1500, Bobadilla, l'émissaire des Rois Catholiques, il voit avec stupeur un giber où pendent les corps de six gentilshommes. Les ennemis de Colomb ont obtenu gain de cause : Bobadilla vient pour le remplacer. Christophe et ses deux frères, Diego et Barthélemy, sauront ce qu'il en coûte de naviguer la noblesse de Castille et d'Asagón. Bobadilla les fait mettre aux fers, s'installe dans le palais de Colomb, fait main basse sur ses archives et sur son trésor. L'*Amiral* pense que sa dernière heure est venue. En fait, à l'automne 1500, les Colomb sont renvoyés en Espagne. Pendant la traversée, le vice-roi déchu refuse avec superbe qu'on lui enlève ses chaînes. Plus tard, il les gardera en évidence dans sa demeure de Valladolid et demandera qu'on l'enterre avec elles, souvenirs de l'ingratitude humaine.

Le 17 décembre, il est enfin reçu par les Rois à Grenade. Scène délicate où le navigateur se prostorne devant les monarques et

ce qui les excluait d'une véritable citoyenneté.

A l'instar de la plupart des Etats d'Amérique centrale, le Costa-Rica semble partagé en deux : le versant pacifique, domaine de l'hispanité et de la puissance, s'opposant au versant atlantique, territoire d'une Caraïbe pauvre et métisée.

Sonia Picado, qui nous donne ces informations, symbolise pourtant l'exception qu'incarne ce pays sur ce continent brossé. Elle est la directrice de l'Institut inter-américain des droits de l'homme, créé il y a dix ans en complément de la Cour inter-américaine des droits de l'homme, également installée à San-José. Deux institutions qui confortent l'image de « *Suisse de l'Amérique latine* » dont se prévaut le Costa-Rica.

Une armée supprimée depuis 1949, une sécurité sociale instaurée en 1941, une espérance de vie plus longue, un système de santé plus développé, un président prix Nobel de la paix en 1987, des compléments des Nations unies en 1990 pour ses efforts de « *développement humain* » : cette nation se veut un havre de calme au milieu de la zone des tempêtes. Mais, et Sonia Picado le prouve, cela s'exclut pas la lucidité critique, en écho à notre promenade bananière. « *Il y a eu quatre élections générales sur notre continent ces deux dernières années. Tout le monde se félicite de cet avènement de la démocratie, et nous les premiers. Mais qu'est-ce que la démocratie ? Uniquement les droits civils et politiques ? En Amérique latine, on ne peut s'en satisfaire : il faut aussi penser aux droits sociaux et économiques.* »

Au Costa-Rica, on vit au cœur du totalitarisme bananier, univers où la banane est tout, régit la vie professionnelle et domestique...



Grevure extraite de la France antarctique, d'André Thevet (1558). « C'est arbre que les Sauvages nomment paquouers... Ce fruit qui nomment en leur langue paconca... »

pleure toutes les larmes de son corps. Les Rois le rassurent, Isabelle surtout, mais c'en est fini de la gloire. Contrairement à la légende, Colomb ne sera pas totalement dépossédé de ses biens, et il mourra riche. Toutefois, il n'est plus le « *patron* » des Indes. L'investiture obéit à la place, à l'indépendance, le découvreur aux gestionnaires.

Après un an et demi de démarches, il obtient de partir une dernière fois, à cinquante ans passés. Commencé le 11 mai 1502 et terminé le 7 novembre 1504, ce quatrième voyage sera le plus long et le plus dramatique, entre tempête et naufrage, maladie et solitude. Son frère Barthélemy et son jeune fils Fernando, qui n'a que treize ans, l'accompagnent. Quatre bateaux, cent quarante hommes. Une fuite éperdue dans un Nouveau Monde qui ne lui appartient plus et où l'on sait le lui faire sentir : le nouveau gouverneur d'Hispaniola lui interdira l'accès au port de Santo-Domingo. Il est redevenu un étranger, étranger à son œuvre et au pays qui en recueillera les bénéfices. Dans l'un de ses plaidoyers, il n'avait pas hésité à désigner les coupables, réclamant « *quelques droits religieux plus pour réformer la foi chez les chrétiens que pour la porter aux Indiens.* »

A l'heure des bilans, dans son ultime lettre aux Rois sur ce quatrième voyage, il émet ce diagnostic, saisissant de vérité : « *De l'Hispaniola, de Paria et des autres terres, je ne me souviens pas sans pleurer. Elles sont face contre terre et, bien qu'elles ne meurent pas, la maladie est incurable ou tout au moins très profonde. Pour détruire, tout est maître.* »

Noirs et Indiens costariciens furent aussi des étrangers dans leur pays. Jusque dans les années quarante, les Africains de la côte atlantique ne pouvaient pénétrer dans la capitale, San-José, au cœur de la vallée centrale. Quant aux 23 000 Indiens, ils viennent seulement de se voir reconnaître leur droit aux papiers d'identité. Jusqu'ici, leur naissance n'était pas légalement enregistrée,

Et, sur ce plan, rien n'a changé, nous sommes même plus pauvres qu'avant. En Europe, vous devez tenir compte de cette exigence. Les élections, ça ne suffit pas à notre bonheur. »

Elle nous accable de chiffres. Ces dix dernières années, 2,5 millions de personnes, soit 10 % de la population d'Amérique centrale, ont été déplacées, obligées de quitter leurs villages ou leurs pays à cause de la guerre. On estime à 25 % la chute du niveau de vie durant cette même décennie. En 1990, 40 % des habitants de ce morceau de continent, coïncé entre Nord et Sud, vivaient dans la pauvreté. Enfin, 160 000 Centraméricains sont morts depuis 1978, emportés par les guerres ou les violences politiques. « *Vingt morts au Salvador font une brève dans vos journaux ; deux morts à Viorie, la une !* »

L'Amérique centrale se vit sur le bas-côté d'une Histoire de plus en plus imprévisible, dernier des soucis du monde développé en cette fin de siècle agitée. Ainsi la France, jusqu'à aujourd'hui, ne fait pas partie des donateurs qui financent l'Institut de Sonia Picado, dirigé par un Américain rescapé d'Auschwitz.

De la pauvreté surgissent parfois ces impensables qui font les révolutions. Ce fut le cas du Nicaragua, qui a connu, en 1990, ses premières élections démocratiques depuis cinquante ans et au terme de dix ans de guerre. Dix ans qui en ont fait le pays le plus pauvre du continent américain, juste après Haïti.

Prochain article :

Le lac aux requins

Retrouvez les épisodes de « *Voyage avec Colomb* » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

Le président de l'URSS devant le Soviet suprême

« Le coup d'Etat n'était pas instantané », a déclaré, lundi 26 août, M. Mikhaïl Gorbatchev, lors de la session extraordinaire du soviet suprême de l'URSS. « Le complot couvait » et les raisons de prendre des mesures urgentes pour protéger le système constitutionnel étaient plus que suffisantes, a-t-il déclaré. Ces mesures n'ont pas été prises. « Au feu d'actions énergiques, nous avons fait preuve de libéralisme d'indulgence, et de parole en premier lieu de mot-mot », a dit M. Gorbatchev, ajoutant qu'il y avait une raison plus importante : « l'irrésolution et l'inconséquence dans la mise en œuvre des réformes démocratiques ».

« Nous avons longtemps hésité et nous ne sommes toujours pas passés réellement à des transformations démocratiques résolues dans l'économie, ce qui s'est répercuté sur la situation sociale et économique dans le pays, a dit le président. Les conspirateurs ont voulu profiter des difficultés auxquelles est confrontée l'ensemble de la population, ce n'est pas un secret. »

« Les forces armées » sont troublées par le régime institutionnel nécessaire. Mais les conspirateurs n'ont pas réussi à réaliser jusqu'au bout leur dessein criminel : hanté l'armée contre son peuple », a remarqué M. Gorbatchev en affirmant qu'il n'admettrait « aucune hésitation, aucune attente dans la mise en œuvre des réformes ». Et il a précisé qu'« il n'y aura plus de compromis avec ceux qui ont une inadmissible de chercher de nouveaux accords. Selon M. Gorbatchev, la lenteur mise dans la suppression du monopole du pouvoir appartenant au parti est encore une cause qui a conféré un caractère pénible aux réformes » et il a ajouté que sa « foi dans les millions de citoyens du pays » lui inspirait l'optimisme et la confiance. Les critiques du PC ont vu une « organisation démocratique », et il a précisé, « le coup d'Etat » n'est pas.

ont espéré. M. Gorbatchev a jugé nécessaire de signer sans tarder le traité de l'Union, en déclarant : « Si nous nous opposons les uns aux autres (...) nous ferons le plus grand cadeau à ceux qui sont derrière la nouvelle politique de transformations de notre pays. » Le président a rappelé que lors de sa rencontre avec les dirigeants de 9 Républiques, le 23 août, prévalait l'opinion qu'il fallait signer sans tarder ce traité qui à ses yeux n'est pas un « échec » mais seulement le début d'un changement profond de l'Union. A propos des Républiques qui ont refusé de signer le document, il a jugé nécessaire de leur accorder le droit au libre choix. Il a proposé de commencer, juste après le vote, des négociations avec ceux qui veulent quitter l'Union. Les accords avec ces Républiques « doivent inclure les garanties nécessaires pour le respect des droits de l'homme, indépendamment de la nationalité et prévoir des compensations pour les citoyens qui ne voudront pas rester en dehors de l'Union ».

M. Gorbatchev a estimé qu'il fallait maintenir l'infrastructure militaire, pendant une période déterminée par l'accord, sur le territoire de telle ou telle République qui se séparera », il a alors dit que le prochain congrès des députés du peuple de l'URSS devra élire le nouveau vice-président. Il a jugé important de relever le niveau du Conseil de sécurité de l'URSS, dans sa composition et ses compétences, et de former, en accord avec les dirigeants des Républiques, le gouvernement de l'Union.

M. Gorbatchev s'est prononcé pour une réforme du KGB. Il a annoncé que dans le décret sur la nomination de M. Vadim Bakatine au poste de président du KGB, il y avait un « second point, non publié », où le charge de « présenter immédiatement ses proposi-

tions sur la réorganisation de l'ensemble du système de sécurité d'Etat, « il faut dresser des barrières infranchissables pour qu'il n'y ait pas la moindre possibilité d'utiliser les organes de la sécurité d'Etat à des fins anticonstitutionnelles », a souligné le chef de l'Etat. Il a annoncé son intention de signer un décret aux termes duquel les troupes du KGB seraient soumises au ministère de la défense.

Quant aux mesures économiques, M. Gorbatchev s'est prononcé en faveur de toutes les restrictions d'exportation et de la liberté de toutes les formes d'entreprise, pour la suppression des monopoles et des « dikats d'en haut ». Il a souligné qu'il « est nécessaire de déplacer résolument le centre de gravité vers les Républiques, ne réservant à l'Union que la réglementation de l'espace économique et la défense des frontières ». L'idée d'un « comité économique inter-républicain ». Il a mis l'accent sur la nécessité de débarrasser la politique sociale de la démagogie, des promesses irréalisables. Il faut « se débarrasser du populisme économique et concentrer l'attention sur les principales questions de la protection sociale des travailleurs, des conditions du travail, du marché ; l'emploi et la maintien du niveau de vie, surtout des personnes faiblement rémunérées ».

M. Gorbatchev a déclaré que, juste après la signature du traité de l'Union, il faudra lancer la campagne électorale pour les élections législatives et présidentielles. Puis il a ajouté que « les gens attendent des députés des actes et des décisions. Le Parlement doit faire en sorte que la légalité et l'ordre existent ». Pour lui, cela doit signifier que « tous ceux qui ont organisé le coup d'État doivent en répondre devant la loi. « Personne ne doit éviter le châtiment », a-t-il dit. — (Iass.)

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a pris lundi 26 août deux décrets limogeant le président de la radio-télévision soviétique, M. Leonid Kravtchenko, et le directeur général de Tass, M. Lev Spiridonov. Ces décisions confirment les décrets — alors illégaux — pris le 22 août par le président russe, M. Boris Eltsine, qui avait accusé les deux dirigeants de s'être livrés à la « désinformation » pendant le coup d'Etat manqué.

M. Gorbatchev a signé un autre décret qui place l'agence Novosti sous le contrôle de la Fédération de Russie. Deuxième agence soviétique après Tass, Novosti (les Nouvelles) avait été créée en 1961 sous la forme d'une coopérative confiée à l'Union des journalistes soviétiques, à l'Union des écrivains et à l'Union des sociétés

l'amitié avec les peuples étrangers. Le service Infonovosti (service d'Informations générales et politiques), qui a observé un jour de grève le lundi 26 août pour protester contre les accusations de soutien au coup d'Etat lancées par M. Boris Eltsine (*le Monde* du 27 août), a été rebaptisé Infonova (Information nouvelle). Les 300 journalistes de Novosti se sont réunis le 26 août à Moscou pour créer une société par actions.

Dans la presse écrite, la confusion semble totale quant au sort de la Pravda, qui, comme la Leningradkaia Pravda et les cinq autres titres suspendus par M. Eltsine, n'a toujours pas reparu. Un correspondant a indiqué « que le ministère russe de l'information a promis de mettre le journal sous scellés ». Selon des sources internes au quotidien, « le journal devrait

réparaitre avec le même titre, si-
jours sur sept. Mais il rompra ses
liens avec le comité central du
PCUS. Le socialisme ne sera plus
le but du journal, ses journalistes
seront indépendants et la Pravda se
transformera en journal de politi-
que générale et informera la mass
des salariés, y compris les intellec-
tuels ». Environ la moitié de
400 salariés de la Pravda (3,5 mil-
lions d'exemplaires) devraient être
licenciés.

Cinq correspondants, en désaccord avec la nouvelle orientation ont d'ores et déjà démissionné. Quant au quotidien *Izvestia* (12 millions d'exemplaires), qui vient de prendre son indépendance en se fondant sur la loi russe sur la presse, il a modifié sa présentation

Y.-M. L.

Poursuivant son offensive pour accroître ses pouvoirs au détriment de ceux de M. Gorbatchev, la République de Russie a réclamé lundi 26 août, par la voix de son vice-président Alexandre Routskoï, un droit de veto sur l'emploi des armes nucléaires soviétiques.

Le vice-président Rouskoff, qui sait de quoi il parle puisqu'il est militaire, a expliqué que sa République réclamait ce droit pour prévenir une répétition du coup de force de la semaine dernière, au cours duquel M. Gorbatchev a été privé momentanément de sa « boîte noire » de commande de l'armée stratégique. Une situation qui a fait dire à M. Arbatov, directeur de l'Institut soviétique pour l'étude des Etats-Unis : « Pendant trois jours, les armes nucléaires de la plus grande puissance nucléaire du monde ont été

aux mains de criminels et d'aventuriers. Nous avons eu de la chance de nous en tirer comme cela »

Cortez, M. Snowcroft, conseiller à la Sécurité nationale du président Bush, avait estimé qu'il n'y avait pas de « risque accru pour les États-Unis ». Mais il n'en admettait pas moins que l'on n'avait pas pu, pendant cette période, qui a vu les armes nucléaires soviétiques, « empêcher le vice-président Rostowski de demander que les armes stratégiques ne puissent pas être utilisées sans le consentement du président de la Russie ». Il s'agissait d'une « double autorité », a-t-il précisé au cours d'une conférence de presse.

On retrouve ici un problème que connaissent bien les alliés de la coalition occidentale et qui, en fait, n'a jamais été réglé de manière pleinement satisfaisante. Il s'est posé dès la dernière guerre entre Américains et Britanniques, lors des travaux menés en commun sur le projet Manhattan. Mais si, avant la bombe,

Washington avait accordé à son allié anglais, par les accords de Québec en 1943, un droit de veto sans res

[illegible]

lendemain d'un conseil atlantique
tenu dans cette ville en 1362.

On est donc bien loin de la « double responsabilité » dont parle M. Roustkoï, et encore plus du système de « double cible » (un dispositif de mise à feu conjoint, coagant un geste concret de deux ou plusieurs parties) qui seul pourrait la faire passer dans les faits de manière incontestable. Il en avait été question lors du déploiement des Pershing et missiles de croisière mis en place par l'OTAN au début des années 80, notamment en Allemagne. Mais Helmut Schmidt, alors chancelier, avait écarté cette solution, craignant de placer une trop grande responsabilité sur les épaules de ses successeurs.

La future confédération de Républiques souveraines et-soviétiques ne pourra donc guère évoquer de précédents crédibles à cet égard. Mais il est vrai que tout est à inventer dans la future URSS...

MICHEL TATJ

— C'est comme ça, Jack, lui dit Nashe. Dans trois jours, tu vas affronter ces deux millionnaires. Et ça ne va pas se passer dans un quelconque salon de jeu, mais dans leur maison, où tu seras leur invité.

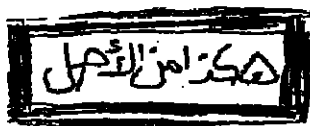
Paul Auster
*LA MUSIQUE
DU HASARD*

TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR CHRISTINE LE BOEUF

UN ROMAN OÙ LE HASARD
MÈNE, TAMBOUR BATTANT,
LA DANSE DU DESTIN

ACTES
DU
SYMPOSIUM
SUD

JAN KRÁLČEK



LES BOULEVERSEMENTS

Nouveau responsable de l'économie fédérale

M. Silaev a procédé à ses premières nominations

M. Silaev, que M. Gorbatchev avait placé dimanche à la tête d'un comité chargé de gérer l'économie fédérale (le Monde du 27 août), a procédé dès lundi à ses premières nominations, en puisant pour l'essentiel dans l'effectif du gouvernement de Russie, qu'il préside.

Comme l'indique le décret publié par le secrétariat de M. Eltsine « en accord avec le président de l'URSS », il s'agit de combler les vides apparus dans les structures fédérales du fait que la direction de nombreuses administrations et ministères essentiels de l'URSS « pratiquement collaboré avec les putschistes ». Comme l'a montré le compte-rendu de la réunion du cabinet tenu lundi 19 août sous la présidence de M. Pavlov, presque tout le cabinet est compromis dans le coup d'Etat, donc dissous en fait. On a donc part au plus pressé en étendant à l'échelon ministériel les doubles compétences, fédérale et russe, attribuées la veille à M. Silaev.

De fait, les nouveaux responsables de la Banque fédérale (M. Andreï Zverev) et de la Banque pour les relations économiques extérieures (Valeri Teleguine), des ministères des finances (Igor Lazarev), du commerce

(Alexandre Khlystov), de l'économie et des prévisions (Evgueni Sabourov) et des relations économiques extérieures (Valeri Mangazev) appartenaient tous au gouvernement de Russie formé l'an dernier, le plus souvent comme vice-ministres, certains comme ministres titulaires des mêmes portefeuilles. Ainsi MM. Lazarev, Khlystov et Teleguine devaient cumuler les mêmes responsabilités à l'échelon fédéral et dans le gouvernement de Russie.

Parallèlement, M. Eltsine remanie lui aussi son administration. Il a désigné lundi M. Gavril Popov, le dynamique maire de Moscou qui avait été à ses côtés pendant le siège du Parlement russe, comme le « représentant de la République russe pour Moscou et sa région » ; autrement dit un de ces « préfets » que le président russe souhaitait, dès avant le putsch, installer dans toutes les régions. De même M. Alexandre Chokhine, l'ancien conseiller économique de M. Chevardnadze, a été nommé ministre du travail de Russie.

Démissions et limogages

Une autre promotion a été accordée, mais par M. Gorbatchev cette fois, au général Evgueni Chapouchnikov, le nouveau ministre de la défense. De même que son pré-

decessor Dmitri Iazov était maréchal de l'Union soviétique, le général Chapouchnikov a été nommé lundi maréchal de l'armée de l'air.

Pour l'heure néanmoins, ce sont surtout les démissions et limogages de personnalités compromises qui sont à l'ordre du jour. Parallèlement à la « suspension temporaire », décidée lundi par le Soviet suprême de l'URSS, de son président Anatoli Loukianov, M. Gorbatchev a limogé lundi MM. Leonid Kravtchenko et Lev Spiridonov, respectivement directeurs de la télévision fédérale et de l'agence Tass. Il a aussi ainsi les décisions prises précédemment par M. Eltsine - dont ce n'était pas la compétence - à l'encontre de ces deux responsables mis en place pendant le « putsch mos » de l'automne dernier, et qui avaient obéi aux instructions des comploteurs.

Tout cela s'ajoute aux autres destitutions annoncées précédemment : celles du procureur général de l'armée Alexandre Koutousov, l'homme dont les « enquêteurs » (sur les exactions de l'armée à Tbilissi ou à Vilnius) blanchissaient régulièrement les généraux ; du premier vice-président du KGB Viktor Gromenko, l'ancien chef du contre-espionnage que M. Kravtchenko avait installé à ses côtés en février dernier (comme ce dernier, il a été arrêté) ; du général Nikolaï Kalinine, membre du bureau politique

du PC russe aujourd'hui « suspendu » et surtout commandant de la région militaire de Moscou : il avait à ce titre introduit les troupes et annoncé l'instauration du couvre-feu dans la capitale ; de son homologue de la région baltique, le général Fiodor Kouzmine, commandant de la région militaire de la Baltique depuis janvier 1989, l'homme qui avait appuyé toutes les provocations des militaires soviétiques contre les indépendantistes. Ce dernier a été remplacé par le général Valeri Mironov, jusqu'à présent premier commandant adjoint de la région militaire de Leningrad (la « bonne » région dont les chefs avaient coopéré avec le maire Anatoli Sobtchak pour éviter toute violence).

D'une manière générale cependant, il est plus facile de faire tomber les têtes que de les remplacer, surtout dans un gouvernement fédéral dont les contours s'amoncellent bien incertains. Ainsi, on ne sait toujours pas qui remplacera M. Bessmertnykh au poste de ministre des affaires étrangères, l'ancien titulaire du poste, M. Chevardnadze, s'est refusé devant la suggestion d'un député qui avançait son nom, lançant lundi dans les couloirs du Parlement : « Qui a besoin d'un ministre alors qu'il n'y a plus d'Union soviétique ? ».

M. T.

La mise en place du comité chargé de la réforme économique

Créé par un décret du 24 août, le comité chargé par M. Eltsine de réformer l'économie soviétique (le Monde du 27 août) « ne doit pas doubler avec les organes locaux ni diriger depuis le « centre » l'ensemble de l'économie nationale », a expliqué lundi 26 août M. Grigori Iavlinski, le vice-président de ce comité, dans un entretien publié par les Izvestia.

Appelé « comité pour le fonctionnement continu de l'économie nationale », il doit « coordonner les efforts des Républiques, de toutes les forces progressistes de la société, afin de faire sortir le pays de la crise ». M. Iavlinski a exprimé le souhait que l'appellation actuelle de ce comité ne soit pas définitive car elle « s'oriente pas, selon lui, le nouvel organe vers l'application de la réforme économique radicale » qu'il souhaite. Proche du président de Russie, M. Eltsine, M. Iavlinski est partisan d'une réforme rapide. Le comité comprend un collaborateur de M. Gorbatchev, M. Volstki.

M. Grigori Iavlinski un proche de M. Boris Eltsine

Surdoué de l'économie ? Opportuniste ? La personnalité de Grigori Iavlinski est pour le moins sujette à controverse.

Lors de son récent passage en Europe occidentale, les représentants des gouvernements ne savaient d'ailleurs pas très bien quel accueil lui réserver, même si l'ancien vice-premier ministre de Russie a beaucoup contribué aux projets de réformes économiques libérales, associant étroitement son nom au programme radical dit des cinq cents jours, rejeté par le président Gorbatchev à l'automne 1990.

M. Iavlinski, âgé de trente-neuf ans seulement, est l'un des premiers à avoir articulé l'idée de privatisations et de libération des prix. Cependant, en juillet, son argumentation se limitait à réclamer une aide occidentale massive, faute de quoi l'URSS sombrerait dans le chaos. M. Iavlinski apparaît alors davantage comme une « caution » soviétique à l'écono-

miste américain Graham Allison que comme un virtuose de l'économie.

Le « grand marchandage »

Malgré son départ du gouvernement russe, en octobre dernier, M. Iavlinski est resté un proche de M. Eltsine, conservant un bureau de conseiller à la « Maison Blanche », le siège du Parlement et du gouvernement russe. Il n'a pas choisi de passer à l'Ouest, comme son collègue Boris Fiodorov, ancien ministre des finances, aujourd'hui à la BERD. Ce qui ne l'a pas empêché de rejoindre provisoirement, il y a quelques mois, l'université Harvard, afin de travailler au « grand marchandage » entre l'URSS et l'Occident.

L'un des plus ardents partisans d'une transition très rapide vers l'économie de marché, M. Iavlinski, pour un jour révéler le « marchandage » gouvernemental.

F. L.

M. Arkadi Volski, un apparatchik au service de l'économie de marché

« En URSS, le secteur non étatique est déjà bien plus important qu'on ne le croit », répétait il y a quelques mois avec ferveur M. Arkadi Volski, dans son bureau situé dans l'enceinte du Kremlin.

Apparatchik de la grande tradition, M. Volski est devenu, il y a un an, le patron des patrons soviétiques, en constituant une association baptisée Union scientifique et technique, censée regrouper les principaux industriels du pays. Le tout avec la bénédiction du Parti communiste de Moscou, qui louait à la nouvelle organisation des bureaux situés juste en face du comité central. Au printemps, l'Union scientifique et technique a même signé un accord de coopération avec le CNPP.

Plus qu'une confédération patronale, l'Union scientifique et technique est davantage conçue comme un groupe de pression des industriels au Kremlin. L'association affirme représenter les intérêts de 60 % de l'industrie soviétique, dont les leaders constatent la catastrophe économique et se déclarent partisans d'une évolution progressive vers l'économie de marché.

Né en 1932, M. Arkadi Volski fut étudiant à l'Institut de l'acier de Moscou, avant de devenir contremaître, puis chef d'atelier aux usines d'automobiles ZIL de Moscou. Secrétaire du comité du parti à

l'usine, il commença à grimper les échelons de la nomenclature. En 1983, M. Volski est élu député au Soviet suprême de Russie, puis devient chef du service des constructions mécaniques au comité central du PCUS, avant, en 1986, d'accéder au statut de membre du comité central.

Aucune République ne peut vivre sans les autres

En 1989, le président Gorbatchev l'envoya en Asie centrale, où il occupa le poste de président du comité d'administration spéciale de la région autonome du Karakhan, en Azerbaïdjan, où des troubles opposaient les autorités de la République à la population arménienne.

De retour à Moscou, M. Volski fonde l'Union scientifique et technique, où il défend les principes de l'économie de marché et soutient la préparation du traité de l'Union. « Aucune République ne peut vivre sans les autres. A peine pourraient-elles survivre quelques jours », déclarait-il à l'époque de la signature du traité entre le centre et neuf Républiques.

Homme à poigne, proche interlocuteur du président Gorbatchev, M. Volski pourrait conserver des responsabilités importantes.

Erreurs : la superficie de la Russie. - Dans le tableau des Républiques soviétiques (le Monde du 27 août), nous avons attribué à la Russie une superficie de 22,4 millions de kilomètres carrés. Il s'agit de la superficie de l'URSS. Celle de la République de Russie est de 17 millions de kilomètres carrés, soit plus de six fois celle du Kazakhstan et vingt-huit fois celle de l'Ukraine.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

POINT DE VUE

Le suicide du PCUS

par Michel Heller

Le Reich millénaire de Hitler subsiste douze ans. Le système communiste, qui, selon ses fondateurs, allait marquer la fin de l'histoire, gagner l'ensemble de la planète et demeurer éternellement, vient de se suicider dans sa soixante-quatrième année. Les malheurs du communisme soviétique commencent au moment où l'on entreprend de l'améliorer, et où l'on se met à donner du caractère idéal au premier Etat socialiste du monde. Khrouchchev dénonce Staline, persuadé que, débarrassé de l'extrémisme stalinien, le modèle fonctionnera mieux. Suivent les dénonciations du culte de la personnalité et les tentatives d'améliorer l'économie. Brejnev dénonce Khrouchchev et fait mine d'effectuer des réformes économiques.

Chaque fois, après quelques essais, les chefs du parti et de l'Etat s'efforcent d'en revenir à l'ancien modèle. Mais chaque mouvement dans le sens d'une « amélioration » laisse des fissures. Le modèle stalinien, qui concrétisait les idées de Lénine, était parfait, rond comme un œuf. Il était impossible de le perfectionner, on ne pouvait que le conserver tel quel ou le mettre en pièces.

Cela, Mikhaïl Gorbatchev l'ignorait, ou ne voulait pas le savoir. Les six années de « perestroïka » sont employées tout entières à rechercher des moyens d'améliorer l'efficacité du système soviétique, sans en modifier la nature. Cette citation de l'écrivain satirique russe du dix-neuvième siècle Saltykov-Shchedrine paraîtrait servir d'épithète à l'action de Gorbatchev. « Ils ne songent ni le jour et la nuit et encore le jour suivant, qu'à une chose : comment transformer leur exploitation déficitaire en une entreprise susceptible de faire des bénéfices, sans rien changer. » En n'acceptant que des retouches de détail, en n'autorisant, de manière gracieuse, que quelques corrections, en assurant constamment qu'il était, est et restera communiste, Gorbatchev détruit le système qu'il prétend sauver.

La structure soviétique de pouvoir était forte de sa simplicité : un seul parti, un seul peuple, un seul Etat, un seul guide. Dès lors que les comités du parti qui, à tous les niveaux, ont tissé leur toile d'araignée sur l'ensemble du pays commencent à recevoir du centre des directives peu claires, souvent contradictoires, changeant tous les mois sinon tous les jours, la machine à des ratés, puis s'arrête. Construit sur le principe de l'armée, l'appareil du parti entreprend de saboter les ordres qui lui sont incompréhensibles. Staline avait tué les adeptes de la foi communiste et bâti une Eglise où l'on n'exigeait des paroissiens que la stricte observance du rituel. Gorbatchev, lui, enfreint le rituel, en essayant de concilier des

notions s'excluant mutuellement : la centralisme démocratique et la démocratisation, l'économie soviétique et le marché, le pouvoir communiste et le multipartisme, Lénine et le pluralisme.

Dans le flot tumultueux des événements survenus au cours des six dernières années, un fait se distingue particulièrement, que l'on peut considérer comme un facteur décisif dans l'effondrement du système : la renaissance de la Russie en tant que sujet de l'histoire.

Lénine, puis tous ses successeurs, avaient parfaitement perçu ce danger. Chaque République soviétique avait ainsi son propre Parti communiste, son KGB, à l'exception de la Russie. La création, en 1990, d'un Parti communiste de Russie et l'apparition parallèle d'un leader russe en la personne de Boris Eltsine marquent la fin du modèle idéal. Que le Parti communiste de Russie soit qualifié de conservateur, alors que Khrouchchev le campait « démocrate », n'est pas essentiel. L'important est la constitution, à Moscou, d'un deuxième centre de pouvoir. Ce pouvoir bicéphale dans la capitale de l'Etat totalitaire est la négation même de l'essence du système communiste.

Un putsch invraisemblable

L'existence de ce second centre allait être fatale à l'ultime tentative de revenir en arrière : le putsch du 19 août. Utilisant la « glasnost » comme arme principale de sa politique, Gorbatchev a su convaincre le monde que l'Union soviétique était devenue d'une transparence de cristal. La célèbre définition de Churchill selon laquelle l'URSS serait une énigme, enveloppée d'un mystère et dissimulée dans un secret, a cessé d'être pertinente. Le complot visant à écarter Gorbatchev était si étrange, énigmatique, qu'il a engendré de sévères questions quant aux véritables intentions des putschistes. L'ex-ministre des affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, devait évoquer une possible participation du président d'URSS à la conjuration, sous une forme suffisamment voilée pour ne pas être accusé de diffamation et, en même temps, assez claire pour qu'il ne subsiste aucun doute sur sa conviction profonde.

Tout, en effet, paraît invraisemblable dans cette histoire : depuis la guerre, tous les coups d'Etat et complots commencent le samedi, jusqu'à l'apparition dans les magazines de Moscou de saucissons et de poulets, détreffés depuis longtemps oubliés. Les conjurés, parmi lesquels se trouvent des professionnels de l'armée et de la police, entraînent toutes les règles les plus connues, ils montrent un mépris parfait de

la technique des coups d'Etat, alors qu'ils ont forcément lu l'article de Lénine « obligatoire pour tous les écoliers soviétiques - intitulé Comment organiser un soulèvement armé » écrit en octobre 1917. Ils agissent de façon désorganisée, indécise, s'embroutent dans leurs visées.

La personnalité des conjurés est une énigme de plus : ce sont les plus proches compagnons d'armes de Gorbatchev. Il s'agit de tous choisis lui-même. Cinq, les huit parties du Conseil de sécurité, où le président n'avait inclus que les plus loyaux, les plus dévoués.

Si les erreurs techniques des conjurés favorisent l'échec du putsch, la grande raison de leur ratage est à chercher dans leur programme. Le bulletin télévisé qui annonce, le 19 août, le changement de pouvoir aux citoyens soviétiques commence non par un décret du vice-président Loukianov accordant la présidence, mais par une déclaration du président du présidium du Soviet suprême d'URSS, Loukianov, dénonçant la validité du nouveau traité de l'Union - texte que devaient signer les présidents de Russie, du Kazakhstan et d'Ouzbékistan, ainsi que Gorbatchev, le 20 août. Dès lors, les citoyens soviétiques n'ont plus le moindre doute : les conjurés ne veulent pas de la ratification du traité. Dans leur adresse à la population - leur programme - les mots « socialisme » et « parti » n'apparaissent pas une seule fois. En revanche, celui de « patrie » est répété deux fois, et le patriotisme russe leur semble le slogan le plus apte à mobiliser les citoyens.

Privé de commandement

Lénine, Staline et leurs successeurs avaient utilisé, en leur temps, le patriotisme pour renforcer le pouvoir soviétique. Cette fois, cependant, le mot d'ordre ne suscite aucun intérêt. Les dirigeants du Kremlin ont cessé d'exercer leur monopole. En face du Kremlin, à la « Maison Blanche », ainsi que les Moscovites ont baptisé l'immeuble du Présidium du Soviet suprême de Russie - s'opposent aux conjurés un leader que la majorité des Russes considère comme l'incarnation véritable de l'idée nationale, du patriotisme russe, les conjurés, eux, ont renoncé à s'appuyer sur le parti et l'idéologie communiste, et ils ne peuvent se présenter comme les « défenseurs de la patrie ». Ils se retrouvent donc à flotter dans les airs, isolés.

Le programme mal préparé, comme tout ce qui se fait en

Union soviétique, le complot échoue. De retour à Moscou, Gorbatchev s'aperçoit que sa place est prise et que, dans le meilleur des cas, il ne lui reste qu'un petit coin au pied du trône. Démontrant qu'il n'a rien appris, le président d'URSS entreprend avant toute chose de « réformer » ses postes à responsabilité des gens dont personne ne veut. De concession en concession, Mikhaïl Gorbatchev, le 24 août 1991, saborde le navire dont il était le capitaine. Et, comme il est de coutume, semble-t-il, aujourd'hui, il est le premier à quitter l'embarcation.

Le suicide du PCUS est une énigme supplémentaire. Le parti qui, il y a cinq ans, comptait vingt millions de membres et encore quinze ou seize millions hier s'ouvra les veines sans résistance et, ce qu'il convient de souligner, sans pression particulière de la part de ses adversaires. La disparition des partis communistes d'Europe de l'Est pouvait s'expliquer du fait qu'ils existaient par le volonte de Moscou. Lorsque Moscou a cessé de les soutenir, ils se sont évanouis comme la brume du matin. Le PCUS, lui, était fort de son pouvoir, total, absolu, dans le pays. Il s'est suicidé pour la bonne raison que, construit sur le principe de l'armée, il ne pouvait agir que sur ordre. Et quand le commandement a été pris par un dirigeant manquant de volonté, indécis, rusé mais pas très intelligent, il a péri sur son ordre. Privé de commandement, une armée se transforme en foule incontrôlée. C'est ce qui est arrivé au Parti communiste d'Union soviétique. Tout au long de ses six dernières années, Gorbatchev n'a fait que repousser les décisions importantes qu'il devait prendre, dans l'espoir que les problèmes disparaîtraient d'eux-mêmes. Et lorsqu'il lui a fallu régler le sort d'un parti qui ne suivait plus aveuglément, il se de nouveau « évacué » le problème, en supprimant le PCUS.

Mikhaïl Bakounine estimait qu'il n'y avait que trois modèles de pouvoir politique en Russie : Romanov, Pougatchev ou Pestel. Romanov représentait la monarchie, Pougatchev le soulèvement paysan, Pestel le coup d'Etat militaire. Contemporain de Bakounine, Alexandre Herzen prévoyait l'apparition d'un « Pougatchev diplômé de l'Université ». C'est ainsi qu'on devait surnommer Lénine après la prise du pouvoir par les bolcheviks. Mikhaïl Gorbatchev est doublement diplômé de l'Université. Sans doute est-ce trop. Et Yon peut désormais annoncer, sans risque de se tromper, un rapide déclin de son pouvoir. Que sera Boris Eltsine, dirigeant auquel on prête un bel avenir ? Peut-être un quatrième modèle apparaîtra-t-il ? Un modèle démocratique ?

► Michel Heller est historien. D'origine soviétique, il vit en France.

UNION SOVIETIQUE

Le Parti communiste de l'Union soviétique a 12 millions de membres

Moldavie a procédé à la déstalinisation

Les inégalités des années

Club Vauban

CHIFFRE DE JEAN-PIERRE

ERRATUM : la superficie de la Russie. - Dans le tableau des Républiques soviétiques (le Monde du 27 août), nous avons attribué à la Russie une superficie de 22,4 millions de kilomètres carrés. Il s'agit de la superficie de l'URSS. Celle de la République de Russie est de 17 millions de kilomètres carrés, soit plus de six fois celle du Kazakhstan et vingt-huit fois celle de l'Ukraine.

هكسان الثماني

LES BOULEVERSEMENTS

EN UNION SOVIÉTIQUE

La Monde • Mercredi 28 août 1991 5

Destinés à être liquidés

Les actifs du Parti communiste sont évalués à 12 milliards de francs

L'interdiction de la plupart des activités du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) pose aujourd'hui le problème de sa liquidation financière. Lundi 26 août, M. Arkadi Volok, membre de la commission économique nommée le 24 août, a déclaré que la valeur des biens du parti s'élevait à 4 milliards de roubles, soit 12 milliards de francs environ au cours commercial.

« Le plus grand trésor du parti, ce sont bien sûr les immeubles, mais surtout les imprimeries et les maisons d'édition et dans certaines Républiques, surtout d'Asie centrale, il va être difficile de les vendre », a souligné M. Volok. Samedi 24 août, un décret du président Gorbatchev stipulait que tous les biens du parti devaient passer sous le contrôle des soviets des députés (assemblées locales). Le décret présidentiel rappelle que les activités du parti doivent être suspendues dans les entreprises et les administrations : selon M. Volok, cette décision va entraîner la mise au chômage de 150 000 personnes environ. Lundi 26 août, on apprend le suicide à Moscou de M. Nikolai Kroutchina, administrateur du comité central du PCUS, véritable financier du parti.

Selon des informations publiées par le parti lui-même début août, le PCUS détenait 5 254 bâtiments administratifs, 5 383 organes de presse, et 23 sanatoriums ou maisons de repos. La direction avait un « trou » budgétaire de 1,1 milliard

de roubles; le PCUS se trouverait au bord de la faillite, en raison de la chute des recettes issues des cotisations de ses membres et des ventes de ses publications. Le pourcentage du salaire versé par les membres du parti à l'organisation avait été ramené de 3 % à 2 %, ce qui n'avait pas empêché une accumulation des cotisations impayées, tandis que le nombre de membres chutait de 4 millions de personnes en dix-huit mois, tombant à 15 millions (le Monde du 20 août). Il y a quelques mois, M. Kroutchina avait démenti l'existence d'un compte en devises approvisionné par les cotisations des membres en poste à l'étranger.

En outre, un mouvement de liquidation des biens du parti paraît avoir été amorcé ces derniers mois en URSS, les profits des ventes étant souvent conservés à titre personnel par les vendeurs, et non reversés dans les caisses du parti. Selon les rumeurs moscovites, plusieurs établissements financiers non étatiques avaient tissé des liens étroits avec le comité central, ou d'autres organes du parti, et investissaient des sommes importantes en URSS et à l'étranger. Tirailé entre « les besoins financiers et la nécessité de poursuivre l'idéologie », selon l'expression d'un économiste soviétique, le PCUS avait considérablement diversifié ses activités, perdant au passage le contrôle de certaines opérations financières. La mise au clair des finances du parti, et la liquidation de ses biens au grand jour (par vente aux enchères, affectations de locaux...) sera vraisemblablement un œuvre de longue haleine.

F. L.

Washington face aux revendications indépendantistes

Le président Bush ne veut pas prendre de décision susceptible de « favoriser une situation anarchique en URSS »

WASHINGTON
de notre correspondant

Au risque de passer pour timides ou timorés, les Etats-Unis veulent prendre leur temps avant de se prononcer sur les premiers dossiers de l'après-coup d'Etat : la question de l'aide économique à l'URSS et celle de la reconnaissance des pays baltes.

Les Etats-Unis sont une grande puissance, et cela leur impose « des responsabilités particulières » à l'heure où les changements en URSS risquent encore du « traumatisme ». La formule est du président George Bush, qui signalait ainsi, avec un tintement d'humour, lundi 26 août, qu'il n'entendait se laisser forcer la main ni par le Congrès ni par ses alliés européens. Au moment où ceux-ci se bouvolent, aussi bien pour établir des relations diplomatiques avec les pays baltes que pour défendre un programme d'aide accrue à l'URSS, Washington paraît d'abord préoccupé de savoir un tant soit peu à quoi va ressembler le pouvoir à Moscou.

Il lui paraît essentiel de disposer d'un minimum d'indications sur l'organisation future des relations entre le « centre » et les Républiques. Washington semble ainsi attendre le feu vert de Moscou avant d'accorder sa pleine reconnaissance diplomatique à ces pays baltes, dont les Etats-Unis n'ont jamais reconnu l'intégration au sein de l'Union. Cette prudence

est dictée par le souci de ne rien faire qui puisse ajouter à la menace de chaos en URSS.

« Je ne veux surtout pas avoir la moindre part dans une décision erronée qui pourrait favoriser une situation anarchique en URSS », a dit le président américain. Certains responsables de l'administration évoquent un scénario où l'explosion des revendications indépendantistes multiplierait les occasions de conflits frontaliers, voire, ici et là, les risques de guerres civiles localisées.

« Pas de chèque » à la réunion du G 7

M. Bush a fait ces déclarations aux côtés du premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, qu'il venait de recevoir dans sa villa du Maine et qui, lui, a annoncé que le Canada était prêt à reconnaître immédiatement l'indépendance de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie. Les Etats-Unis sont convaincus de la justice d'une telle décision, a poursuivi M. Bush, mais « veulent en savoir un peu plus » avant de franchir le pas.

L'administration Bush ne veut rien précipiter non plus avant de se prononcer sur une éventuelle aide économique accrue en faveur de l'URSS. Elle désire savoir, autant que possible, où sera le pouvoir économique, c'est-à-dire, là encore, avoir une idée de l'organisation future des relations entre le centre et les Républiques à

l'heure où l'URSS pourrait céder la place à une confédération d'Etats.

Le président américain a déclaré qu'il voyait mal comment les Occidentaux pouvaient décider d'un programme d'assistance et d'investissements dans une situation où ils risquent d'avoir à traiter « avec vingt-cinq interlocuteurs différents ». M. Bush estime que rien, jusqu'à présent, n'est de nature à le faire changer de position : pas d'aide économique accrue avant que l'URSS n'ait adopté un programme de réformes économiques sérieuses.

La question devrait être de nouveau abordée mercredi, quand M. Bush recevra le premier ministre britannique, M. John Major, puis jeudi, lors d'une réunion ministérielle du groupe des sept plus grands pays industrialisés (G7) à Londres. Les Etats-Unis y seront représentés par un secrétaire d'Etat adjoint, M. Robert Zoellick, et par M. David Mulford, secrétaire d'Etat adjoint au Trésor. Mais M. Bush a prévenu : « Aucune décision de cette réunion de sherpas ne sera de nature à nous faire signer des chèques ». La seule mesure d'assistance immédiate a été d'accroître l'attribution d'un prêt de 315 millions de dollars à l'URSS pour l'achat de blé américain.

Les Etats-Unis n'en ont pas moins apprécié la nomination à un poste de responsabilité de l'économiste libéral Grigori Iavlinski, un homme dont le

« numéro un » soviétique avait précédemment rejeté le programme. A en croire le secrétaire d'Etat, M. James Baker, les Américains auraient été beaucoup mieux disposés à l'égard des demandes de l'URSS lors du sommet de Londres si M. Gorbatchev s'y était présenté avec les recommandations de M. Iavlinski en poche.

La même circonspection est observée par la Maison Blanche devant le nouveau rapport de forces qui s'établit entre le président russe et M. Gorbatchev. Si le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, s'était félicité ce week-end de la montée en puissance de M. Boris Eltsine qu'il estime être un facteur de stabilisation, M. Bush s'est refusé au moindre commentaire.

Il y a quelques mois, M. Gorbatchev était le seul interlocuteur des Etats-Unis, et M. Eltsine était affligé d'une image peu flatteuse à Washington. Aujourd'hui, c'est-à-dire après la victoire des réformateurs, Washington n'a pas à « choisir » entre M. Eltsine et M. Gorbatchev, a sèchement lancé M. Bush. Un responsable de l'administration, cité mardi par le Washington Post, expliquait que M. Bush « était convaincu, de manière entée, que les Etats-Unis pourraient avoir un désastre sur la conscience s'ils s'efforçaient de jouer un rôle public dans la manière dont l'URSS et les Républiques allaient s'organiser dans la foulée des derniers événements ».

ALAIN FRACHON

Alors que l'inquiétude gagne les minorités russophone et turcophone

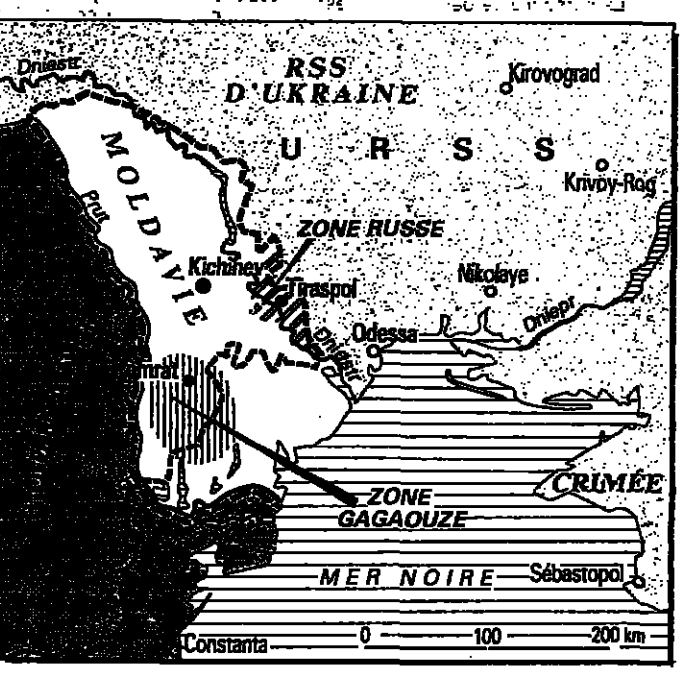
La Moldavie a proclamé à son tour son indépendance

Le Parlement moldave, réuni en session extraordinaire, mardi 27 août, à Kichinev, a proclamé à l'unanimité des députés présents l'indépendance de cette République roumanophone. Mais plusieurs députés des minorités russe et gagauze étaient absents.

KICHINEV (Moldavie soviétique)
de notre envoyé spécial

Les Moldaves ont célébré dans la rue le « jour historique ». La radio et la télévision avaient appelé la population à venir en masse, « par tous les moyens », proclamer mardi l'indépendance devant la statue de Stefan Cel

Mare, le héros national moldave, lors d'une « grande assemblée nationale » des citoyens. Quelques heures plus tard, au siège de l'ancien Soviet de la République socialiste soviétique, le Parlement a adopté la résolution d'indépendance, « premier pas vers la réunification avec la Roumanie », selon les autorités. Mais, contrairement à 1918, lorsque la Moldavie avait fait sécession de l'empire russe puis proclamé, presque dans la foulée, son unification avec la Roumanie, l'indépendance ne devrait pas être cette fois une simple « étape technique » mais le début d'un processus « d'intégration économique et spirituelle » avant la réunification avec Bucarest, dont les autorités de Kichinev espèrent le soutien. « Ce serait une grande douleur, une grande dou-



leur, répète le président moldave Mircea Snegur, si la Roumanie n'était pas le premier Etat à nous reconnaître ».

Le président n'entend pas pour autant forcer l'adhésion. « Il ne sera pas si facile d'obtenir le soutien du peuple pour franchir le prochain pas » - la réunification - qui n'interviendrait que dans « des années », à « un second moment propice », déclare le président dans un entretien avec des journalistes étrangers. « Cinquante années de communisme ont créé une mentalité spécifique », explique M. Snegur, qui envisage de faire partie d'une confédération économique avec les autres Républiques car « il est bien difficile de réorienter l'économie après cinquante ans d'intégration forcée ».

Pourtant, que l'on ne s'y trompe pas, la Moldavie marche résolument, même si c'est avec pru-

dence, vers une indépendance réelle avant la réunification. Une armée nationale va être créée, une monnaie mise en circulation, les entreprises soviétiques nationalisées, et des négociations vont être engagées pour le retrait de la République des troupes soviétiques qui gardent encore solidement la frontière avec la Roumanie. « Il faut que la frontière ne soit plus ressentie », ajoute M. Snegur. La rapidité du processus de réunification dépendra de l'enthousiasme des Moldaves mais aussi de celui des Roumains, pris dans de terribles difficultés économiques. Il reste aussi à régler la délicate question de la zone russophone du Dniestr, à l'est de la Moldavie, voire de la zone turcophone du sud, dont les populations sont effrayées par la « roumanisation ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET.

La République perdue du Dniestr

TIRASPOL
de notre envoyé spécial

« Aujourd'hui, nous ne savons pas où nous sommes. L'empire se désintègre et la petite « République socialiste soviétique du Dniestr », une zone russophone qui avait déclaré il y a un an son indépendance de la Moldavie nationaliste et roumanophone - des « fascistes de Kichinev » - ne sait plus où aller. Coincée entre l'Ukraine, qui vient de déclarer son indépendance, et la Moldavie, qui évite en fait de le faire, mardi 27 août, la République du Dniestr - « foyer de stalinisme », selon Kichinev - n'a plus de frontière avec l'Union. « Aujourd'hui, c'est l'anarchie en URSS. Nous ne savons pas où aller », répète Valeri Litskay, conseiller du président à Tiraspol, capitale de cette République de 700 000 habitants. Toujours orné du drapeau rouge et des statues de Lénine, le Soviet de cette République, est solidement gardé par la « milice populaire » - « du peuple soviétique », explique un jeune athlète en treillis en triptant sa matraque.

Soutien aux putschistes

Dans Tiraspol, des « détachements d'autodéfense ouvriers » patrouillent discrètement. Les entrées de la ville sont surveillées. « Il y a un grand danger que la Moldavie envoie toutes ses forces armées, que nous estimons à quelque 10 000 hommes, pour prendre le contrôle de notre territoire », estime M. Litskay. « Il y aura des morts mais notre République survivra », affirme-t-il. « Les Moldaves ne peuvent contrôler cette zone. Nous pouvons couper cent pour cent de l'électricité et des transports ferroviaires de la Moldavie », menace-t-il. Déjà, six dirigeants de la République ont été arrêtés par la police de Kichinev. Ils sont accusés d'avoir soutenu les putschistes de Moscou. « C'est faux », affirment les leaders communistes du Dniestr. Notre Soviet a décidé d'attendre sa session du 26 août pour juger de la constitutionnalité du remplacement de Mikhaïl Gorbatchev.

A Kichinev, le président moldave Mircea Snegur martèle : « M. Eltsine a sur son bureau

toutes les publications du Dniestr. Il a pu se rendre compte lui-même du soutien des leaders de cette « République » aux putschistes ». Le président du Dniestr, le « camarade » Igor Smirnov, se cache et, selon Kichinev, dort dans une caserne de l'armée soviétique. « Ce n'est pas une question pour la presse », répond-on à Tiraspol. Le problème de la Gagauzie, l'autre République sécessionniste du sud de la Moldavie, peuplée de turcophones, étant « déjà réglé » par l'arrestation de ses leaders, le président moldave espère convaincre la population du Dniestr de chasser ses dirigeants parce que « nous pourrions tous vivre en paix en Moldavie ».

M. Snegur s'est adressé lundi à la population du Dniestr pour lui demander de participer, mardi, à Kichinev, à la grande « assemblée nationale des citoyens » qui doit proclamer l'indépendance. Mais, lundi soir, les dirigeants « séparatistes » de Tiraspol ont organisé un nouveau meeting pour soutenir leur République proclamée « souveraine ». M. Snegur accepterait « une intensification du contrôle, une intervention » à Tiraspol. A Douboussary où, en novembre dernier, l'intervention des volontaires moldaves pour s'opposer à la création de la République avait fait trois morts, la police de Kichinev patrouille dans les rues. Les soviets ont été posés au siège du parti mais Vladimir Grigorenko, membre du Soviet de la ville, ne désarme pas. Il est toujours membre du parti et estime que « Gorbatchev n'avait pas le droit de démissionner ». Le Comité des femmes a envoyé une lettre au Soviet suprême de l'Union déclarant que « la démocratie que la Russie a gagnée, la Moldavie l'emploie pour étouffer la nouvelle République du Dniestr ».

Mardi, la Moldavie doit faire le « premier pas vers une réunification avec la Roumanie », dont elle a été séparée après la seconde guerre mondiale. Mais le Dniestr roumanophone - qui compte cependant entre 30 et 40 % de Moldaves, - « racroché » par Staline à la République de Moldavie, ne voudra sans doute pas la suivre, même s'il ne sait plus que faire.

J.-B. N.

Randonnées EXPEDITIONS
VOYAGES... AVENTURE
NOMADE
Sahara - Afrique - Méditerranée - Yémen etc...

Le Monde EDITIONS
MARTINE AUBRY
« Les entreprises doivent avoir une politique volontariste visant à changer le travail pour l'enrichir »
DOMINIQUE STRAUSS-KHAN
« Notre fiscalité du patrimoine n'a ni queue ni tête »
sont parmi les auteurs du livre
Les inégalités des années 90
Club Vauban
Préface de Jean-Marie Colombani
EN VENTE EN LIBRAIRIE

TRÉCA
moteurs, sommiers, ensembles, conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)
CAPÉLOU
37, av. de la République 75011 PARIS Tél. 47 57 40 75 - Métro D'Armeny

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Réunis à Bruxelles

Les ministres des Douze se prononcent sur l'indépendance des Etats baltes

Réunis mardi 27 août à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne devaient décider notamment de l'établissement de relations diplomatiques avec les Etats baltes. Le Danemark a devancé ses partenaires puisqu'il a déjà signé, lundi, avec les ministres des affaires étrangères des trois pays baltes des accords portant sur le rétablissement des relations diplomatiques.

Pour leur part, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique et le Portugal ont dit vouloir reconnaître l'indépendance des trois Etats dans le

cadre d'une démarche commune de la CEE. La Grande-Bretagne, après s'être montrée initialement prudente, a fait savoir, mardi 27 août, par l'intermédiaire du secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, son intention de reconnaître sans délai les trois Républiques, en espérant que les membres de la Communauté feront de même. Les Pays-Bas et l'Espagne sont dans une situation différente puisqu'ils avaient implicitement reconnu l'annexion des pays baltes en 1940.

Lors de la réunion de Bruxelles devrait aussi être abordé le problème

de l'aide économique européenne à l'URSS. Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, en visite en Autriche, a déclaré lundi que « la CEE ne savait plus à qui s'adresser à Moscou ». De plus, selon M. Schumacher, porte-parole du ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, pourrait demander mardi à ses partenaires européens de reconnaître les Républiques de Slovaquie et de Croatie si les violences que Bonn impute au gouvernement fédéral yougoslave et à la Serbie ne cessent pas. « Peut-être qu'une menace de reconnaissance ou

la reconnaissance elle-même auront un effet préventif », a-t-il déclaré.

A propos de la reconnaissance des Etats baltes, la Suisse s'est dite prête à s'aligner sur la position européenne alors que l'Autriche, Malte, le Vatican, la Suède et la Finlande ont l'intention de reconnaître leur indépendance. Parmi les anciens pays européens socialistes, la Bulgarie a annoncé la première sa volonté de reconnaître les Etats baltes, suivie par la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie.

Les trois ministres des affaires étrangères d'Estonie, Lettonie et

Lituanie, après leur tournée en Islande, en Norvège et au Danemark lundi, et leur visite à Bonn mardi 27 août, sont attendus pour une visite officielle en Hongrie au début de la semaine prochaine.

Le Canada et l'Argentine se sont déclarés décidés à reconnaître l'indépendance des Républiques baltes. Enfin, la position prudente adoptée par le président Bush a poussé M. Vytautas Landsbergis, le président lituanien, à exhorter les Etats-Unis à faire de même, dans un article publié le lundi 26 août par le Washington Post. (AFP, Reuters.)

Les Républiques s'arrogent le contrôle de leurs frontières

Les autorités de Lituanie ont dépêché lundi 26 août des douaniers aux postes frontières avec la Pologne, à l'aéroport de Vilnius et au port de Klaipėda et annoncé que désormais elles détiendraient des visas. La Lettonie et l'Estonie ont de leur côté annoncé avoir conclu

un accord avec le ministre soviétique de la défense sur le contrôle de leurs frontières et qu'elles délivreraient également des visas, à titre provisoire, jusqu'à l'ouverture complète de leurs frontières.

En Estonie, l'Union des collectifs des travailleurs et Interfront - deux

mouvements anti-indépendantistes, qui ont soutenu la tentative de coup d'Etat - ont été dissous lundi. Ces mouvements sont majoritaires dans le nord-est de l'Estonie, une région frontalière de la Russie à forte population ouvrière, ainsi que dans les entreprises dépendant du pouvoir central.

Où est le KGB ?

A Riga, les parlementaires lettons cherchent désespérément depuis plusieurs jours le siège central du KGB soviétique dont ils veulent renverser les avois en Lettonie. Personne ne sait où il se trouve, pas plus que les bureaux du GRU, les services de renseignement de l'Armée, à l'exception des journalistes un député, M. Vilis Selckis. Le KGB letton a été dissous la semaine dernière par le Parlement, suite à la proclamation de l'indépendance de cette République balte et certains de ses locaux connus placés sous scellés, tout comme ceux du Parti communiste soviétique.

Le Parlement letton s'est adressé au nouveau président du Comité d'Etat à la sécurité (KGB), M. Vadim Bakatine, qui a promis de l'aider, indique M. Selckis.

Les élus lettons doivent se transformer en détectives pour tracer le KGB. Ainsi pour essayer d'évaluer les effectifs de sa branche lettonne ils ont recensé au registre des milices admissibles dans la clinique spéciale du KGB de Riga. Ils arrivent ainsi au chiffre approximatif de 2 000 membres (sur une population de 2,7 millions d'habitants). « Nous ne pouvons pas passer des services de certains d'entre eux, ils contrôlent tout le réseau des communications officielles entre Riga et le reste de l'URSS », a admis M. Selckis. (AFP)

Le retour de l'or

La probable reconnaissance de l'indépendance des pays baltes par la France obligera la Banque de France à restituer à la Lituanie et à la Lettonie 3,2 tonnes d'or conservées dans l'Hexagone depuis les années 30. La valeur de ce stock est estimée, au cours actuel du métal fin, à 220 millions de francs.

Envoyé à Vilnius, un émissaire du ministère des affaires étrangères, M. Philippe de Suredain, a affirmé lundi 26 août que la restitution pourrait être opérée sur demande des gouvernements lituanien et letton dès que l'existence des deux Etats aurait été reconnue par la France et qu'un certain nombre de conditions juridiques auraient été réglées. A l'autonomie dernière, le président lituanien Vytautas Landsbergis, en visite en France, avait évoqué l'existence du stock d'or avec M. Mitterrand, mais exprimé son souhait de ne pas le rapatrier dans l'immédiat.

La Lituanie, qui avait déposé 2,2 tonnes de métal fin, et la

Lettonie, qui en avait versé 1 tonne, dans les coffres de l'Etat français, avaient vu leurs avoirs bloqués en 1940 lors de l'invasion de leur territoire par l'Union soviétique. La France avait par la suite refusé de céder ces réserves à Moscou.

De son côté, la Grande-Bretagne, où 14 tonnes d'or (estimées aujourd'hui à 1 milliard de francs environ) avaient été stockées avant-guerre par la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, avait choisi de céder les lingots en 1967. Le produit de la vente (5,8 millions de livres sterling de l'époque) avait été utilisé pour dédommager les citoyens britanniques lésés lors de l'annexion des pays baltes par l'URSS. Mais ni Vilnius, ni Tallin, ni Riga, n'avaient reconnu l'accord de renonciation aux compensations signé entre Londres et Moscou en 1968. Il est aujourd'hui possible que les nouveaux dirigeants des pays baltes tentent d'obtenir la restitution de leur or auprès des autorités britanniques.

Remous en Asie centrale

La fièvre indépendantiste a franchi une nouvelle étape en Union soviétique : elle gagne maintenant l'Asie centrale musulmane, où le président d'Ouzbékistan, la plus peuplée des Républiques asiatiques, a annoncé, lundi 26 août, des mesures visant à « renforcer la souveraineté » de sa République.

Le président de la République d'Ouzbékistan (vingt millions d'habitants), M. Islam Karimov, a signé dimanche un décret prévoyant des « mesures de renforcement de la souveraineté », selon la formule utilisée par l'agence Tass. En vertu de ce décret, les structures du ministère soviétique de l'Intérieur et du KGB passent sous juridiction ouzbèke et les troupes du ministère de l'Intérieur stationnées en Ouzbékistan sont désormais placées sous l'autorité de M. Karimov. Celui-ci a également décidé la « déparisation », c'est-à-dire la dissolution des cellules

du PC, au sein de tous les organes de sécurité. Enfin, le Parlement de Tachkent, qui va être convoqué sous peu en session extraordinaire, est chargé de préparer dans les meilleurs délais un projet de loi sur la « souveraineté d'Etat ».

M. Karimov était jusqu'ici l'un des partisans les plus solides de la version du traité de l'Union défendue par M. Gorbatchev, c'est-à-dire d'une Union soviétique « renforcée ». Mais les événements de la semaine dernière l'ont conduit à radicaliser sa position, comme cela s'est produit dans tant d'autres Républiques de l'Union. Le président ouzbek avait démissionné du bureau politique et du comité central du PCUS vendredi 23 août, suivant l'exemple de son collègue kazakh, M. Noursoultan Nazarbäev, qui avait annoncé sa démission la veille.

Le Kazakhstan n'a pour l'instant pas pris de mesure similaire. Mais son président, M. Nazarbaev, un homme qui jusqu'à la semaine dernière jouait un rôle important à l'échelle fédérale - M. Gorbatchev voyait en lui une sorte de contre-poids à M. Boris Eltsine - participait lundi à la séance du Soviet suprême d'URSS à Moscou, il y a reconnu que l'URSS n'existe plus en tant que Fédération, et a proposé une formule de confédération très lâche. L'évolution de la situation au Kazakhstan peut réserver beaucoup de surprises : cette République, importante par sa surface et par ses ressources naturelles (charbon, fer, pétrole), présente la particularité d'être ethniquement très hétérogène, puisque les Russes (38 % des dix-sept millions d'habitants) y sont presque aussi nombreux que les Kazakhs (42 %).

Les trois autres Républiques seita-

tiques, la Turkménie (trois millions et demi d'habitants), la Kirghizie (quatre millions) et le Tadjikistan (six millions) ont peu fait parler d'eux depuis la semaine dernière. Le président tadjik, M. Kakhkar Makhlomov, s'est contenté d'interdire, vendredi, le Parti communiste et les autres mouvements politiques dans l'administration. Confrontés à la montée de l'islam et à la multiplication des tensions ethniques, les dirigeants de ces Républiques étaient restés dans l'ensemble très conservateurs.

C'est en Azerbaïdjan (sept millions d'habitants), République non assistée mais à dominante musulmane du Caucase, que la situation est la plus explosive. Des manifestations se sont déroulées à Bakou dès la semaine dernière pour soutenir la démocratie, à l'appel du Front populaire azéri, seul mouvement d'opposition représenté au Parlement. La direction azérie a réagi très durement à ces manifestations, faisant arrêter des centaines de personnes, qui ont été relâchées ensuite. Le siège du Front populaire a été saisi par les unités d'élite du ministère de l'Intérieur et le journal de ce mouvement interdit. Le Front populaire a en effet vivement attaqué le président d'Azerbaïdjan, M. Ayaz Moutalibov, pour avoir soutenu les putschistes, ce qu'il dément aujourd'hui. Lundi 26 août, selon l'agence non officielle russe Interfax, le commandant militaire de Bakou, le général Valéri Boumadorov, a accusé le Front populaire, qui venait d'appeler à un nouveau meeting, de chercher à provoquer des actions illégales pour enflammer l'état d'urgence instauré dans la capitale azérie en janvier 1990 à la suite d'émeutes, et toujours en vigueur depuis.

S. K.

La tournée des trois ministres des affaires étrangères

Un trio qu'on s'arrache...

REYKJAVIK

de notre correspondant

Les Islandais auront finalement réussi, non sans mal, à être les premiers à rétablir officiellement leurs relations diplomatiques avec les trois Etats baltes. La cérémonie a eu lieu, lundi 26 août, dans la vieille demeure Höfði, en présence des ministres des affaires étrangères de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie.

La liste d'attente était longue des pays qui ont cherché, samedi et dimanche, à s'emparer des trois ministres présents à Reykjavik pour obtenir la primeur d'une signature. Plusieurs nations d'Europe ont proposé de les envoyer quérir par avion. Les Danois, ne pouvant voler les Islandais sur le poteau, ont dépêché à Riga des émissaires, soit un de leurs plus chevronnés diplomates, M. Otto Borch, en annonçant fièrement qu'ils étaient les premiers... C'est cependant aux Islandais

que les Baltes ont réservé cette primauté, pour avoir été le seul peuple d'Europe occidentale à s'être résolulement battu pour une reconnaissance de l'indépendance de la Lituanie (voix par le Parlement de Reykjavik au printemps dernier). C'était de leur part sans calcul d'intérêt, car l'Islande, avec ses 250 000 habitants, ne pèse lourd ni politiquement ni économiquement : elle ne peut même pas se payer le luxe d'entretenir un diplomate dans ces pays.

Les ministres baltes devaient se rendre ensuite à Copenhague, Oslo, Bonn puis Stockholm - bon dernier Scandinave dans la course à la reconnaissance. Mais lundi, les fax se bousculaient : l'Argentine, le Japon, l'Australie réclamaient le trio. MM. Meri (Estonie), Jurkians (Lettonie) et Sanderas (Lituanie) étaient véritablement terribles dans la détermination officielle tant les nouvelles venant de Moscou pouvaient modifier d'heure en heure le paysage politique. Au

dessus d'eux, dans la vieille demeure de bois, les lambris de la salle d'honneur portaient encore les symboles de la République française. La maison fut en effet construite par un consul de France tout au bord de la mer pour que les pêcheurs français puissent accoster devant son fronton.

Les ministres baltes, dans la conférence de presse qui a suivi, ont parlé de dévotion, de liberté, de démocratie, quand brusquement le scène a viré à l'absurde : le représentant de l'agence soviétique APN, supposée représenter l'ennemi, annonçait que M. Gorbatchev venait de déclarer à Moscou qu'il était prêt à négocier l'indépendance des Pays baltes. Le ministre islandais des affaires étrangères, pris de court, ne savait que constater, avec philosophie, qu'une conférence de presse est après tout le lieu où doivent s'échanger les informations.

GERARD LEMARQUIS

Le Danemark se félicite d'avoir déclenché le mouvement de reconnaissance

COPENHAGUE

de notre correspondante

Venant de Reykjavik via Oslo où ils avaient signé des accords en vue de l'échange d'ambassadeurs avec les gouvernements islandais et norvégien, les ministres des affaires étrangères des trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) sont arrivés à Copenhague lundi 26 août. Ils ont été accueillis par leur homologue danois, M. Uffe Ellemann-Jensen puis reçus

par la reine Margrethe au palais d'Amalienborg. Les accords rétablissant leurs relations diplomatiques avec le Danemark après cinquante et un ans d'interruption involontaire ont ensuite été signés. Quelques heures plus tôt, l'ambassadeur Otto Borch avait pris l'avion pour Riga où il doit régler une série de questions pratiques relatives à l'installation des ambassades.

Dans l'après-midi de lundi, la Commission parlementaire des affaires étrangères s'était réunie

pour étudier les possibilités d'aide immédiate que le Danemark envisage d'apporter, à la fois directement et par l'intermédiaire de la CEE.

A l'issue de ces délibérations, fait exceptionnel, M. Ellemann-Jensen a été chaleureusement félicité par les représentants de tous les partis siégeant au Folketing, y compris l'extrême gauche, pour avoir déclenché le mouvement de reconnaissance internationale de l'indépendance des Baltes en train de se produire.

CAMILLE OLSEN

La Finlande aspire à se libérer des séquelles de la dernière guerre

STOCKHOLM

de notre correspondante

Il n'aura même pas fallu une semaine à la Finlande pour s'écarter d'une position jusqu'ici fermement maintenue à l'égard des trois Républiques baltes : dimanche, en fin de journée, le gouvernement finlandais, à l'issue de la réunion de la commission des affaires étrangères tenue en présence du président, M. Mauno Koivisto, déclarait « être prêt à ouvrir des négociations en vue de l'établissement de relations diplomatiques avec les pays baltes ».

Techniquement, la question serait aisément résolue puisque, comme l'a expliqué le premier ministre, M. Esko Aho, la Finlande, ayant déjà reconnu l'indépendance des trois Républiques en 1921 et 1922, cette reconnaissance est toujours effective. Politiquement, les obstacles ne sont cependant pas entièrement levés puisque Helsinki avait accepté, de facto, l'annexion de ces trois Républiques à la fin de la guerre, en 1945, alors qu'elle sortait elle-même d'une double confrontation éprouvante avec l'URSS : la guerre d'hiver de 1939-1940 et la guerre de « continuation » de 1940 à

1944. Confrontation qui allait se solder par la signature, en 1948, avec l'URSS du fameux traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle et qui allait injustement faire passer la Finlande aux yeux du monde pour un Etat plus ou moins inféodé à Moscou.

C'est, il est vrai, avec une extrême prudence que les dirigeants finlandais ont géré jusqu'à présent leurs relations avec le grand voisin soviétique. Dans ce cadre, les revendications d'indépendance des pays baltes - notamment de l'Estonie, géographiquement, linguistiquement et culturellement très proche de la Finlande - ne pouvaient être ouvertement soutenues par Helsinki. D'ailleurs, il n'y existait pas, à la différence de Stockholm, d'activité estonienne « en exil » véritablement organisée et les Estoniens qui ont émigré en Finlande en vagues successives depuis 1920 ont dû s'assimiler jusqu'à en perdre leur identité nationale.

Les « émigrants de la perestroïka », qui se comptent à présent par milliers, et qui ont pu bénéficier de la détente internationale, sont venus en Finlande pour y chercher du travail. Mais on ne peut pas qu'un mois de janvier l'intervention publique du président

Koivisto, qui recommandait vertement aux Baltes de renoncer à la confrontation directe avec Moscou et de négocier patiemment - à l'exemple des Finlandais - avait causé quelque embarras à Helsinki.

Aujourd'hui, la situation a basculé chez le voisin soviétique et, dans la capitale finlandaise, on a peut-être, plus qu'ailleurs, hâte de voir la physionomie que prendra la nouvelle Union pour se libérer définitivement des séquelles de la dernière guerre.

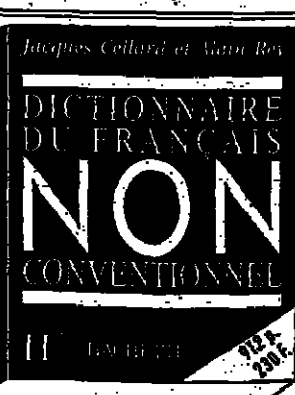
FRANÇOISE NIÉTO

QUE SIGNIFIE ?

Fond de culotte
Suze-cassis

ON EN A PARLÉ
SANS EN AVOIR
NOTION (à priori)

II - RACHETÉ



La prise
en faveur de

EN UNION SOVIÉTIQUE

Les répercussions en France

M. Mauroy invite les communistes «à parler fort et à agir vite»

M. Cresson souhaite que MM. Gorbatchev et Eltsine soient invités au prochain sommet européen

J'ai suggéré à M. Lubers d'inviter à la fois M. Gorbatchev et M. Eltsine pour que l'on puisse les entendre lors d'un prochain conseil européen, a déclaré M. Edith Cresson, mardi 27 août en milieu d'Europe. Le premier ministre a expliqué qu'elle avait rencontré la veille le chef du gouvernement néerlandais, dont le pays préside actuellement la Communauté européenne, et qu'elle lui avait demandé de réunir «le plus rapidement possible» un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Europe des Douze. Il paraît en effet important à M. Cresson que celle-ci prenne des positions communes sur ses relations avec l'Union soviétique, les problèmes des pays de l'Europe centrale et de l'Est et la crise yougoslave.

Le premier ministre français souhaite notamment que soit débattue, au cours de ce conseil, la question de l'aide aux anciens pays du bloc soviétique, mais M. Cresson a fait remarquer que l'Europe fournissait déjà 70 % de celle-ci. Elle demande donc que l'Union soviétique entre au FMI (...), que les Etats-Unis et le Japon aident à l'amélioration de la situation de l'Union soviétique. M. Cresson a précisé que, pour sa part, elle était favorable à des aides ciblées sur des projets.

Expliquant qu'elle n'avait pas «intervenu dans les affaires intérieures soviétiques», M. Cresson a toutefois déclaré : «Je ne suis pas sûr qu'intervenir comme ça M. Gorbatchev serait une bonne chose». Elle a fait remarquer que, par sa connaissance des dossiers, il restait «un bon interlocuteur». Et si elle a «salué le courage de Boris Eltsine (...), qui a rétabli la situation», elle a ajouté : «Sans Gorbatchev, il n'y aurait pas eu Eltsine». Répondant à ceux qui ont critiqué l'intervention télévisée du président de la République le soir du putsch, M. Cresson a rappelé qu'il y a six ans M. François Mitterrand avait «pris la parole sous les voûtes du Kremlin pour parler de Sakharov et défendre les droits de l'homme devant les maîtres d'oligarchie de l'Union soviétique. Pourquoi voulez-vous qu'il ait changé ? Elle a aussi assuré qu'il n'avait été «en aucun cas question de cautionner un gouvernement putschiste». Le premier ministre a aussi expliqué que le président de la République n'avait pu accepter la réunification allemande tant que le chancelier Kohl n'avait pas reconnu la frontière Oder-Neisse : «Il ne s'agit pas simplement de monter dans le train de l'histoire, il faut aussi savoir l'orienter».

L'UDF et les ruses Lénine et Marx de la Seine-Saint-Denis. Le président de l'UDF de Seine-Saint-Denis, conseiller général et maire de Rosny-sous-Bois, M. Claude Pernes, estime aujourd'hui inadmissible que la République de l'ex-Union soviétique déboulonne les statues de ses anciens idoles officielles. Il demande donc à tous les maires communistes de Seine-Saint-Denis de débaptiser immédiatement toutes leurs rues à connotation communiste, et leur propose de récupérer toutes les plaques pour les utiliser à ériger une sculpture symbolisant la victoire de la liberté et de la démocratie sur le totalitarisme communiste. (Corresp.)

La dissolution du Parti communiste d'Union soviétique, dont M. Georges Marchais avait cru pouvoir saluer, le 22 août, le «rôle» qu'il avait joué dans l'échec du putsch des conservateurs, et l'attitude généralement ambiguë de la direction du PC français devant les événements de Moscou, jusqu'à ce que le secrétaire général prenne ses distances avec l'ancien «parti frère» dans le Journal du dimanche du 25 août, ont ravivé les critiques des opposants, qui réclament en vain, depuis des mois, un agglomérat du parti français. Tandis que M. Marchais n'envisage pas de se démettre de ses fonctions, du côté des socialistes, M. Pierre Mauroy a invité les communistes «à parler fort et à agir vite».

La stratégie du «rassemblement de la gauche», constamment réaffirmée par le Parti socialiste, devient plus difficile à mettre en œuvre avec un Parti communiste dont les divisions sont profondes et dont le retard sur la marche de l'histoire a été mis en évidence par le comportement de sa direction face au putsch de Moscou et à ses suites. La question devrait être au centre des discussions du bureau exécutif du PS, lors de sa réunion du mercredi 28 août dans la matinée, précédant celle du comité directeur, convoqué dans l'après-midi pour discuter de la situation en Union soviétique et de ses conséquences internationales.

Dès lundi 26 août, M. Pierre Mauroy a rendu publique une déclaration dans laquelle il s'adresse aux communistes, «notamment français», auxquels il appartient, dit-il, «de tirer toutes les leçons de cet immense système et de prendre au sein de leurs instances ou au-delà - des décisions à la hauteur de la période que nous vivons». «Je les invite, ajoute le premier secrétaire, à parler fort et à agir vite. Leur réponse est la clarification qu'ils doivent à la gauche et à tous les Français.» Dans un

entretien publié mardi par Libération, M. Mauroy précise sa pensée en ces termes : «L'union de la gauche, dit-il, a été une chance historique pour les communistes de se démarquer de leur modèle. Ils n'ont pas voulu, ou pas su, en assumer toutes les conséquences. Ils sont, aujourd'hui, condamnés à changer profondément ou à disparaître. Le premier secrétaire ajoute que, «depuis 1988, la dynamique de la gauche française ne se limite pas à une simple addition «PS plus PC».

Les socialistes s'interrogent

Les socialistes s'interrogent sur l'attitude qu'ils doivent avoir face à la direction communiste et à ceux qui s'opposent à elle. Si M. Bernard Poinant, rocardien, se prononce sans ambiguës pour la rupture avec le PC «officiel» (lire ci-dessous), d'autres sont plus réservés. M. Gérard Fuchs, rocardien lui aussi, chargé des relations internationales au secrétariat national du PS, estime que la perspective d'un rapprochement de la gauche auxquels participerait la direction du PCP «n'est pas de saison» et que les socialistes doivent renforcer leurs relations avec M. Charles Fiterman et ses partisans, mais le déstabilisme réproché entre les deux partis, pour les élections au scrutin majoritaire, selon la règle de la «discipline républicaine», ne lui paraît pas devoir être remis en cause.

La fin du communisme pose au PS d'autres questions, que M. Mauroy évoque dans sa déclaration de lundi en soulignant, d'abord, que les socialistes se félicitent sans réserve de l'échec du putsch des conservateurs soviétiques - qu'ils avaient «immédiatement et fermement condamné», - ensuite, que ces événements ne peuvent que les conforter, historiquement, dans leur opposition, affirmée dès 1920 au communisme. «Ils doivent, ajoute M. Mauroy, dès les heures qui viennent, définir les moyens de prendre la place qui leur revient après des décennies d'un juste débat idéologique pour la démocratie et ses avancées. C'est à ce formidable débat que je les appelle.

notamment dans le cadre de la préparation du «projet» que nous avons, ensemble, entamé. Dans le Quotidien de Paris de mardi, M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, animateur de la Nouvelle Ecole socialiste, se déclare «convaincu qu'il va falloir refonder et dire, par exemple, sur quels critères portera, à l'avenir, le clivage entre la gauche et la droite».

Au sein du Parti communiste, les adversaires de la direction continuent leur offensive. Dans une lettre adressée lundi à M. Marchais, M. Robert Mondargent, député du Val-d'Oise, maire d'Argenteuil, se réfère à la déclaration du bureau politique, le 19 août, à l'éditorial de l'Humanité du 21 août et au message du secrétaire général à M. Gorbatchev, le lendemain, soulignant le «rôle non négligeable du Parti communiste d'Union soviétique» dans l'échec du putsch, pour estimer que «derrière les mots se cachent, en fait, une attitude de refus vis-à-vis des changements intervenus dans le monde et, principalement, dans les pays ex-soviétiques, et l'incapacité ou le refus de la direction du parti d'en tirer les conséquences».

«Il est nécessaire, ajoute M. Mondargent, de prendre la mesure rapidement - mais n'est-il pas déjà minuit, cher camarade ? - des ambiguïtés, des atermoiements, des fautes que la direction du parti a accumulés. Après que M. Mar-

cel Rigout, ancien ministre communiste, eut invité ses camarades à «déboulonner» M. Marchais, un autre ancien ministre, M. Anicet Le Pors, déclare, dans une interview à la Croix du 27 août : «Au dernier congrès, je n'ai pas voté pour que Georges Marchais soit reconduit comme secrétaire général et je n'ai aucune raison de regretter cette position. Mais, aujourd'hui, c'est l'ensemble du collectif dirigeant qui est en cause. (...) Il est nécessaire de refonder un mouvement progressiste sur des bases entièrement nouvelles. M. Jack Ralite, lui aussi ancien ministre, affirme pour sa part que la direction doit «rendre la parole» aux militants ou bien «passer la main». Dans un entretien accordé à l'édition de Rhône-Alpes du Monde du 28 août, M. Théo Vial-Massat, député communiste de la Loire, maire de Firminy, souhaite que la direction du PCP «démisionne en bloc». «Avec les dirigeants actuels, nous n'avons aucune crédibilité dans l'opinion publique», estime-t-il.

M. Marchais n'envisage pas de quitter ses fonctions

La direction, pour sa part, continue de développer sa thèse selon laquelle le PCF et le PCUS n'ont rien à voir. L'Humanité du 27 août s'indigne, en première page, que l'on puisse faire pareil amalgame et accuser le PCF de n'être «qu'une copie du PCUS». M. Jean-Claude Gyssoy a affirmé, le 26 août sur Antenne 2, que le PCF et le PCUS «est le jour et la nuit». M. Georges Marchais explique la même chose dans le Parisien libéré du 27 août. Le secrétaire général du PCF, qui n'envisage pas de quitter ses fonctions, affirme : «La situation du PCF n'a rigoureusement rien à voir avec celle du PCUS. Non seulement son secrétaire général démissionne, mais son comité central se dissout et avec lui, selon tous les observateurs, le parti en tant qu'observateur». Le bureau politique, réuni mardi 27 août, devrait décider la convocation du comité central, réclamée la semaine dernière (le Monde daté 25-26 août) par neuf responsables communistes contestataires.

P. J.

POINT DE VUE

Rompre

par Bernard Poinant

Le Parti communiste meurt en Union soviétique, son berceau. Il survit en France... et s'il n'en reste qu'un... Le Parti socialiste est officiellement allié à lui, au moins dans des collectifs locaux. Faut-il continuer ? Les événements de Moscou vont accentuer l'actualité de cette question et l'urgence de la réponse.

Le PCF va s'accrocher aux socialistes et à l'union. Non par conviction mais par instinct de conservation. Cette stratégie lui permet de maintenir des élus... et empêcher quelques socialistes de l'être.

Il est temps de parler franchement des alliances. Epinay est loin : le mur de Berlin tombé et le PCUS sabordé lui ont même donné un sacré coup de vieux. Il est des pages qu'il faut savoir tourner.

Ce qui a fait gagner les socialistes hier peut les faire perdre demain. C'est un congrès de rupture avec le communisme qu'il nous faut, régulièrement le PS évoque le «rassemblement à

gauche». Cela plaît parce que c'est vague et un peu «auberge espagnole». Il faut aujourd'hui préciser ce qu'il se cache derrière l'expression. Les alliances doivent se faire avec ceux des communistes qui ont rompu avec l'appareil, ceux des écologistes qui ne sont ni dogmatiques ni passésistes, ceux du centre qui travaillent dans la majorité présidentielle. Après les 19, 20 et 21 août 1991, la clarté exige de rompre avec Georges Marchais, son équipe et ses relais locaux. C'est un risque électoral ? Sans doute à court terme et plus dans certaines régions. Mais on n'arrête pas le mouvement de l'histoire et il vaut mieux marcher avec lui.

La aussi le PS a besoin d'aide. La aussi il ne doit pas se contenter de gérer les habitudes des vingt dernières années. Les électeurs socialistes attendent ce choix. De toute façon, cela finira ainsi. Avant le dix, franchement et le faire rapidement.

Bernard Poinant est maire socialiste de Guilper, député du Finistère.

Les militants déchirés de la Haute-Vienne

LIMOGES

de notre correspondant

Terre tenace du communisme (20,39 % des voix aux législatives de 1988) et déchirée par la forte présence de l'ancien ministre Marcel Rigout, contestataire, la Haute-Vienne est passionnée apparemment moins pour l'effondrement soviétique que pour ses répercussions sur le Parti communiste français.

Dès l'annonce du putsch, avant son échec, les dix conseillers généraux communistes du département (tous de mouvance «reconstructrice») ont «condamné avec la plus grande fermeté le coup d'Etat», dénoncé «la caste conservatrice, nostalgique du passé, symbolisant un socialisme dévoyé» et «porté une lourde responsabilité dans la situation de désorganisation et de dégradation que connaît l'URSS aujourd'hui». Ils ont apporté leur soutien «à toutes les forces qui, dans ce pays, continuent à lutter pour la démocratie et la poursuite

des réformes». La fédération de la Haute-Vienne, plus «orthodoxe», a «approuvé à l'unanimité la déclaration du bureau politique» qui condamnerait les «ambitions» de la «déstabilisation de M. Gorbatchev, mais pas formellement le coup d'Etat. Elle a, dans le même mouvement, décidé d'«éditer en tract cette déclaration» et de demander «à toutes les cellules qui leur auraient pas encore procédé à la répartition de cet important communiqué de le faire dans les meilleurs délais».

«Nous ne sommes pas des boîtes à lettres»

Réaction mitigée chez les militants. M. Jean M. (Limoges) : «Nous ne sommes pas des boîtes à lettres ; on nous demande de diffuser un texte sans même requêter notre avis ni tenter de répondre aux questions que nous pouvons nous poser. Qu'on ne me dise pas que c'est à cause du mois d'août et des

vacances. Quand, en 1988, l'intervention soviétique en Tchétchélie s'est produite, il y avait eu spontanément des réunions de cellules et de section, des discussions passionnées, un débat politique de fond sur la position du bureau politique, que tout le monde ne comprenait pas à l'époque ; et c'était pourtant en plein mois d'août ! Aujourd'hui, rien !

Inversement, dans ce département très marqué par la Résistance, le souvenir de Stalingrad et de la victoire sur le nazisme, certains militants ont vécu l'annonce du putsch comme un coup d'arrêt salvateur. La perestroïka, dit l'un d'entre eux, c'est la liquidation des acquis, la dissolution d'abord du camp socialiste et maintenant de l'URSS elle-même. Il n'y a pas à soutenir Gorbatchev contre Eltsine : ils font équipe, c'est le même retour au capitalisme. Que va devenir le tiers-monde si les Etats-Unis res-

tant la seule et unique grande puissance ? Le PCF se laisse avoir par l'idéologie dominante ».

Le quotidien communiste l'Echo du Centre tente de gérer au plus juste un débat dont la dimension régionale est évidente. Avec, semble-t-il, une longueur d'avance sur l'Humanité. Les déclarations de M. Marcel Rigout sur la nécessité de «déboulonner» M. Marchais passionnent. Faut-il ou non le dire ? N'y a-t-il vraiment «rien à voir» entre la réalité soviétique et les perspectives du PCF ? Conclusion d'un vieux militant : «De toute façon, ce n'est pas la réalité soviétique qui nous gouverne ici. En 1956, en plein culte de Staline, nous avions 5,5 millions de voix ; il nous en reste à peine le quart ! Ce n'est pas à Moscou qu'il faut chercher des explications à ce recul».

GEORGES CHATAIN

Au Portugal

La prise de position du bureau politique du PC en faveur du putsch a scandalisé de nombreux militants

LISBONNE

de notre correspondant

Tollé général parmi les communistes portugais à la suite de l'appui apporté par le PCP à la tentative de coup d'Etat en URSS. Partout, les protestations se multiplient, et les démissions aussi.

Des universitaires, des écrivains, ainsi que plusieurs élus dénoncent publiquement le «coup d'Etat anti-soviétique» et l'attitude «indigne» prise par la direction du PCP. La même réaction est enregistrée par la puissante CGT, dont un des

dirigeants les plus populaires est le communiste José-Luis Judas.

Convoqué d'urgence, le comité central doit se réunir jeudi 29 août. Mais, en dépit des appels au calme lancés par M. Carlos Carvalhas, secrétaire général adjoint et successeur présumé du vieux leader Alvaro Cunhal, il est fort probable que le compromis scellé lors du dernier congrès entre orthodoxes et réformistes sera rompu.

La crise a éclaté le 19 août avec la diffusion d'un communiqué du bureau politique analysant négativement les résultats de la peres-

troïka et considérant que «le changement du pouvoir politique en URSS» était destiné à «empêcher le développement d'un processus contre-révolutionnaire» et à «trouver des solutions visant le renforcement du socialisme». Le lendemain, alors que les premiers signes d'un retournement politique étaient déjà visibles, le PCP nuancé ses propos, estimant qu'il était encore «trop tôt» pour se faire une idée exacte sur «les objectifs à court et à long termes poursuivis par les nouvelles autorités soviétiques».

Le 21 août, il ne s'agissait plus

de reculer mais de tenter un véritable replâtrage. Un nouveau communiqué saluait, prudemment, le retour de M. Gorbatchev, susceptible «de contribuer à la stabilisation et à la restructuration du pays dans le cadre de la perestroïka». Parallèlement, le bureau politique distribuait une note dans les cellules du parti, regrettant les déclarations de plusieurs militants «qui convergent objectivement ou subjectivement avec les tentatives en cours visant à dénaturer nos positions».

Selon M. Cunhal, l'ampleur prise par la contestation n'aurait,

en effet, qu'une seule explication : «Les méthodes répugnantes d'intoxication et de manipulation de l'opinion publique» utilisées dans les principaux organes d'information, surtout la télévision, un mois et demi avant les élections législatives. «Comment ne pas être choqué, c'est par ailleurs exclamé M. Cunhal, à l'issue d'un meeting à Grandola, traditionnel bastion du PCP, lorsqu'on assiste au remplacement d'un drapeau glorieux par celui des soviets ?...»

JOSE REBELO

(Publicité)

Une découverte de la recherche suisse

La fièvre de la chevelure grandit

BÂLE - Entre l'avalanche des demandes et l'épuisement des stocks, il n'y a eu qu'un pas. C'est ce qui s'est passé récemment dans les pharmacies suisses, pour un produit contre la chute des cheveux. C'est un produit suisse, qu'est arrivée la bonne nouvelle qui semble rassurer quelque peu les préoccupations légitimes pour ses propres cheveux.

Les laboratoires d'une société de Bâle (Cosmophar Labo), capitale de la chimie, ont mis au point une préparation cosmétique avec une solution à 0,84 % de Nicoténal (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique). Testée par le professeur E. Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Erlangen, la préparation a révélé une efficacité particulière sur presque la totalité des sujets qui, pendant 4 mois, se sont soumis au test en appliquant la préparation 4 fois par semaine. Seule gêne rencontrée dans l'application, une légère rougeur d'une durée d'une heure environ sur les zones traitées.

Cette découverte, commercialisée sous le nom de Labo, arrive aussi chez les pharmaciens français, après que leurs collègues suisses se soient défendus à grand peine contre la vague des moutons de la chevelure à la recherche de la nouvelle préparation cosmétique.

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

POINT DE VUE

L'après-URSS

par Jacques Chirac

Le peuple de Moscou, en se soulevant contre les chars de l'armée rouge et du KGB, vient d'annoncer au monde la véritable fin et du communisme et de l'après-guerre. Les conséquences de cette victoire de la liberté seront capitales pour l'URSS elle-même, pour l'Europe et pour le monde.

Il est encore trop tôt pour analyser dans le détail la responsabilité des uns et des autres, et l'enchaînement précis des événements qui ont conduit une poignée de hauts dignitaires du Kramlin, nostalgiques de l'ordre stalinien, à lancer le putsch du 19 août. L'histoire fera toute la lumière sur cette affaire. Sur le plan proprement politique cependant, ce putsch me semble avoir deux origines principales.

D'abord l'incapacité, ou l'absence de volonté, de Gorbatchev lui-même de choisir une ligne de réformes claires entre la coalition stalinienne et les forces démocratiques apparues grâce à la perestroïka. Je constate qu'il n'a cessé toutes ces dernières années d'osciller entre ces deux pôles, faisant tantôt alliance avec l'un, tantôt avec l'autre. Le résultat c'est que Gorbatchev avait à la fois perdu le soutien du peuple et celui de l'appareil du parti qui le tenait pour responsable du chaos en URSS. De plus, cette constante oscillation interdisait toute réforme radicale de l'appareil économique du pays. Je l'ai souvent dit : depuis 1985, et quels que soient ses mérites, Gorbatchev a plus subi qu'il n'a voulu.

La seconde origine du coup d'Etat tient au projet de traité de l'Union qui devait être signé le 20 août et qui aurait transféré aux Républiques l'essentiel des pouvoirs détenus par le centre. Devant ce qui leur apparaissait comme une disparition organisée de l'Etat soviétique, donc du parti qui le sous-tendait, ainsi que de son appareil répressif, les tenants de l'ordre ancien ont tenté par la force de mettre fin à ce processus de dévolution des pouvoirs. Voici pour les causes. Reste, et c'est l'essentiel, les conséquences de ce coup d'Etat et surtout de son échec.

Imagination et vigilance

Je redoute que nos démocrates ne passent trop facilement d'un extrême à l'autre. De la crainte manifestée au soir du putsch d'un brutal retour en arrière vers le stalinisme, auquel nous n'aurions eu d'autre choix que de nous résigner, on risque de s'abandonner à l'euphorie de la victoire de la liberté, qui autoriserait nos pays à oublier toute prudence, à abaisser leur défense et à aider massivement et sans conditions les nouveaux pouvoirs dans l'ex-URSS.

En réalité, les choses sont infiniment plus complexes. Il appartient aux responsables de nos pays de faire preuve à la fois d'imagination et de vigilance devant les conséquences d'événements aussi capitaux pour le monde. Commençons par les conséquences positives.

Au chapitre idéologique tout d'abord : ce 21 août doit définitivement la dramatique parenthèse qu'a constituée, dans l'histoire de l'humanité, le communisme en tant que modèle universel de gouvernement. En voulant sauver l'ancien régime, les putschistes ont paradoxalement accéléré l'effon-

drement de l'Etat qui, depuis la révolution de 1917, incarnait le communisme au vingtième siècle.

Dès lors, le partage du monde entre deux superpuissances, chacune porteuse d'une idéologie à vocation universelle, est révolu. L'Etat qui succédera à l'URSS ne sera pas communiste. Les régimes cryptocommunistes encore en charge en Europe (Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie) ou ici ou là à travers le monde (Cuba, Vietnam, Corée du Nord) vont se trouver extraordinairement isolés, la Chine constituant un univers à part mêlé un système étatique centralisé inspiré du communisme à une économie qui, de plus en plus, est décentralisée et partiellement capitaliste.

Seconde conséquence positive : l'Etat soviétique dans sa forme actuelle va disparaître, tout simplement parce que sa seule légitimité — qui était le communisme — vient de disparaître avec le putsch raté. Cela veut dire concrètement que l'avenir de cet immense empire multinational et de nature coloniale passera désormais par les Républiques et par les rapports de force et de coopération entre celles-ci.

Un long processus

Si la dispersion de l'Etat soviétique ouvre la voie à une vraie chance démocratique au niveau des Républiques, elle pose aussi le problème extraordinairement complexe de la reconstitution d'une future fédération ou confédération. Certaines Républiques ont déjà choisi l'indépendance, et nul ne peut contester le droit d'un peuple à disposer de lui-même. Quant aux autres, le problème est évidemment de savoir qui en sera l'élément fédérateur.

L'échec du coup d'Etat renforce, à court terme tout au moins, le poids de la Russie et de son président, non seulement par rapport à un Gorbatchev affaibli et à ce qui reste de l'ancien centre soviétique, mais aussi par rapport aux autres Républiques. Boris Eltsine parviendra-t-il demain à s'imposer comme le nouveau « centre » en fédérant autour de la Russie au moins l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan ? Quelles seront alors la structure et les orientations de ce nouvel Etat ? La transition se fera-t-elle sans violence ? Que deviendront alors les institutions clés de l'ex-Etat soviétique : le KGB et l'armée ? Et qui concrètement prendra le contrôle des cinquante mille chars et des vingt mille armes nucléaires dont dispose l'armée rouge ?

Mon sentiment est que la transformation de l'URSS, commencée il y a cinq ans par M. Gorbatchev, si elle est probablement entrée dans sa phase postcommuniste après le 21 août, n'est nullement achevée. Et je crains fort que nous n'ayons à l'avenir d'autres tensions, d'autres affrontements (choix en retour anticomunistes, pulsions nationalistes, révoltes de la faim, luttes de pouvoir entre factions politiques rivales), jusqu'à ce qu'un Etat stable et, souhaitons-le, vraiment démocratique ne naisse des ruines de soixante-dix ans de communisme. Dans l'immédiat, il nous faudra apprendre à vivre avec à nos côtés une ex-URSS toujours armée et totalement déséquilibrée par le processus révolutionnaire qu'elle subit. Ce processus sera plus long qu'on ne l'imagine aujourd'hui.

Face à une telle situation, nos démocrates doivent éviter, me semble-t-il, deux écueils.

— Celui de l'illusion démocratique, qui consisterait à prendre nos désirs pour des réalités, à considérer que le 21 août était la deuxième révolution russe, que désormais nous pouvons réduire sans crainte notre effort de défense et qu'il suffit d'aider massivement l'économie soviétique pour que celle-ci passe sans heurts au capitalisme. A en juger par ses paroles et par ses actes c'est, semble-t-il, la position de l'actuel gouvernement français.

— Le second écueil consiste, à l'opposé, à chercher à nous protéger nous-mêmes des convulsions postsoviétiques, à suspendre toute aide, bref à isoler le malade soviétique.

L'une et l'autre de ces politiques ne pourraient conduire qu'à des déconvenues ou à des dangers beaucoup plus sérieux. Toute la difficulté va consister à maintenir les structures de sécurité à l'ouest de l'Europe tout en aidant, dans la mesure du possible, à la mutation de l'ex-Etat soviétique.

Cette politique équilibrée et prudente implique de mon point de vue au moins quatre orientations principales.

— D'abord le maintien en France d'une capacité de défense suffisante et adaptée à l'évolution des risques, ce qui est dangereusement compromis par les décisions prises par l'actuel pouvoir socialiste.

— En second lieu, le renforcement et la modernisation du système occidental de sécurité par la constitution d'un véritable pôle européen de défense au sein d'une Alliance atlantique renforcée. Mais ce système ne peut plus ignorer les pays d'Europe centrale. Il est impensable de laisser les nouvelles démocraties de l'Europe de l'Est à la fois hors de la CEE et hors de l'OTAN, en les condamnant au rôle de zone tampon entre une Europe de l'Ouest riche et protégée et une ex-URSS surarmée et en pleine situation révolutionnaire.

— En troisième lieu, s'agissant de l'ex-URSS, je persiste à penser que l'aide occidentale doit aller, chaque fois que c'est possible, aux Républiques elles-mêmes, à proportion des réformes économiques qu'elles mettent en œuvre, et non pas à un centre en pleine crise et à qui ne peut actuellement engendrer que l'inefficacité et le gaspillage.

— En quatrième lieu enfin, notre aide économique et financière doit être conditionnée par une vraie réduction de l'énorme budget militaire de l'URSS.

Ce dernier, cette année encore, représente plus du quart du budget du pays avec l'équivalent de 120 milliards de dollars, soit quatre fois le volume de l'aide extérieure demandée par Moscou aux Occidentaux. Au moment où nos pays doivent également faire face à la situation dramatique du terrorisme, et notamment de l'Afrique, il me semble qu'avant d'envisager d'englober des dizaines de milliards de dollars en URSS, nous sommes en droit de demander à ses nouveaux dirigeants qu'ils commencent par dégager eux-mêmes des ressources, ne serait-ce qu'en amputant sérieusement les dépenses militaires.

Nous vivons des jours exaltants. La gauchisme depuis des décennies a mené le combat contre toutes les formes de tyrannie, le nazisme d'abord, mais aussi le totalitarisme communiste qui est responsable de tant de malheurs, de douleurs et de morts.

Aujourd'hui l'idéal de liberté et de démocratie qui est au cœur de notre engagement politique vient de l'emporter. C'est pour nous un grand moment de joie et d'espérance. Ne gâchons pas cette chance formidable par filistie et archaïsme. Je souhaite qu'une France forte et sûre de ses valeurs soit à l'avant-garde de l'immense tâche de reconstruction du continent européen qui s'ouvre devant nous.

EUROPE

ALLEMAGNE : selon l'hebdomadaire Der Spiegel

Des décès auraient été provoqués dans l'ex-RDA pour faciliter des transplantations d'organes

BERLIN

de notre correspondant

Au fur et à mesure qu'avance le dépouillement des archives de la Stasi, l'ancienne police politique de l'ex-RDA, on s'aperçoit qu'un certain secteur n'échappait vraiment à l'emprise du régime, ce qui pouvait conduire, dans le domaine scientifique notamment, à des pratiques contraires à toute déontologie. L'hebdomadaire Der Spiegel vient d'apporter cette semaine quelques nouveaux éléments d'information qui, s'ils se confirment, jetteraient une lumière accablante sur les pratiques de la médecine de pointe de l'Allemagne communiste. Il révèle que certains « patrons » de l'hôpital de la Charité, le grand hôpital de l'ex-RDA, ne reculaient devant aucun moyen pour satisfaire les exigences que l'on attendait d'eux. Quinze d'entre eux figurent parmi les collaborateurs de la Stasi exclus de l'hôpital depuis la chute des communistes.

Les pratiques de la médecine sportive de l'ex-RDA, machine à athlètes, ne sont plus vraiment à décrire. Der Spiegel affirme néanmoins que les spécialistes de l'hôpital de la Charité ont parti-

cipé à des expériences sur de jeunes athlètes féminines de quatorze et quinze ans auxquelles étaient administrées des hormones masculines. Plusieurs d'entre elles en auraient subi des conséquences irréversibles.

Der Spiegel accuse surtout certains spécialistes de transplantations d'organes du célèbre hôpital d'avoir provoqué la mort de plusieurs personnes pour faire leurs prélèvements. Il cite la nom de quatre d'entre elles : Barbel Siebert, Peter Ehrlich, Mario Krause et la jeune Jana Bloche.

L'hebdomadaire indique que ces spécialistes prenaient le risque de faire venir des divers hôpitaux de l'ex-RDA des patients qui n'avaient pas encore été déclarés cliniquement morts et dont le transport risquait d'être fatal. Selon le médecin anesthésiste Krause, qui avait fait cesser cette pratique en 1988 par ses protestations, Mario Krause et Jana Bloche sont morts tous deux des suites de leur transport.

L'hebdomadaire estime également « possible » que la Stasi ait fait commerce d'organes pour ramener des devises dans les caisses de l'Etat. Il ne donne cependant aucune véritable précision. Il indique seulement que le département

chargé de la greffe des reins était entièrement sous le contrôle de la Stasi et que son chef, le professeur Peter Althaus, fournissait régulièrement des rapports, notamment sur d'autres médecins.

HENRI DE BRESSON

ITALIE

L'« ardoise » albanaise

Un petit groupe de réfugiés albanais, hébergés début août dans le foyer municipal de Crémone, dans le nord de l'Italie, ont laissé à leurs hôtes, avant d'être expulsés dans les conditions que l'on sait, un « petit » souvenir de leur passage : une facture de téléphone de trente millions de lire (plus de 135 000 francs). Selon la police, les « indésirables » profitant de l'absence des assistantes sociales pour utiliser le téléphone du foyer d'accueil et avoir des conversations « télégraphiques » avec leurs familles en Albanie. — (AFP)

AFRIQUE

L'application du plan de paix de l'ONU

M. Perez de Cuellar « profondément préoccupé » par la situation au Sahara occidental

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, « profondément préoccupé » par la situation au Sahara occidental, a lancé, lundi 26 août, à Genève, un appel au Maroc et au Front Polisario pour qu'ils évitent d'aggraver les choses. « La situation risque de se dégrader à moins qu'il n'y ait une action immédiate, déterminée et constructive en pleine coopération avec les parties », a-t-il dit. M. Perez de Cuellar, qui a demandé au gouvernement marocain et à l'organisation indépendantiste sahraoui de « respecter leurs engagements » à l'égard du plan de paix de l'ONU, prévoyant un référendum d'autodétermination, début 1992.

Quant à l'application du cessez-le-feu, censé entrer en vigueur le 6 septembre, le secrétaire général de l'ONU a clairement laissé entendre qu'elle risquait d'être compromise : « Je voudrais maintenir cette date », a-t-il prudemment souhaité. M. Perez de Cuellar, dont la rencontre avec les dirigeants du Polisario a été renvoyée à mardi,

s'est dit prêt à de nouveaux contacts avec le Maroc.

Le Front Polisario, à son tour, a exprimé ses craintes d'un éventuel retard dans l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, car il n'y aurait alors « aucune garantie que le Maroc respecte le processus de paix », a estimé le ministre des affaires étrangères, M. Béchir Moustafa Sayed. Ce dernier a condamné les récentes opérations militaires marocaines au Sahara occidental, qui constituent, à ses yeux, une « trahison unilatérale de la rétro, par le Maroc ».

Une nouvelle attaque des Forces armées royales (FAR) aurait « totalement détruit » la localité de Bir Lahou, a indiqué, lundi, à Alger, un représentant du Polisario. Toutefois, le quartier général de l'organisation sahraoui, qui se trouve dans la région, n'a été « ni atteint, ni capturé », a-t-il précisé. Sept régiments des FAR, appuyés par des brigades d'infanterie mécanisées, des groupements d'escadrons blindés et des groupements de l'artillerie royale, poursuivent leurs opérations de « nettoyage », dans le

sud et le sud-est du Sahara occidental, a annoncé le Polisario. Selon lui, cette dernière offensive aurait fait dix-neuf morts et une soixantaine de disparus parmi la population sahraoui.

De son côté, le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Salim Ahmed Salim, s'est inquiété, lundi, à Addis-Abeba, de l'escalade de « l'escalade des combats » au Sahara occidental — « escalade » qui pourrait empêcher l'application du plan de paix de l'ONU, « auquel l'OUA est étroitement associée ». La République arabe sahraoui démocratique (RASD), proclamée par le Polisario, a été admise comme Etat-membre de l'OUA en 1982, provoquant la rupture du Maroc avec l'Organisation panafricaine. Enfin, à Paris, le Collectif de vigilance, notamment animé par la Fondation France Libertés, qui dirige M^{me} Danielle Mitterrand, a demandé, lundi, que « la communauté internationale se porte au secours des populations civiles sahraouies, qui vivent devant l'avancée des troupes marocaines ». — (AFP, AP, Reuters)

TOGO : malgré les pressions de la présidence et de l'armée

La Conférence nationale a élu « son » premier ministre

La Conférence nationale, réunie à Lomé depuis le 8 juillet, a élu, dans la nuit du lundi 26 au mardi 27 août, M. Kokou Koffigoh, président de la Ligue togolaise des droits de l'homme (LTDH), au poste de premier ministre, chargé de gérer le pays pendant la période de transition — c'est-à-dire jusqu'à l'élection présidentielle, prévue par les délégués en juin 1992. Cette nomination constitue une manière de défi au pouvoir et, en particulier, au chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadema, qui avait décidé, dans l'après-midi de lundi, de « suspendre provisoirement » les travaux de la Conférence.

L'élection de M. Koffigoh s'est déroulée alors que le pays était provisoirement isolé, les autorités ayant coupé les communications avec l'étranger et interrompu, pendant plusieurs heures, l'alimentation électrique de la capitale.

Malgré ce durcissement de ton, de part et d'autre, le dialogue entre les délégués de la Conférence et la présidence ne semble pas totalement rompu. De son côté, le président de la Conférence, on indi-

quit, mardi matin, qu'une rencontre entre le général Eyadema et des représentants de la Conférence pourrait être organisée dans la journée, afin de trouver une issue à la crise. Très tôt, mardi, les autorités ont rétabli les communications internationales — coupées lundi, en début d'après-midi — et, malgré la tension, aucun mouvement de troupes et aucun affrontement n'a été signalé durant la nuit.

Outre l'élection d'un premier ministre, la Conférence a également voté la dissolution du Rassemblement du peuple togolais (RPT, ex-parti unique) et procédé à l'élection d'un Haut conseil de la république (HCR), organe législatif de la période de transition. Ces décisions, qui constituent une remise en cause sans précédent du régime, avaient provoqué l'inquiétude du président. Après avoir annoncé, lundi après-midi, la « suspension » de la Conférence, le chef de l'Etat avait envoyé la troupe pour occuper les locaux où se tenaient les débats, et interrompu la retransmission des débats à la radio et à la télévision. — (AFP)

EN BREF

GHANA : des élections auront lieu fin septembre. — Des élections présidentielle et législatives auront lieu vers la fin de 1992, a annoncé, lundi 26 août, le chef de l'Etat, le lieutenant Jerry Rawlings. Mais les partis politiques restent interdits jusqu'à ce que l'Assemblée consultative ait terminé ses travaux, d'ici à la fin 1991, a précisé le président Rawlings. — (AFP)

KENYA : nouvelles arrestations pour les opposants. — Sept opposants, liés au Forum pour la restauration de la démocratie (FORD), favorable au multipartisme, ont été arrêtés, samedi 24 août, à Nairobi. Ces interpellations portent à douze le nombre des arrestations survenues depuis vendredi. Le FORD, créé le 2 août, a été récemment déclaré « illégal » par le président Arap Moi. — (AFP)

MAURITANIE : le premier parti politique interdit. — Le Rassemblement pour la démocratie et l'unité nationale (RDUN, contre-droit), a reçu l'autorisation officielle du ministre de l'Intérieur, s'est-elle apprise, samedi 24 août, à Nouakchott. Créé à la faveur de la promulgation en juillet de la loi sur les partis, le RDUN, dirigé par un ancien ministre, maire de la ville d'Azou, devient ainsi le premier parti politique légal dans le pays. — (AFP)

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 45-79-41-66 - 45-55-92-94 - 45-78-75-80

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

EUROPE

Yougoslavie : nouveaux combats en Croatie

La situation continue de se détériorer en Yougoslavie, où les heurts entre les forces croates et les autonomistes serbes soutenus par l'armée fédérale se sont intensifiés, faisant plusieurs morts. L'armée yougoslave a poursuivi lundi 26 août son offensive contre des positions croates en Slavonie.

Les combats ont repris près de la ville de Vukovar, dans l'est de la Slavonie, après l'attaque par les forces croates d'une caserne de l'armée. Une contre-offensive a été lancée par des unités de l'armée yougoslave usant de toutes les armes possibles, canons, chars, artillerie et même l'aviation, a affirmé le vice-ministre de l'intérieur croate, M. Milan Brezak. Il a accusé l'armée d'avoir « pris l'initiative dans la guerre de conquête menée par la Serbie contre la Croatie », et d'avoir envoyé des assassins isolés dans les positions croates. Selon certaines sources, ces affrontements auraient fait de nombreuses victimes.

Six heures de « violents combats » ont eu outre

permis à l'armée de reprendre le contrôle de la ville de Kijevo, enclave croate de la région de Kain, où les Serbes sont majoritaires. Le vice-président yougoslave, M. Branko Kostic, justifie ces interventions par « la multiplication des attaques contre l'armée » par les forces de police et la garde nationale croates, qui la considèrent comme une force d'occupation (...). Il s'agit en Croatie d'une offensive généralisée des forces croates contre l'armée. Les gardes nationaux croates ont reçu des ordres pour attaquer directement l'armée fédérale. Dans le cadre de la « stratégie de défense active », les syndicats indépendants de Zagreb ont appelé leurs membres à arrêter toute livraison aux unités de l'armée « engagée dans l'agression contre la Croatie et son peuple ».

Le vice-premier ministre de Bosnie-Herzégovine, M. Miodrag Simovic, affirme que la République prendra des « mesures résolues pour empêcher l'escalade de la guerre ». Voulat éviter que les combats ne s'étend

ent en territoire bosniaque, il a demandé à l'armée de protéger les frontières.

A Belgrade, M. Irfan Ajanovic, vice-président du Parlement fédéral yougoslave et porte-parole de la commission chargée de superviser le cessez-le-feu, a démissionné lundi de la commission. « Il est impossible, a-t-il dit, d'appliquer la décision de la présidence yougoslave sur un cessez-le-feu inconditionnel et absolu dans les zones en crise en Croatie, avec la définition actuelle des parties en confrontation et le rôle présent et la position de l'armée yougoslave dans les zones de guerre. » Les autorités militaires yougoslaves accusent en outre le Slovaquie d'avoir revendu à la Croatie plus de 30 % des armes que sa défense territoriale avait saisies à l'armée lors des combats de fin juin dans cette République. A Ljubljana, le ministre slovène de la défense a démenti ces informations.

Le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, a indiqué, lundi 26 août, que

l'Italie ne pouvait, du fait de sa situation « spéciale » (sa frontière commune), « attendre l'explosion d'une vraie guerre civile ». Il a demandé à Belgrade d'« ordonner le retour de l'armée fédérale dans les casernes ». « Nous ne pouvons assister passivement à une situation (...) qui évolue vers une annexion [de la Croatie] par la Serbie. » Il n'a pas exclu une reconnaissance par l'Italie des Républiques sécessionnistes de Slovaquie et de Croatie. Mais M. De Michelis a aussi demandé à toutes les parties yougoslaves d'accepter la venue d'une mission d'observateurs mandatée par la CEE. M. Henry Wijnandts, l'ambassadeur des Pays-Bas en France, chargé par la Communauté européenne de poursuivre les efforts de médiation, est attendu dans les prochains jours en Yougoslavie.

A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a appelé, lundi, les Serbes à la « modération » afin d'éviter l'« irrémédiable ». — (AFP, Reuters, UPI.)

Les autorités hongroises craignent une arrivée massive de réfugiés

KISLIPPO
(frontière hungaro-yougoslave)
de notre envoyé spécial

Il lève les bras au ciel et s'agit sans relâche. Mal rasé et visiblement épuisé, cet électricien croate d'une trentaine d'années est encore traumatisé. « C'est tout ce qu'il me reste », dit-il en montrant les vêtements qu'il porte sur lui. Dans la nuit du 20 au 21 août il a traversé à pied la frontière vers la Hongrie avec sa femme et sa fille. Ils n'ont même pas eu le temps de ramasser quelques affaires. Leur village de Dubosevica, à quelques kilomètres, venait de tomber après trois jours de combats.

Tous les témoins affirment que des unités « tchétnicks » étaient assistées par des troupes de l'armée fédérale. « Ma maison a été criblée de balles et détruite par des grenades, poursuit l'électricien. Le village est en ruines. Ils ont tiré plus de 300 coups de mortier. » Sur les 12 600 habitants, seules cinq personnes âgées sont restées. Tous les autres ont rejoint à la hâte le territoire hongrois par le petit poste frontière d'Udvar.

L'électricien et sa famille ont été dirigés vers le camp de réfugiés de Kislippo, ouvert depuis le 20 août. Pour l'instant, il existe quatre autres camps dans cette région du sud du pays, mais tous sont déjà pleins. Plus de 2 000 Croates sont arrivés en une seule journée à la fin de la semaine dernière. Au total, 10 000 réfugiés de Croatie se trouvent maintenant en Hongrie.

« Je ne crois plus en rien »

Des camps d'accueil s'improvisent dans des casernes, des écoles et des foyers d'étudiants. A Kislippo, une vingtaine de tentes ont été dressées sur le terrain d'une coopérative agricole. C'est là que se trouvent quelque 150 réfugiés. Des gens ordinaires venus des villages yougoslaves voisins. La plupart sont agriculteurs mais il y a aussi quelques maçons, des chauffeurs, un boulanger et beaucoup de mères de famille accompagnées de grands-parents.

Cette femme de trente-huit ans qui, comme toutes les autres, pré-

fère garder l'anonymat est arrivée seule avec ses deux fils. Son mari est resté pour s'occuper de la ferme. Il n'y a pas eu de combats dans leur village de Branjin-Vrh, à trois kilomètres de la frontière. Pourtant, pratiquement tous les habitants sont, eux aussi, partis. « On entendait des coups de canon aux alentours, raconte-t-elle. Et j'ai eu très peur pour mes enfants. » Maintenant elle doute; elle hésite à rester : « De toute façon, dit-elle en soupirant, ici ou là-bas je ne crois plus en rien... »

« Nous vivons des jours critiques »

Ce désarroi des réfugiés ne peut que s'aggraver avec l'intensification des combats en Croatie. Les affrontements les plus durs se déroulent à une quarantaine de kilomètres seulement de la frontière hongroise, autour de la ville d'Osijek, une situation qui inquiète le gouvernement de Budapest. Le premier ministre, M. Jozsef Antall, s'est rendu, dimanche, dans le camp de Kislippo pour assurer les réfugiés de son soutien.

Un geste qui sera sûrement mal interprété par les autorités serbes de Belgrade. Mais la Hongrie veut à tout prix empêcher le conflit yougoslave de déborder sur son territoire. Les camps de réfugiés proches de la frontière vont bientôt être transférés à l'intérieur du pays pour éviter d'éventuelles actions de représailles de la part des Serbes.

Les relations entre les deux pays sont, en tout cas, tendues. Le premier ministre, le ministre de la défense et celui des affaires étrangères ont convoqué, vendredi à Budapest, le corps diplomatique occidental après trois violations de l'espace aérien hongrois par des avions de l'armée fédérale, qui ont tiré deux missiles sur le territoire croate. Le même jour, le gouvernement a décidé de renforcer son dispositif de sécurité à la frontière yougoslave.

Budapest est aussi très préoccupé par les conséquences que cette crise peut avoir sur le sort de la minorité hongroise de Voïvodine, une des deux provinces auto-

nomes yougoslaves, rattachées à la République de Serbie. « Nous vivons des jours critiques », déclare M. Antall lors de son déplacement dans le sud du pays. Le gouvernement de Belgrade sait fort bien qu'il ne doit pas prendre la moindre initiative en matière de réfugiés. « L'espérance qu'il n'y aura pas de représailles... »

En tout état de cause, la Hongrie se prépare à recevoir une nouvelle vague de réfugiés. Un comité interministériel sera mis en place à la fin du mois d'août pour préparer un plan d'urgence en cas d'arrivées massives, car Budapest refuse de limiter l'accès de son territoire à qui ce soit. « Nous sommes prêts à accueillir tout le monde, même ceux qui n'ont pas de papiers », souligne M. Janos Zubek, porte-parole de la police des frontières. « Nous pensons que la majorité des Croates qui arrivent depuis ces derniers jours ne sont pas des réfugiés à proprement parler mais des gens en fuite qui cherchent la protection provisoire de l'Etat hongrois. »

En première ligne du conflit yougoslave, la Hongrie ne refuse pas d'être une terre d'asile, mais elle demande l'aide de la communauté internationale pour en assumer le coût financier. Autre inquiétude : l'automne approche et il va bientôt falloir trouver des bâtiments « en dur » pour loger les réfugiés, qui sont surtout installés dans des tentes. Mais la plupart des Croates souhaitent avant tout rentrer chez eux. Les perspectives sont plutôt sombres. A la différence du mois de juin, ce sont aujourd'hui les habitants de villages entiers qui traversent la frontière. Et les hommes, qui au début de l'été retournaient s'occuper des récoltes, ont maintenant tendance à tout abandonner face à l'avancée des milices serbes.

Un signe de l'affaiblissement des forces croates : le drapeau croate installé à la douane d'Udvar après la proclamation d'indépendance du 25 juin a été retiré la semaine dernière. Seul le drapeau yougoslave est désormais visible à ce petit poste-frontière tenu par trois hommes en uniforme flamboyant qui affirment appartenir à la police fédérale.

tion du caoutchouc. Aujourd'hui chômeurs, ils se disent victimes du gouvernement croate et n'ont rien d'autre à faire que se battre.

Leur révolte est réelle. Elle n'en est pas moins un instrument aux mains des nationalistes serbes qui rêvent d'une Grande Serbie. Chaque bannière, chaque violence supplémentaire est le fait, selon les amis du président serbe, M. Slobodan Milosevic, de « la révolte spontanée du peuple ». Mais la révolte est attisée et soutenue. Les mitrailleurs Thomson que les « défenseurs » de Borovo-Selo portent en bandoulière ont une longue histoire.

Une progression mystérieuse

Dans les années 50, les Etats-Unis ont envoyé 3 400 à l'armée yougoslave. Elles étaient restées dans des entrepôts dissimulés sur le territoire avec d'autres armes obsolètes. L'an dernier, l'armée les a récupérées partout, sauf en Krajina, la région autonome serbe. Et aujourd'hui on les retrouve dans les mains des combattants serbes, qui disposent aussi de mortiers et de lance-roquettes qui ne sont plus sur le marché et qui ne peuvent donc provenir que de l'armée fédérale.



Désespérés, les réfugiés du camp de Kislippo s'installent tant bien que mal dans une tente de plus en plus pesante. « La tension augmente de jour en jour, constate le directeur du camp. Ils sont extrêmement tendus, ils ne peuvent pas dormir et les bagarres commencent à éclater ». Rassemblés autour d'un poste de radio, des hommes au visage crispé écoutent les dernières nouvelles en provenance de Yougoslavie. Rien de bien rassurant pour les Croates. « De toutes façons, s'écrit l'un d'entre eux, nous ne rentrerons jamais pour être les esclaves des Serbes! »

YVES-MICHEL RIOLS

Dans la cantine des « défenseurs » de Borovo-Selo est affiché un portrait de M. Sesej, le leader de l'extrême droite nationaliste de Serbie. M. Sesej n'a rien contre l'indépendance de la Croatie, mais sa conception des frontières croates en ferait un Etat très limité : la Serbie devrait s'étendre, selon lui, jusqu'à une ligne reliant les villes de Virovitica, Karlovac et Karlobag, ce qui revient à laisser à la Croatie... Zagreb et ses environs.

Il y a quelques semaines encore, cette « ligne », devenue célèbre, semblait totalement irréaliste. Or, malgré le cessez-le-feu, le front a progressé dans sa direction et l'a pratiquement atteint. Une progression a priori mystérieuse, puisque les combattants serbes ne sont que des « défenseurs », sans cesse victimes des violations du cessez-le-feu. Du moins se présentent-ils toujours ainsi.

Pourtant, lorsque l'on demande à Vaso, « défenseur » de Borovo-Selo, à quel moment Borovo-Nacelo, le village croate voisin, « tomba », la réponse est naïve : « Comment savoir ? Lorsque nous attaquons, nous ne sommes prévenus que dix minutes avant. »

MARIE-PIERRE SUBTIL

CORRESPONDANCE

L'Autriche et la Communauté européenne

A propos de l'article de Jacques Lesourne « Quelles institutions pour l'après-communisme ? » paru dans le Monde du 10 juillet, M. Peter Jankovitch, ancien ministre autrichien aux affaires européennes et à la coopération au développement, nous écrit notamment :

Je partage entièrement votre analyse selon laquelle la place centrale pour les institutions de l'après-communisme reviendra à la Communauté européenne. C'est justement pour cette raison que l'Autriche, dans les années passées, a cherché à renforcer sa propre place en Europe par une extension progressive de ses relations avec la Communauté européenne (...)

Dans sa politique étrangère, l'Autriche se trouve normalement à côté de la Communauté ou de la plupart de ses membres, et il y a peu de cas où ses points de vue divergent de ceux de la Communauté.

Il existe en Autriche un très large consensus pour cette politique européenne : la motion parlementaire invitant le gouvernement à présenter sa candidature à la Communauté était appuyée par 175 des 183 membres de l'Assemblée nationale autrichienne (président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre de l'époque, j'ai moi-même présenté et formulé cette motion).

Je suis d'accord avec vous qu'il sera difficile de dissocier sécurité et intégration économique. Dans cet ordre d'idées, l'Autriche a commencé à se demander quel rôle un pays avec son statut international particulier pourrait jouer dans le cadre d'un futur système de sécurité collective européenne, animée et portée largement par les Communautés européennes.

La preuve a été faite : c'était le comportement de l'Autriche pendant la crise du Golfe où mon pays n'a pas hésité à mettre à la disposition des forces alliées, agissant au nom des Nations unies, un certain nombre de facilités qui, auparavant, étaient refusées à toute puissance étrangère.

La neutralité pratiquée par l'Autriche n'a jamais été caractérisée par l'insensibilité ou par l'absence d'initiative en matière de politique de sécurité. Nous avons toujours compris notre neutralité comme une contribution à la stabilité et à l'ordre public de l'Europe et nous avons mis à la disposition de la communauté internationale des moyens importants pour la défense de ces objectifs. Je pense que dans le futur cette vocation de la neutralité deviendra encore plus claire.

Permettez-moi une dernière réflexion. La neutralité de l'Autriche avait toujours un objectif très précis. Son ambition principale était celle de garantir l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Autriche. Ce n'était jamais une philosophie neutraliste basée — comme la politique des non-alignés — sur l'idée de l'équidistance entre les deux grands pôles idéologiques de l'après-guerre. L'Autriche se voulait toujours partie intégrante du monde occidental. L'Autriche, partie de la Communauté européenne, n'aurait donc pas de difficultés pour contribuer aux objectifs en matière de politique de sécurité de celle-ci. Vu les raisons d'être de la neutralité autrichienne, elle ne sera donc nullement un obstacle quand il s'agira de défendre la stabilité et l'ordre public de l'Europe contre toute menace venant de l'extérieur. (...)

La Slavonie déchirée et meurtrie

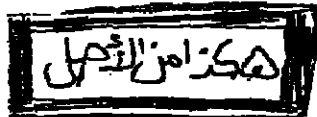
Suite de la première page

Depuis le début du mois de mai, la guerre est ouverte. Mais les hostilités avaient commencé il y a plus d'un an avec l'arrivée au pouvoir en Croatie du président Franjo Tudjman. « On savait ce qui allait arriver. Tout le monde s'est armé : une vache contre un fusil. Mes collègues, mes voisins croates, ont adhéré au HDZ (Union démocratique croate, parti au pouvoir). Ils ont arrêté de nous parler, on ne prenait plus de pots ensemble », raconte Vaso, dont le grand-père est mort pendant la seconde guerre mondiale, « victime des fascistes croates ». Tous ses compagnons de combat ont péri, qui un oncle, qui un allié, qu'ils prétendent venger aujourd'hui en ravassant les « mauvais choix » de la Croatie, « toujours du mauvais côté ».

Il aurait sans doute suffi qu'après sa victoire électorale, le président Tudjman autorise les Serbes à écrire en cyrillique, aille s'incli-

ner au camp de concentration de Jasenovac, nous le dialogue avec les Serbes de Kain (chef-lieu de la Krajina, région autonome) pour que les craintes soient désamorcées. Mais aucun geste n'a été fait. Au contraire. Ne dit-on pas qu'à Borovo-Selo, les hostilités ont commencé lorsque la police croate a voulu planter sur la façade du commissariat le drapeau croate, lequel est orné d'un insigne presque identique à celui qui portait les « oustachis » au pouvoir à Zagreb pendant la seconde guerre mondiale ?

Les Croates les plus exaltés, les plus ambitieux, sont devenus membres du parti nationaliste au pouvoir, le HDZ. Et le combinat de Borovo-Nacelo, premier employeur de la région (22 000 salariés), qui était contraint de licencier, a commencé par remanier les Serbes. La plupart des combattants de Borovo-Selo travaillaient dans cette immense fabrique de transforma-



ASIE

CAMBODGE : réunies à Pattaya

Les quatre factions khmères se sont mises d'accord sur les aspects militaires d'un règlement

Réuni depuis lundi à Pattaya, en Thaïlande, sous la présidence du prince Sihanouk, le Conseil national suprême du Cambodge (CNS) s'est entenu, mardi 27 août, sur les aspects militaires d'un règlement du conflit.

PATTAYA

de notre envoyé spécial

Une proposition française de réduire de 70 % les effectifs des forces militaires en présence - pour l'essentiel, l'armée de Phnom-Penh et les guérilleros khmers rouges - a été adoptée après vingt-quatre heures de débats par le CNS. Norodom Sihanouk a également indiqué que la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge (CIPC) pourrait être reconvoquée en octobre pour ratifier un accord, et qu'il comptait regagner Phnom-Penh le 14 novembre prochain.

La négociation, nouée début juin à Jakarta, continue donc de progresser rapidement. Dès dimanche, M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, avait annoncé qu'il était prêt à réduire de 40 % la taille de son armée. Les Khmers rouges avaient proposé que les effectifs respectifs des deux camps en présence - les trois guérillas et l'armée de Phnom-Penh - soient ramenés à six mille hommes, ce que M. Hun Sen avait refusé.

L'accord de mardi écarte l'éventualité d'une démobilisation totale prévue par le plan de paix des Nations unies et dont les Américains demeurent, notamment, de

fermes partisans. Le contrôle, avec l'assistance de l'ONU, de ces démobilisations partielles ne sera pas une mince affaire. Une mission se trouve déjà sur place et doit remettre un rapport, début septembre, à M. Perez de Cuellar. Mais le CNS a demandé lundi au secrétaire général d'envoyer le plus tôt possible un premier contingent d'observateurs afin de contrôler la cessation de feu et la cessation de fournitures d'armes étrangères aux factions en présence.

« Solution rouge »
ou « accord global » ?

La rapidité avec laquelle la négociation progresse est le meilleur signe du rapprochement opéré, parallèlement, par la Chine et le Vietnam, qui semblent déjà s'être entendus pour ne plus considérer le Cambodge comme un obstacle à la normalisation de leurs relations

bilatérales. Les discussions de Pattaya ont d'abord pour objet de peaufiner un accord inter-cambodgien, avec l'aval de Pékin et de Hanoï.

Il faudra ensuite, à l'occasion d'une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, toujours à Pétrograd jeudi et vendredi, convaincre les États-Unis, visiblement réticents, que cet accord n'aboutira pas à une « solution rouge » et encore moins à une « solution globale » (le Monde du 22 août).

Sur le plan politique, Phnom-Penh semble avoir cédé sur la question du « génocide » attribué aux Khmers rouges pendant leur passage au pouvoir (1975-1978). Il reste à savoir comment s'organiser le pouvoir pendant la période qui conduira à l'élection d'une Assemblée constituante. Le CNS doit, en principe, demeurer en place jusqu'à

PHILIPPINES

Le traité sur les bases américaines paraphé à Manille

M. Raul Manglapus, ministre philippin des affaires étrangères, et M. Frank Wisner, ambassadeur américain à Manille, ont paraphé, mardi 27 août, un nouveau traité sur les bases militaires américaines dans l'archipel (le Monde du 17 et 20 juillet). Autour des forces américaines à utiliser la base navale de Subic Bay pour une période de dix ans, ce traité d'amitié, de coopération et de sécurité prévoit également la fermeture de la base de Clark, gravement

endommagée par l'éruption récente du volcan Pinatubo.

Le traité doit être ratifié par le Sénat philippin à la majorité des deux tiers avant le 16 septembre, date à laquelle expire l'actuel bail en vigueur depuis 1947. La présidente Corason Aquino a pressé les vingt-trois sénateurs d'accepter l'accord, qui prévoit le versement de 323 millions de dollars la première année. (Reuters, UPI)

AMÉRIQUES

BRÉSIL : trente ans après sa démission

L'ex-président Janio Quadros continue de défrayer la chronique politique

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Dix-huit d'anniversaire que celui fêté dimanche 25 août par la quasi-totalité de la presse brésilienne : celui de la démission d'un président de la République, il y a trente ans, le 25 août 1961. Ce jour-là, M. Janio Quadros, élu confortablement sept mois plus tôt, annonce qu'il renonce à son poste en expliquant, sans autres détails, que « des forces terribles » se sont liguées contre lui. Il espère simplement que le peuple viendra « le rechercher » et plonge, en fait, le pays dans une crise institutionnelle qui débouchera trois ans plus tard sur un coup d'État, ouvrant la voie à vingt et un ans de dictature militaire.

Ce personnage hors du commun avait déjà, dans le passé, remporté d'étonnantes succès et maintes fois défrayé la chronique. Dans les années 50 notamment, lors de son premier passage à la mairie de São Paulo, il vilipendait l'immoralité du pouvoir, l'incertitude de l'administration, et prend comme emblème (...) un poisson en expirant, sans autres détails, que « des forces terribles » se sont liguées contre lui. Il espère simplement que le peuple viendra « le rechercher » et plonge, en fait, le pays dans une crise institutionnelle qui débouchera trois ans plus tard sur un coup d'État, ouvrant la voie à vingt et un ans de dictature militaire.

Un parler simple, des mimiques appropriées et une tête à la Groucho Marx lui font gagner, à l'époque, « plus d'élections que le football brésilien ne collectionne de succès », comme l'écrivit l'hebdomadaire *Veja*. A tel point que, cinq ans plus tard, il conquiert la présidence, à la tête d'un petit parti démocrate-chrétien.

« Coups de pub »
à répétition

Il déroute, prend tout le monde à contre-pied en suivant une politique financière orthodoxe et en accordant au ministre cubain de l'économie, le Che Guevara, la plus haute décoration brésilienne. Et, en vrac, il interdit les courses de chevaux les jours de semaines, les défilés trop décolletés ou la participation d'enfants aux émissions de télévision, dans le cadre d'une campagne de « moralisation ». Même sa « julte », de Brasília à São Paulo jusqu'au port de Santos, d'où il s'embarque pour Londres, a plus des allures d'acte de démission.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

□ ÉQUATEUR : La police accusée de « barbarie ». La direction de la police équatorienne s'est réunie lundi 26 août pour examiner la responsabilité de certaines branches, accusées de torturer systématiquement les détenus. Outre les organisations de défense des droits de l'homme, l'ancien directeur du centre de détention provisoire de Quito a notamment décrit le Service d'enquête criminel (SIC) comme « un centre diabolique de barbarie », où les prisonniers sont enveloppés d'une housse de plastique dans laquelle on introduit du gaz lacrymogène, ou encore attachés par les mains et par les pieds jusqu'à ce que leur colonne vertébrale se disloque. (AFP)

LIMA

de notre correspondant

Le père italien Alessandro Dorni Negroni, curé de Santa, dans le diocèse de Chimbote, a été assassiné, dimanche 25 août, par trois terroristes masqués du Sentier lumineux, qui l'ont forcé à descendre d'une voiture, avant de l'assassiner froidement. Quinze jours plus tôt, dans ce même diocèse, non plus sur la côte mais dans la « Cordillère noire », deux religieux polonais, les pères Michel Tomaszek et Zbigniew Strzalkowski, membres de la congrégation franciscaine de Cracovie, avaient également été tués par les sénéderistes, qui leur reprochaient « d'endormir la conscience du peuple en lui distribuant des vivres ». Le mois dernier, le curé espagnol Miguel Company, toujours dans le même diocèse, avait été gravement blessé dans un attentat.

L'évêque de Chimbote, Mgr Luis Bambaren, surnommé « l'évêque des bidonvilles » depuis qu'il avait été incarcéré sous le régime militaire, il y a vingt ans,

□ Création d'une « zone de sécurité commune » entre le Pérou et l'Équateur. - L'Équateur et le Pérou sont convenus de créer une « zone de sécurité commune » sur une portion de leur frontière amazonienne où des « tensions » étaient survenues la semaine dernière, a annoncé, lundi 26 août, le premier ministre péruvien, M. Carlos Torres. Cet accord prévoit notamment « le retrait des effectifs militaires de l'Équateur et du Pérou à une distance de deux kilomètres chacun » dans la région de la Cordillère del Condor, en vue d'éviter que de « nouvelles situations de tension » ne se reproduisent, a précisé M. Torres. (AFP)

PÉROU : assassinats en série

Les religieux étrangers nouvelles cibles du Sentier lumineux

En moins de trois semaines, deux missionnaires polonais et un prêtre italien ont été assassinés par la guérilla maïsta du Sentier lumineux, qui a enjoint à tous les religieux étrangers de quitter le pays. Nouvelle cible des « sénéderistes » pour le rôle qu'elle tente de jouer auprès des pauvres, l'Eglise catholique n'entend pas baisser les bras.

pour avoir défendu les sans-abri, a lancé nombre d'appels au dialogue avec les terroristes, à l'adresse notamment du chef militaire présumé du Sentier lumineux, qui fut un de ses meilleurs élèves. En vain. Tous les prêtres étrangers de la région ont, d'après la presse péruvienne, reçu des menaces de mort et ont été invités à quitter le pays. L'Eglise a rejeté ces ultimatum.

« Donner sa vie »

Sous le titre « Le bon pasteur donne sa vie pour ses brebis », la commission épiscopale vient de publier un communiqué affirmant que, « malgré les actions démentielles des terroristes », l'Eglise poursuivra « les tâches essentielles de tout disciple du Christ, qui ne peuvent être abandonnées, même si la vie est en jeu ».

Un autre évêque, Mgr José Ramon Gurruchaga, a ainsi préconisé la création de rondes paysannes pacifiques pour éviter une plus grande militarisation de la région, près d'Huancayo. Dans le département de San Martín, Mgr Venancio Urbe, évêque de Moyobamba, a obtenu la libération de huit policiers séquestrés par le mouvement révolutionnaire Tupac Amaru. Dans le Sud andin, entre Cuzco et Puno, l'Eglise est le principal rempart contre la « sale guerre » menée par les terroristes, et Mgr Albano Quinán (évêque de Sicuani, au sud de Cuzco) a été le premier informé, par le chef militaire de la région, de la suppression des mesures d'exception en juillet dernier.

« L'Eglise a survécu à des attaques très dures au cours de l'histoire, a conclu la commission épiscopale. Elle survivra aussi aux agressions terroristes. »

NICOLE BONNET

PROCHE-ORIENT

LIBAN : après le vote de l'amnistie

Le général Aoun bientôt libre de s'exiler en France

Le Parlement libanais a adopté, lundi 26 août, le projet d'amnistie générale couvrant toute la période de la guerre depuis 1975, qui doit permettre au général Michel Aoun de quitter Beyrouth pour la France.

BEYROUTH

de notre correspondant

L'ancien homme fort du camp chrétien vit, selon toute probabilité, ses derniers jours de réclusion dans l'ambassade de France à Beyrouth, où il a trouvé refuge il y a plus de dix mois - au terme de l'assaut final contre le réduit chrétien qu'il défendait. Le vote de la loi d'amnistie ouvre, en effet, la voie à l'octroi d'une « grâce amnistiant » au général Aoun ainsi qu'à ses deux compagnons, les généraux Maalouf et Aboujamra. Cela pourrait intervenir d'ici à jeudi, après que le texte aura été promulgué et publié au *Journal officiel*.

Dès lors, le général Aoun disposera de quarante-huit heures pour quitter l'ambassade et se rendre à l'étranger - en l'occurrence en France, où il bénéficie de l'asile politique - sans être arrêté lorsqu'il traversera le territoire libanais (ou l'espace aérien si l'évacua-

tion se fait par hélicoptère). Cette libération constitutionnelle, ce fait, un bannissement. Pendant son exil, il devra s'abstenir de toute activité politique, sous la peine de voir annuler et il devra répondre des accusations portées contre lui (rébellion, abus de pouvoir et détournement de fonds publics).

Il est, de plus, convenu avec le gouvernement français que le général Aoun ne sera pas autorisé à s'installer à Paris. Il est prévu qu'il s'installera à la frontière franco-suisse, où ses activités seront, faciles à surveiller. Enfin, les 32 millions de dollars qu'il possède à l'étranger seront gelés.

Les détails matériels du départ du général Aoun sont déjà réglés entre les autorités françaises et libanaises. Il semble que Beyrouth, en accord avec Damas, a considéré que la conjoncture était favorable pour se débarrasser de cette affaire avec un minimum de remous, estimant de surcroît qu'un certain assagement de la part de la France à l'égard de son protégé est la meilleure garantie que celui-ci sera obligé de tenir ses engagements de réserve. Dans le même temps, satisfaction aura été donnée au président Mitterrand, et un obstacle aux relations franco-libanaises aura été levé.

LUCIEN GEORGE

M. Perez de Cuellar reprend ses démarches pour une libération des otages occidentaux

Le secrétaire général des Nations unies a repris ses démarches en vue de faciliter la libération des otages occidentaux au Liban qui serait accompagnée d'un échange de prisonniers détenus en Israël et au Liban (le Monde du 17 août). M. Javier Perez de Cuellar devait rencontrer, mardi 27 août, à Genève un emissaire irakien, qui a-t-il indiqué, pourrait être M. Kamal Khazai, ambassadeur d'Irak auprès de l'ONU.

Cette rencontre intervient alors que Téhéran multiplie les déclarations sur cette affaire. M. Khazai a notamment insisté, dans des propos publiés par la presse iranienne, sur l'importance accordée par son pays au sort de quatre Irakiens enlevés en 1982 au Liban par les Forces libanaises (FL) et dont l'Irak réclame la libération - alors que les FL assurent qu'ils sont morts.

Lundi, M. Perez de Cuellar a rencontré son représentant,

M. Giandomenico Picco, qui s'est rendu la semaine dernière en Israël. « Les choses bougent, et elles bougent à bonne allure », a déclaré M. Picco. « J'ai toujours bon espoir », a-t-il ajouté. Tout en estimant que des progrès substantiels pourraient être réalisés d'ici à la fin du mois ou début septembre, le secrétaire général a souligné qu'il devait être très prudent dans ses déclarations et qu'il ne se « laisse pas entraîner par cette négociation ».

Par ailleurs, les autorités israéliennes ont indiqué avoir la preuve que l'un des sept militaires disparus au Liban, le capitaine Ron Arad, est toujours vivant. Elles ont exigé des informations sur le sort des autres disparus, notamment les sept disparus ou capturés au Liban en vue d'un éventuel échange global des prisonniers et otages. (AFP)

OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR

Deux militaires font leur entrée dans le nouveau gouvernement

Le premier ministre, M. Guy Willy Razanamasy, a présenté, lundi 26 août à Tananarive, les vingt-quatre membres de son gouvernement, parmi lesquels figurent deux militaires - le colonel Charles Sylvain Rabotomasy, nommé ministre de l'Intérieur, et le général Raveomantsanga, qui prend la direction du ministère de la Défense.

Seuls deux responsables de l'opposition sont représentés au sein de la nouvelle équipe dirigeante : le chef de file du Mouvement démocrate-chrétien (MDC), M. Jean-Jacques Rakotonirainy, qui faisait partie du « gouvernement-bis » mis en place par le Comité des forces vives, obtient le portefeuille de l'Industrie et des Mines, tandis que le représentant du Parti social-démocrate (PSD) prend la tête du ministère du Développement rural.

La crise politique qui secoue la Grande Ile - privée de gouvernement depuis juillet - n'est pas pour autant résolue. M. Razanamasy l'a reconnu lui-même, en estimant que la mission de ses

ministres était une « opération suicide ». Déplorant le refus du Comité des forces vives de travailler avec lui, le premier ministre a admis qu'il n'était « sûr de rien » quant à l'avenir.

« Le vrai problème, c'est que le président Ratsiraka se trouve devant M. Razanamasy », expliquent les dirigeants de l'opposition, qui ont renouvelé leur appel à la grève générale et ont décidé d'organiser une « manifestation géante » dans les rues de la capitale, mardi. Le Comité des forces vives, qui continue d'écarter le départ du président Ratsiraka, dénonce le fait que le chef de l'Etat ait conservé la direction de l'armée et des affaires étrangères.

A Paris, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard, a rappelé, lundi, que Paris souhaitait l'organisation « aussi rapide que possible » d'élections. « Notre souhait, à ce stade, c'est que les différentes parties prenantes malgaches travaillent ensemble, dialoguent ensemble, pour créer les conditions de cette consultation », a-t-il précisé. (AFP, Reuters)

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
manuel d'allemand
économique et commercial
B. THIBAUDET et J. DIBON 2ème éd. 1991
L'essentiel sur l'anglais
commercial et économique
J. Nelt Me QUEEN 1ère éd. 1991
Diffusion MEDILIS SA 9, rue Séguier 75006 PARIS





SPORTS

ATHLÉTISME : les championnats du monde à Tokyo

La malédiction de Merlene

Championne d'Europe 1990 sous les couleurs de l'ex-RDA, l'Allemande Katrin Krabbe est devenue championne du monde du 100 mètres mardi 27 août à Tokyo. En 10 s 99 elle a devancé l'Américaine Gwen Torrence et la Jamaïcaine Merlene Ottey. C'est une énorme déception pour cette dernière qui, invaincue sur la distance depuis plusieurs mois, caressait l'espoir de réaliser le doublé titre-record, comme l'Américain Carl Lewis. Condamnée aux places d'honneur par une opposition supérieure lors des Jeux olympiques et des championnats du monde jusqu'en 1988, la Jamaïcaine qui semblait avoir été libérée par les retraites de l'Américaine Florence Griffith-Joyner et de l'Allemande de l'est Gladis, a donc une nouvelle fois joué de malheur.

TOKYO

de notre envoyé spécial

Merlene Ottey serait-elle une déesse condamnée à n'être jamais couronnée ? Devancée par l'Allemande Katrin Krabbe et l'Américaine Gwen Torrence lors de l'épreuve du 100 mètres féminin la Jamaïcaine paraît vouée aux places d'honneur dès lors que des médailles sont en jeu, elle qui engrange pourtant les victoires en meeting. Sa défaite de Tokyo, la plus surprenante de sa carrière, ne fait qu'accroître la complexité du personnage.

Merlene Ottey semble en fuite perpétuelle, comme si ses foulées désynchronisées, son aisance hautaine de reine de beauté et d'orgueil, trahissaient un excès de précipitation et une boulimie de succès qui lui ont peut-être coûté le titre mondial.

Sa propension à courir le cachet (on lui offrait au minimum 10 000 dollars par course en 1990) lui vaut aussi de passer pour une

stakhanoviste du sprint, comme si ses mensurations de mannequin et l'élégance raffinée de sa course n'avaient d'autre raison d'être. Pourtant les organisateurs se l'arrachent bien pour ses performances. Mais ils se plaignent de son manque d'empressement à faire œuvre de communication devant les journalistes et les sponsors, au point parfois de regretter Florence Griffith-Joyner, la sirène mannequin et souriante des Jeux olympiques de Séoul.

A ces détracteurs, Merlene Ottey réplique d'un ton sec : « J'ai bien conscience d'avoir mauvaise réputation ! En fait, contrairement à ce que vous croyez, je suis toujours disponible pour les journalistes mais il arrive un moment où je dois me concentrer. Et puis, les questions sont toujours les mêmes : « Allez-vous battre Katrin Krabbe ? Que pensez-vous d'elle ? » Ces banalités sont agaçantes ! »

En fait, chez elle, à la Jamaïque, Merlene Ottey est vraiment elle-même. Rencontrée en mai à Kingston, capitale de l'île, elle n'avait rien d'une star médiane en quête de solitude. Elle s'entraînait sur le stade national où eurent lieu les obsèques de Bob Marley en 1981. Deux couloirs de la piste lui étaient réservés. Les autres accueillissent des centaines d'enfants participant aux championnats scolaires de l'île.

Après chaque course, elle ne pouvait s'empêcher de contempler les gamines d'une douzaine d'années qui couraient nu-pieds à côté d'elle : « J'ai connu ça, moi aussi, avouait-elle alors. A cet âge-là, c'est brutalement. Le sol est brûlant, une vraie plaque chauffante. Le seul moyen de ne pas sentir la douleur est d'aller plus vite, toujours plus vite, pour en finir. Je n'ai pas oublié cette sensation horrible de courir les pieds en sang. Sans chaussures, sous un tel soleil, c'est un engrenage sans fin. Les écorchures n'ont pas le temps de cicatriser qu'il faut déjà recommencer... »

A cette époque, à la fin des années 70, il n'était pas question pour elle de s'arrêter. Depuis ce jour de 1976, où son compatriote

Don Quarrie avait remporté la médaille d'or du 200 mètres aux Jeux de Montréal, elle s'était fixé pour objectif de l'imiter. D'autant plus qu'elle se savait douée. « J'allais plus vite que les garçons... »

Fière d'être Jamaïcaine

En 1979, elle quitte ses parents, ses six frères et sœurs, et prend le chemin du Nebraska, aux Etats-Unis. Elle étudie les sciences et les arts (elle aimerait peindre) à l'université de Lincoln mais surtout s'efforcera - sa bourse est à ce prix - de courir plus vite que les étudiants rivaux. En 1980, sélectionnée dans l'équipe nationale jamaïcaine, elle obtient une médaille de bronze sur 200 mètres aux Jeux olympiques de Moscou (en l'absence des Etats-Unis). Dès lors, pour les onze années à suivre, elle sera toujours classée parmi les dix femmes les plus rapides du monde.

En 1984, Merlene Ottey s'installe dans la petite ville de West Covina, en Californie. Et la même année, à Los Angeles, elle décroche deux autres médailles de bronze (100 mètres et 200 mètres, en l'absence des Soviétiques et des pays de l'Est). C'est également en 1984 qu'elle épouse l'Américain Nat Fage, un ancien sauteur en hauteur reconstruit au 400 mètres haies et rencontré dans un avion entre New York et Prague. Les deux athlètes divorcent trois ans plus tard, alors que la jeune femme commence à douter de ses capacités tant ses rivaux - surtout l'Allemande Heide Dreschler et l'Américaine Florence Griffith-Joyner - restent hors de portée, notamment à Séoul.

En 1989, elle reprend confiance, s'associe à un entraîneur italien, Plinio Castucci. Elle s'établit bientôt à Rome, avec son nouveau compagnon, le sprinter italien Stefano Tilli. Sa vie serait-elle condamnée à n'être qu'une interminable épreuve de vitesse ? Plus que jamais, elle multiplie les voyages, participe à tous les grands meetings aux Etats-Unis ou en Europe, gagne la plupart des courses avec une facilité déconcertante.

Au moment de s'aligner au départ de la finale de Tokyo, elle ne pouvait donc qu'être confiante : sa dernière défaite sur 100 mètres datait des championnats du monde à Rome (1987) et son meilleur temps était de 10 s 79, soit la deuxième performance de l'histoire derrière Griffith-Joyner (10 s 49 à Séoul), cette même « Flo-Jo » qu'elle était persuadée de pouvoir effacer des tablettes, tant sur 100 mètres que sur 200 mètres (21 s 34 pour l'Américaine à Séoul, 21 s 66 en 1990 pour Ottey).

Deux ou trois fois par an, entre un avion pour Rome et un contrat aux Etats-Unis, Merlene Ottey s'accorde une pause et revient dans son pays. Ses compatriotes, souvent farouches et fiers comme elle, lui sont reconnaissants de n'avoir jamais renoncé à sa nationalité, malgré les multiples propositions dont elle a fait l'objet. « J'aurais pu devenir Américaine ou Italienne, gagner sans doute plus d'argent encore, mais j'aurais eu le sentiment de trahir les miens... »

PHILIPPE BROUSSARD

Épreuves du mardi 27 août

Finale messieurs

100 m : 1. L. Riedel (AR) 9,82 m; 2. E. De Bruin (P-B) 9,82 m; 3. A. Horvath (H) 9,82 m.

200 m : 1. M. Johnson (E-U) 20 s 01; 2. F. Fredericks (Nam) 20 s 34; 3. A. Mahon (Can) 20 s 48; ... 6. J.-C. Troussellier (F) 20 s 58.

400 m : 1. B. Kerschbaum (A) 1 m 43 s 99; 2. J.-J. Barbou (F) 1 m 44 s 24; 3. M. Everett (E-U) 1 m 44 s 57.

400 m haies : 1. S. Matsumi (Jap) 47 s 64; 2. W. Graham (Jap) 47 s 74; 3. K. Akabusi (G-B) 47 s 88.

Finale dames

100 m : 1. K. Krabbe (AR) 10 s 99; 2. G. Torrence (E-U) 11 s 03; 3. M. Ottey (Jap) 11 s 05.

400 m : 1. M.-J. Pérec (F) 49 s 13; 2. G. Bruz (AR) 49 s 78; 3. S. Myers (Esp) 49 s 78.

Heptathlon : 1. S. Braun (AR) 6 672 pts; 2. L. Nastase (Rou) 6 493 pts; 3. L. Bykova (URS) 6 448 pts.

Marie-José Pérec remporte le 400 mètres

« C'est une libération. Ce n'est plus un rêve maintenant. » Tels ont été les premiers mots de la Française Marie-José Pérec, à l'issue de la finale du 400 mètres mardi 27 août. « J'étais très mal placée devant l'Allemande Grit Breuer », a confié la Guadeloupéenne. « Je suis partie très vite pour l'étouffer. La ligne droite a été pénible. J'ai fait attention à ne pas marcher dans le couloir voisin. »

En précédant l'Allemande Breuer et l'Espagnole Myers et en établissant un nouveau record de France (49 s 13), Marie-José Pérec, âgée de vingt-trois ans, a rejoint dans la légende de l'athlétisme français ses deux glorieuses aînées, Colette Besson et Nicole Duclos.

La Bordelaise, championne olympique à Mexico en 1968 et la Briviste, championne d'Europe à Athènes l'année suivante, établissaient conjointement dans la capitale grecque, le 18 septembre 1969, un nouveau record du monde de la spécialité (51 s 72).

Besson et Duclos ont longtemps attendu la relève. Arriva alors Marie-José Pérec, une grande,

mince et élégante (1,80 m, 60 kg) Guadeloupéenne qui fut découverte en 1988 lorsqu'elle améliorait (51 s 35), dix-neuf ans après Colette Besson et Nicole Duclos, le record du monde qui, avec le temps, n'était plus qu'un record national.

Depuis, Marie-José Pérec, le talent à l'état pur, a fait beaucoup mieux, portant son record de France à 49 s 32 le 29 juin 1991, puis à 49 s 13 à Tokyo. Non contente de ces temps remarquables, Pérec a pulvérisé cette année les records de France du 100 (10 s 96) et du 200 m (22 s 26).

Championne d'Europe en salle du 200 m en 1989, elle remporte la même année le 400 m de la Coupe du monde, en 50 s 30, mais est disqualifiée pour avoir mis un pied dans le couloir de la Cubaine Ana Quiroz. Malgré une saison très perturbée par les blessures, elle termine troisième au championnat d'Europe de Split sur sa seule classe.

A Tokyo, mardi, elle atteinte réellement une dimension mondiale, prenant date pour les Jeux Olympiques de Barcelone. - (AFP)

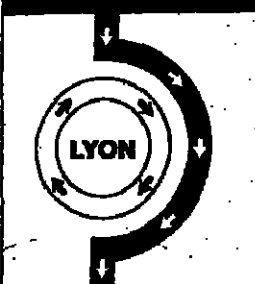
Polémique pour un record

La course qui a permis à l'Américain Carl Lewis de devenir champion du monde du 100 m et d'établir par la même occasion un nouveau record du monde de la distance n'aurait-elle pas dû avoir lieu ? C'est la question qui se pose après l'analyse des temps de réaction des coureurs au signal de départ. L'Américain Denis Mitchell est sorti des blocs moins de 10 millièmes de seconde après le coup de pistolet du starter. Une telle rapidité est considérée comme humainement impossible et constitue un faux départ. Le dispositif de

contrôle électronique permet normalement de détecter ce « vol de temps ». Toutefois, dimanche 25 août, le starter japonais, Tadachika Nozaki, ne portait pas le casque qui permet d'entendre le signal sonore aversissant de la faute. Il a ainsi laissé les coureurs s'élancer avec le résultat que l'on sait. Dans l'état actuel il apparaît ainsi que la technologie qui permet un chronométrage au millième de seconde est en avance sur les règlements de la Fédération internationale qui donnent au starter le pouvoir absolu de déclarer de la régularité des départs. A. G.

"FIN 92, NOUS AURONS FAIT SAUTER LE BOUCHON DE FOURVIÈRE."

Michel Noir
Président du Grand Lyon



Un Européen sur deux connaît Lyon par le tunnel de Fourvière : belle image ! Et quel automobiliste français n'a pas été bloqué au moins une fois dans le tunnel de Fourvière : belle image ! Alors c'est simple : fin décembre 1991,

nous aurons fait sauter au 3/4 ce fameux bouchon... et fin 92 en totalité ! Parole de Lyonnais. Vive les vacances 92, 93, 94... et merci Lyon !

Pour vous renseigner : 36.14 TG-GL.

Le Grand Lyon bouge.



COMMUNAUTÉ URBAINE DE LYON

SOCIÉTÉ

Sans eau ni électricité dans le haut Var

Une famille indésirable

□ Lancement d'un satellite de télévision japonaise. — Une fusée japonaise H1, lancée dimanche 25 août du centre spatial de Tanegashima, a mis en orbite un satellite japonais BS-3b, destiné notamment à la transmission de programmes commerciaux de télévision haute définition (THVD) par la télévision publique NHK. Le satellite japonais BS-3b, qui pèse 3 000 kg, a des fonctions complexes. En particulier, il a été conçu pour être utilisé par la télévision japonaise. Le lancement met fin à une série noire qui avait, de la part de deux satellites de télévision japonais par la fusée européenne Ariane (le 23 février 1990), et par le lanceur américain Atlas (le 19 avril

□ Lancement d'un satellite de télévision japonaise. — Une fusée japonaise H1, lancée dimanche 25 août du centre spatial de Tanegashima, a mis en orbite un satellite japonais BS-3b, destiné notamment à la transmission de programmes commerciaux de télévision haute définition (THVD) par la télévision publique NHK. Le satellite japonais BS-3b, qui pèse 3 000 kg, a des fonctions complexes. En particulier, il a été conçu pour être utilisé par la télévision japonaise. Le lancement met fin à une série noire qui avait, de la part de deux satellites de télévision japonais par la fusée européenne Ariane (le 23 février 1990), et par le lanceur américain Atlas (le 19 avril

Vendredi 23 août, le conseil municipal a approuvé la décision du maire de faire rétablir l'eau et l'électricité. Parallèlement il a donné son accord pour faire évacuer l'école communales, dans « des délais raisonnables ». Le conseil cherche aussi activement une solution pour reloger cette famille. De préférence à Mar-seille. Pas trop loin des Baum-ettes.

pas sans rappeler, en France, l'affaire Gorji : avant son audition, demande - et obtient - la garantie de pouvoir regagner ensuite l'ambassade.

La Suisse, apparemment, n'e-

Il gagne leur confiance en faisant effectivement libérer, après un premier rendez-vous à Istanbul, une trentaine de prisonniers — signe qu'il occupe bien une place éminente dans l'appareil judiciaire iranien. Il réclame alors un second

pas sans rappeler, en France, l'affaire Gorji : avant son audition, demande - et obtient - la garantie de pouvoir regagner ensuite l'ambassade.

La Suisse, apparemment, n'est pas plus désignée que l'Australie à affronter la République islamique. L'assassinat, le 24 avril 1989, de Kazem Rostavi, frère d'un des Moudjahidins du peuple, a

«**Par vol direct
Téhéran-Genève**»

Très vite, étudiant les contrats de location de voitures et les réservations de chambres d'hôtel, les policiers genevois parvinrent aux conclusions si éclairantes que le juge d'instruction vaudrait Roland Chatelain, le 22 juin 1990, en cas mesure d'annoncer qu'il n'a pas encore eu l'enquête les policiers ont recueilli divers indices permettant d'affirmer qu'un ou des services officiels iranien sont directement mêlés à l'assassinat d'

Ainsi, très vraisemblablement, fut assassiné à Vienne le 13 juillet 1989 le docteur Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique kurde d'Iran (PDKI), alors qu'il conduisait des pourparlers de paix avec des émissaires de Hachemi Rafсандjani, alors président du Parlement iranien, aujourd'hui chef de l'Etat. Têtu pendant la négociation, sans que la porte de l'appartement où se déroulait la séance de médiation

Similitude avec l'affaire Gorji

Le crime aurait pu être parfait, si l'on ne savait alors dans l'entourage de Ghassemlou qu'il rencontrait une délégation iranienne. Mais là encore, un « raté » : les tueurs, par maladresse — blessent aussi un des « négociateurs » iraniens, un officier des Pasdaran nommé Mohammad Sabharoudy, porteur d'un passeport diplomatique.

que iranien signé par le ministre des affaires étrangères. Avec Sahraroudy, retrouvé blessé à côté du corps de Ghassemilou, les policiers autrichiens tiennent un témoin essentiel. Mais après leur avoir livré sa version - un tueur inconnu a fait irruption au cours de la réunion et a ouvert le feu sur les participants - Sahraroudy se retrouve libre : la justice ne res-

Un autre participant iranien à la réunion, réfugié dans son ambassade après le meurtre, est aussi entendu puis relâché par le juge

ans des conditions qui ne sont

Dans tous ces assassinats, les « professionnels-amateurs » irrationnels laissent derrière eux de nombreux cailloux blancs. Faut-il n'y voir que de l'amateurisme ? Faut-il, comme l'affirment certains opposants, y discerner au contraire la volonté de signer leurs crimes pour mieux terroriser une opposition intérieure qui, depuis plusieurs mois, semble relever la tête dans plusieurs grandes villes du

Mais alors, une volonté de qui ? Au lendemain de l'assassinat de Ghassemlou, Rafсандjani avait envoyé un proche collaborateur exprimer ses regrets aux militants durdes, et leur demander d'aider l'Iran à élucider le crime, afin que les auteurs en soient châtiés. Signification implicite du geste : l'attentat serait dû à une « faction dure ».

A cette hypothèse, se sont jusqu'ici rattachés les gouvernements occidentaux, qui veulent voir à Rafsanjani et à la normalisation des relations de l'Iran avec l'Occident. Ainsi l'assassinat de Ghassemlou n'a pas empêché le président autrichien Kurt Waldheim, moins d'un an plus tard, d'être le premier chef d'Etat occidental à se rendre à Téhéran.

Les opposants, en revanche, ont cessé de démontrer l'implication directe du chef de l'Etat dans ces crimes, et encore aujourd'hui dans l'assassinat de Bakhtiar. Deux jours après l'assassinat de Bakhtiar, les Moudjahidins du couple assurèrent ainsi, avec un couple de détails difficilement vérifiables, que le président Rafsanjani avait supervisé ce personnel la création de la Force Qod's, une milice spéciale des Pasdaran dont était issu Mohammad Azadi, un des assassins notables.

Mais que les assassinats soient
urdis dans le bureau du chef de
l'Etat ou dans quelque coin de
l'appareil gouvernemental islami-
que, la responsabilité du pays ne
s'en trouve-t-elle pas engagée ?
Mitterrand, dans ces condi-
tions, doit-il être le second chef
d'Etat à se rendre à Téhéran ?

DANIEL SCHNEIDERMAN

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

L'homme illustré

Le tatouage dérange, inquiète, bouleverse. La médecine, qui parfois a recours à cette technique, peut-elle aider à comprendre ce langage métaphorique ?

O n a beaucoup écrit, au fil du temps, sur le tatouage, comme en témoigne la longue bibliographie - 166 références - du dernier et passionnant ouvrage que deux médecins - un légiste et une dermatologue - viennent de consacrer à cette pratique aussi répandue que mal connue (1). « De nos jours, le tatouage dérange, expliquent-ils en introduction. Le tatoueur est regardé comme un être curieux, voire louche pour certains. On l'imagine, bien sûr, tatoué et un brin sadique, faisant pour le moins commerce d'images auprès de sujets immatures. »

Le tatouage - terme qui confond la technique et son résultat - ne peut être réduit à la dimension quelque peu marginale qui, souvent aujourd'hui, est la sienne. Moyen d'identification des esclaves, des bagnards ou, durant la dernière guerre mondiale, des déportés, ce marquage cutané fait, ailleurs, partie de rites initiatiques de passage de l'enfance à l'âge adulte. Il peut aussi avoir de simples fonctions décoratives, conjuratoires, érotiques ou agressives. Et si le tatoué demeure souvent perçu comme un asocial, les observateurs notent qu'en réalité le tatouage existe aujourd'hui dans toutes les couches de la société, chez tous les types d'individus pouvant être concernés. Le temps semble ainsi n'avoir en rien entamé une pratique qui remonte à plus de quarante mille ans et qui, résistante à des siècles de diatribes, remplit de l'évidence une fonction peut-être obscurément, mais aussi, d'une importance capitale.

Un cérémoniel et une douleur

Le tatouage, c'est, au départ, un cérémoniel et une inévitable douleur, prix à payer pour bénéficier du stigmate tant désiré. Ce rite, le plus souvent empreint de mystère et de gravité, marque généralement le passage de l'enfance à l'état adulte. Cette donnée, évidente sous d'autres latitudes, est tout aussi vraie aujourd'hui dans les pays industrialisés. « Le tatouage d'initiation est toujours en vogue », écrivent les docteurs Frogé et Grognaud. La plupart des tatoués ont entre quarante et vingt ans. Ils deviennent des « hommes », le tatouage leur permettant ensuite de se démarquer des autres « non initiés ». Ils doivent l'acquiescer comme signe de reconnaissance. Il s'agit souvent d'une relation à deux : le gourou et l'initié. Mais toute la bande des teen-agers peut y participer avec force : Coca-Cola, bière ou haschisch. Tout esprit de lucidité est exclu. Le tatouage est, par essence, acte de prosélytisme. De l'extérieur, pourtant, il peut apparaître comme une aliénation de la personnalité, comme une recherche d'extase collective.

Ailleurs, le tatouage, c'est aussi le recours imposé à l'immatriculation cutanée, au marquage réduisant l'homme au rang d'esclave, d'animal. Les légionnaires romains étaient tatoués d'un épervier ou, sur le dos de leur main, du nom de leur général. Le système nazi a eu recours, lui aussi, à de tels procédés mettant en place le tatouage du groupe sanguin (sous l'aisselle) chez les soldats de l'armée SS. Les détenus d'Auschwitz ou de Birkenau étaient marqués de leur numéro de matricule à l'avant-bras gauche précédé d'une lettre correspondant à leur transfert et, s'ils étaient juifs, d'un delta majuscule.

Encre de Chine ou de stylo-bille

Depuis l'Antiquité et le tatouage de Paris dans le temple d'Hercule, les moyens empiriques ont peu évolué, chacun utilisant ce qu'il avait sous la main, os d'oiseau, arête de poisson, aiguille de cactus ou coquillage acéré. Avec le temps, l'industrie arriva. A New-York tout d'abord, où l'on enregistre, en 1846, le premier « tatoueur professionnel », puis, dès la fin du XIX^e siècle, en Europe. C'est à cette époque qu'un Américain, Samuel F. O'Reilly, met au point la première « machine à tatouer » mue



Photographies prises à la première Convention internationale du tatouage.

par l'énergie électrique. Cette machine a aujourd'hui l'apparence d'un pistolet avec commande au pied. Elle est munie d'une pompe à injection et se manipule comme un stylo, le tatoueur usant de différents jeux d'aiguilles en fonction des motifs qu'il souhaite créer.

Le colorant universel du tatouage demeure le noir de fumée, toujours en usage dans les casernes et les prisons. « Actuellement, en Europe, l'encre de Chine, l'encre de stylo-bille, le bleu de blanchisseur ou bleu de méthylène, le soufre d'allumette, la poudre de cacao, la brique ou l'ardoise pilée et mélangée à de la salive, de l'urine ou une décoction de tabac, font partie des ressources du tatoueur amateur, celui de la rue et des prisons », écrivent les docteurs Frogé et Grognaud. Chez les professionnels, on recense toute une palette de couleurs réelles est jalousement gardée par les fabricants qui les approvisionnent. En médecine, enfin, on a recours à des fragments minéraux à base de dioxyde de titane et d'oxyde de fer, dont les mélanges permettent de s'adapter à tous les types de la peau humaine.

La médecine en effet peut, elle aussi, avoir recours au tatouage qu'elle réhabilite à cette occasion « dermopigmentation » ou « tatouage esthétique ». Celui-ci remonte à 1835, lorsqu'un praticien allemand proposa d'avoir recours à cette technique pour dissimuler certaines anomalies cutanées (naevi pigmentaires et angiomes). De nombreuses disciplines médicales (généralistes, dermatologues, ophtalmologues et chirurgiens plasticiens) ont aujourd'hui recours à cette technique, tout comme certaines esthéticiennes. Il s'agit, ici, plus souvent de reconstruire une arête mammaire (après mammoplastie ou mastectomie pour tumeur maligne) ou de traiter des anomalies définitives de pigmentation de la peau (dyschromies). Certains proposent ainsi, grâce au

tatouage, la « densification du cuir chevelu », la correction colorée d'un bord de paupière ou des lèvres. L'eye-liner pour densifier le regard ou les « taches de rousseur-mouches » figurent également au catalogue des tatoueurs médicaux (2).

L'insertion par la marque

Quelle signification accorder au tatouage ? Tout ou presque a été avancé pour tenter de répondre. Ainsi, de nombreux auteurs - hygiénistes, aliénistes, criminologues et légistes - ont cherché à classer les thèmes observés, confondant souvent compilation et analyse des motivations du tatoué. En 1914, on tranchait entre « tatouages professionnels, tatouages honorifiques, tatouages d'affiliation, tatouages décoratifs ou de fanatisme, tatouages érotiques, anarchoïdes et antimilitaristes ». En 1970, on ne parlait plus que de tatouages antisociaux, érotiques, religieux, sentimentaux et divers. « Ces énumérations en disent long sur le parcours de la société qui, au travers de ces tatouages, donne à voir de son évolution », expliquent les docteurs Frogé et Grognaud. « Comme le suicide, la criminalité, le chômage et les guerres, le tatouage est bien un indice de « santé » sociale d'une société donnée prise dans son ensemble. Ne pourrait-on pas parler du tatouage comme d'un kaléidoscope qui donne à voir, avec son mouvement, des formes et des couleurs différentes à un œil étonné ? »

Pour ces auteurs, il reste ici à réaliser une analyse sociologique centrée sur les définitions données et le recensement des thèmes, une analyse qui engloberait les substituts du tatouage que sont le maquillage, les décalcomanies et le transsexualisme, cette pratique qui, elle aussi, correspond, à un degré extrême, à une manipulation du corps. Sans doute faudrait-il également intégrer ici les graffitis (les tags), ces tatouages collectifs, et les pin's



d'être tatoué permet de substituer aux embarras de l'identité personnelle celle du groupe, plus rassurante. Le tatouage sert aussi à confirmer et à affirmer son identité sexuelle, « ça fait viril », « on se sent plus un homme », sont des formules souvent entendues. La valeur est la même que, pour l'adolescent, le premier vol, la première cigarette ou la première virée au loup.

Chez le tatoué, l'agir remplace, au fond, le verbe, la marque qu'il s'infirme signifiant bien souvent des difficultés d'expression, une tendance au passage à l'acte. C'est ainsi que le symbole prend toute sa place, ce symbole dont Jung disait : « Il n'enseigne rien, il n'explique pas, il renvoie au-delà de lui-même vers un sens encore dans l'au-delà, insaisissable, obscurément pressenti que nul mot, nulle langue que nous parlons ne pourraient exprimer de façon satisfaisante. »

Sans doute le tatouage n'est-il pas à tout coup, comme on a trop voulu le dire, la preuve de l'existence d'une sociopathie dont souffrirait celui qui le porte. Peut-être en est-il pourtant, bien souvent, le symptôme comme l'expriment tous ceux - ils sont nombreux - qui demandent qu'on leur efface ce « péché de jeunesse qui dure ». La technique du détatouage - marquée à l'envers - est ainsi développée parallèlement à celle du tatouage. Il s'agit ici de débarrasser (par brûlure physique ou chimique, usure, usage du laser ou de la chirurgie) les agmatismes pigmentaires qui, parce qu'ils sont présents jusque dans la derme profonde, ne peuvent disparaître sans laisser de cicatrices plus ou moins importantes. Celles-ci témoignent à leur façon du caractère véritablement indélébile du tatouage.

Le tatoueur, artiste ou chirurgien ?

Au-delà des nombreuses complications médicales du tatouage et du détatouage, la médecine légale n'est curieusement pas très présente. Le tatoueur professionnel est-il un artiste propriétaire de son œuvre ou, à l'inverse, un chirurgien superficiel capable d'exercice illégal de la médecine ? La jurisprudence sur ce point ne répond pas, handicapé par l'ambiguïté des relations tissées entre un non-médecin et ses clients qui ne cherchent nullement, en cas de problèmes, à invoquer le code pénal (coups et blessures involontaires) ou l'indemnisation thérapeutique. « Ainsi, concluent les docteurs Frogé et Grognaud, habit du primitif, fleur de bagne, fresque cutanée ou Gobelins vivant, le tatouage nous habille encore de son mystère. Il déroute, dérange et émerveille à la fois. Peut-être est-ce ce soupçon d'angoisse mêlé au rêve qui donne un sens à la vie. »

JEAN-YVES NAU

(1) Le Tatouage : illustration, répartition, du docteur Catherine Grognaud et du professeur Etienne-François Frogé, vice-président de la Société de médecine et de criminologie de France. Collection « Manuels pratiques de médecine esthétique ». Editions Arnette (107 p., 280 F environ). Cet ouvrage comporte notamment un savoureux glossaire du tatouage, ainsi que la liste non exhaustive des tatoueurs professionnels français.

(2) La Dermographie. Techniques du tatouage, applications cosmétiques et réparatrices, des docteurs J. P. Tiziano, E. Semeria et J. L. Lévy. Editions Solal (Marseille, 87 p., 190 F).

Danger

Y a-t-il un risque médical à se faire tatouer ? A l'heure du sida, la question mérite d'être posée. Les dermatologues connaissent bien les complications cutanées du tatouage. Normale si elle n'exagère pas une durée de quinze jours, la réaction inflammatoire locale qui suit une telle pratique peut être la conséquence de matériel d'injection mal stérilisé ou de colorants de fortune contenant de nombreuses impuretés. La réaction inflammatoire peut alors se compliquer de surinfection, de phénomènes de nécrose ou de cicatrices hypertrophiques particulièrement inesthétiques, notamment au niveau des épaules, du thorax et des faces latérales du cou.

Si les surinfections bactériennes sont rares dès lors que l'on a affaire à un tatoueur patenté respectant les règles d'asepsie, elles ne sont nullement exceptionnelles après un tatouage de fortune. Compte tenu du risque infectieux, les médecins recommandent d'éviter le tatouage chez les diabétiques, les insuffisants rénaux et les porteurs de prothèse cardiaque.

Parmi les effets indésirables du tatouage, figurent aussi les réactions allergiques dues aux métaux dont les sels sont utilisés pour confectionner les couleurs. Plus grave encore : le risque de complications générales. On connaît ainsi des cas - anciens - de transmission de lèpre, de tuberculose, mais aussi de syphilis avec l'histoire, célèbre dans les milieux spécialisés, de cas vingt-six soldats américains contaminés par le même tatoueur vraisemblablement atteint d'une syphilis secondaire, qui « désinfectait » ses aiguilles en crachant dessus !

De nombreux cas de transmission du virus de l'hépatite B via le tatouage ont, par ailleurs, été rapportés, et le sida est plus que jamais une menace qui doit impérativement être prise au sérieux. Le meilleur conseil pouvant être prodigué aux candidats au tatouage consiste à fournir - comme le fait l'ouvrage des docteurs Frogé et Grognaud - la liste des tatoueurs professionnels exerçant en France. Ils sont actuellement recensés comme des travailleurs indépendants payant une patente, aucun diplôme n'attestant leur fonction ou de leur compétence.

Un syndicat national des tatoueurs français cherche toutefois aujourd'hui à imposer certaines précautions d'asepsie et de dermatologie (ne pas tatouer les rainures, les mains, le visage). Mais la commercialisation de kits de matériel de tatouage, par l'intermédiaire de publicités diffusées notamment dans les revues pour motards (l'Equipe professionnelle de base de tatouage. Engagez-vous dans ce métier profitable !), suscite aujourd'hui les plus grandes craintes.

J.-Y. N.

PRIN JEAN-JACQUES ROUSSEAU

TZVETAN TODOROV
Les morales
de l'histoire

LE COLLEGE DE PHILOSOPHIE - GRASSET



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléfax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue M.-Gandou
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugues, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-27-72
Télécopieur : 634 138 F
Téléfax : 44-63-95-73 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vente normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP-Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SCIENCES • MÉDECINE

Les animaux sauvages sur la pointe des pieds

La réintroduction des espèces disparues se heurte en France, à la différence des pays
anglo-saxons, à une conception d'abord utilitaire de la conservation de la nature

BOURRUS, cornus, touffus, puissants et pacifiques, les bisons sont revenus dans ces plateaux du sud de l'Auvergne après Margeride. Depuis le 2 juin dernier, neuf d'entre eux, capturés en Pologne, acheminés par camions et parqués dans un solide enclos, se régalaient des genêts de Lozère. Sur ces hautes et rudes terres qui semblent leur convenir à merveille, ils fascinent bêtes et gens. Les vaches qui paissent dans un pré voisin ne les quittent pas des yeux et, bien que l'enclos ne soit signalé nulle part, les curieux ont afflué tout l'été par milliers. Paroissant Bonaparte, Gilbert Maury, trente-neuf ans, le zoologiste franc-tireur qui a eu l'idée folle de réaccueillir ces grands animaux (1), pourrait dire aux visiteurs : « Du haut de ces cornes, deux cents siècles vous contemplent ».

Les bisons d'Europe ont, en effet, galopé dans nos steppes durant vingt mille ans, pourchassés par nos ancêtres de Cro-Magnon. Dans les soixante-six grottes ornées qu'a étudiées le préhistorien André Leroi-Gourhan, ils sont représentés plus de cinq cents fois. Après le cheval, c'est l'espèce la plus souvent dessinée. Bref, si un animal sauvage a sa place dans notre patrimoine, c'est bien celui-là.

Pourtant, il a fallu à Gilbert Maury quatre ans de démarches obstinées pour faire admettre - du bout des lèvres - que des bisons offerts gratuitement par la Pologne puissent être installés en Lozère, dans un parc d'acclimatation et de vision. L'opération était jugée par les scientifiques comme « sans intérêt », par les éleveurs comme « dangereuse » et par les élus comme « farfelue ». Quant à lâcher un jour ces puissants bovi-

dés dans les bois, comme des cerfs, cette hypothèse même fait lever les bras au ciel. Au ministère de l'environnement, quand on évoque la passionnante entreprise de Gilbert Maury, on répond : « Les bisons de Margeride ? Voyez le service des parcs ».

La réintroduction d'espèces disparues se heurte en France à des résistances. Dans les pays anglo-saxons comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada, elle est monnaie courante. Les opérations touchant les mammifères et les oiseaux s'y comptent chaque année par centaines. Entre 1950 et 1990, elles n'ont été qu'une soixantaine en France, portant sur vingt-six espèces différentes (2). Dans la plupart des cas, les animaux réimplantés, sans cesse dérangés et parfois même chassés, demeurent peu nombreux, invisibles du grand public et en situation précaire.

Pourtant, la communauté scientifique internationale admet aujourd'hui - devant l'ampleur des dégâts - qu'il n'y a plus de conservation de la nature, sans restauration de celle-ci. Exactement comme au siècle dernier on a réalisé que l'on ne pourrait préserver le patrimoine historique bâti sans le restaurer, l'entretenir et lui trouver une affectation nouvelle. M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, a cette formule : « Désormais, la nature sera ce que nous la ferons ».

La coalition des éleveurs et des chasseurs

Une politique cohérente de conservation comporte donc à présent trois phases : la réhabilitation des milieux - les biotopes ou les écosystèmes comme disent les naturalistes - la réintroduction de la pyramide animale qui y vivait, la protection et l'entretien de cet équilibre fragile. La présence d'un grand animal ou d'un super-prédateur est alors la preuve vivante, à la fois scientifique et médiatique, que l'on a réussi.

Cette idée simple a le plus grand mal à s'acclimater chez nous. A la différence d'autres peuples, les Français ont un rapport à la nature surtout utilitaire. La flore doit être cultivée (après éradication de tout ce qui est inutile), la faune domestiquée ou chassée. Toute tentative de retour à la nature « naturelle » est ressentie comme une régression scandaleuse, un retour à la sauvagerie des temps anciens, ceux de la précarité et même de la misère. Four défendire leur passion, les plus intelligents des chasseurs se posent à présent en gestionnaires rationnels de la faune et récusent le retour des prédateurs qu'ils ont jadis éliminés. Depuis trente ans, la politique des parcs nationaux, dont l'objectif est précisément de conserver et de restaurer quelques éléments du patrimoine naturel, se heurte à la coalition des agriculteurs, des éleveurs et des chasseurs.

Seul le parc des Cévennes (91 000 hectares) pourrait se vanter d'avoir résolu la contradiction.

Il est à la fois le champion des réintroductions (mouflons, cerfs, chevreuils, vautours fauves, coqs de bruyère, castors) et le seul parc national français dans lequel on chasse encore. Résultat : à l'exception des vautours, que des milliers de touristes viennent admirer dans les gorges de la Jonte, les autres espèces, qui continuent à redouter l'homme, restent quasiment invisibles. Et les citadins, frustrés de l'émotion que procure l'observation de la vie sauvage, doivent se contenter de quelques dépliants « éducatifs ». « Les réintroductions ne sont pas notre priorité », répondent les dirigeants du parc.

La pusillanimité des autorités est encore plus flagrante quand il s'agit du retour des animaux sauvages en dehors des parcs ou des réserves. Le loup, par exemple, répand encore la terreur en France, alors qu'il vagabonde, sans problème, dans quinze pays d'Europe, notamment en Italie et en Espagne. Un homme seul, Gérard Ménatory, Lozérien, a pris sa défense depuis un quart de siècle (3). Dans les enclos de son parc du Gévaudan, il en montre actuellement plus d'une centaine. Les visiteurs ébahis (90 000 par an) le voient se coucher au milieu de la meute et se faire lécher le visage. Les courageux, enfants compris, sont invités à pénétrer dans l'enclos pour constater que les « fauves » sont moins dangereux pour les petits chapeaux rouges que bien des chiens de défense et qu'en réalité, ils éprouvent une crainte atavique de l'homme.

En dépit de ces démonstrations quotidiennes, il est hors de question de lâcher les loups dans nos campagnes. Pourtant, il est probable que certains spécimens feront tôt ou tard leur apparition dans les Alpes nivoises après avoir franchi « clandestinement » la frontière avec l'Italie. On se prépare à cette éventualité dans le parc du Mercantour. Y acceptera-t-on, oui ou non, la présence du prédateur ? L'espèce n'a pas en France de statut, mais elle est réputée « non chassable » et protégée par la convention de Berne.

La situation du lynx n'est pas moins singulière. Sur les treize animaux qui ont été lâchés à grands frais dans les Vosges, il en reste à peine une demi-douzaine. Mais on estime que les descendants de ceux qui sont venus de Suisse par leurs propres moyens sont une quarantaine dans le Jura, d'où ils gagnent en ce moment la Savoie et l'Isère. Cette « invasion » non préparée a suscité des réactions chez les éleveurs de bre-

bis. Elle déroute les scientifiques et ne sert pas l'image de marque de la réintroduction animale dans l'opinion. C'est pourtant par là, tout le monde en convient aujourd'hui, qu'il faudra passer si l'on veut réellement conserver des ours en France (Le Monde du 22 mai). Puisque les élus des Pyrénées-Atlantiques n'acceptent pas les mesures prises par le ministère de l'environnement pour assurer la tranquillité des quelques plantigrades survivant dans ce département, deux dossiers de réintroduction d'ours sont en préparation.

Une cause négligée

Le plus avancé, celui du Vercoors, a reçu le feu vert, au moins pour une étude de faisabilité, du Conseil national de protection de la nature, l'organisme qui examine tous les projets de réintroduction d'une espèce protégée. Le second, qui concerne la Haute-Garonne et l'Arizège, est en cours d'élaboration. Mais on ne cache pas, en haut lieu, qu'il s'écoulera quelques lustres avant que ne débarque le premier ours, puis une bonne décennie avant qu'on soit assuré du succès.

Le naturel ne revient jamais au galop. Il a fallu dix ans, un million de francs et des efforts persévérants, notamment de nourrissage artificiel, pour que les vautours fauves se sentent à nouveau chez eux dans le parc des Cévennes. Le retour des livres animaux est souhaité par une large partie de l'opinion. Il est tenu par les naturalistes comme nécessaire au maintien de la diversité biologique. Il symbolise, justifie et accélère la restauration des milieux. Pourtant, de l'avis même des fonctionnaires de l'environnement, il ne constitue pas une priorité.

La direction de la protection de la nature ne cotise que dix réintroductions que 500 000 francs par an, soit l'équivalent de 17 mètres d'autoroute en rase campagne ! Elle ne dresse pas de bilan annuel des opérations déjà engagées et n'a défini aucune politique d'ensemble à long terme. C'est sur la pointe des pieds, pour ne pas dire à pas de loup, que les bêtes dites sauvages reviennent en France.

MARC AMBROISE-RENDU

- (1) *Le Bison d'Europe en Margeride*, par Gilbert Maury, SEBEM, 1990, 80 p.
(2) *Réintroductions et renforcements des populations animales en France*, compte rendu du colloque de Saint-Jean-du-Cort, 4-5 décembre 1988, Revue d'écologie, supplément 3, 1990, 350 p., 100 F.
(3) *Le Lynx du mythe à la réalité*, par Gérard Ménatory, 1989, 248 p.

TOKAI BANK A LE GRAND HONNEUR DE VOUS ANNONCER L'OUVERTURE DE SA SUCCURSALE DE PARIS

Tokai Bank, une des principales banques japonaises, vous annonce l'ouverture de sa nouvelle succursale en Europe: Tokai Bank, Limited, Succursale de Paris. Cette nouvelle succursale est une suite logique à la présence de la Tokai Bank sur la place de Paris pendant 15 ans, en tant que bureau de représentation. La succursale de Paris aura pour mission de servir le monde des affaires en France et à travers toute l'Europe par des prêts, des financements commerciaux et internationaux ainsi que par d'autres services dans le domaine de la banque commerciale.

The Tokai Bank, Limited, Succursale de Paris

Adresse: 69, Boulevard Haussmann, 75008 Paris, France

Directeur Général: Hiroshi Oguru

Tél: (1) 42 66 97 97 Télécopieur: (1) 42 66 28 92 Téléfax: 280120 TOKBPAP



TOKAI BANK

Au service de vos objectifs autour du monde

INTERNATIONAL BANKING HEADQUARTERS: 6-1, Chiyoda 2-chome, Chiyoda-ku, Tokyo 100, Japan. Tel: 35824 TOKAID. Te: 32-3242-2111 Fax: 32-3245-1488

REGIONAL HEADQUARTERS, EUROPE: 99 Bishopsgate, London EC2M 3PA, U.K. Tel: 0207066 TOKAII, G Te: 071-628-6500 Fax: 071-628-0020

NETWORK IN EUROPE & MIDDLE EAST: London, Birmingham, Frankfurt, Düsseldorf, Amsterdam, Madrid, Paris, Brussels, Zurich, Milan, Vienna, Tehran, Bahrain

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
Françoise Hugues, directeur de la publication
Bruno Freppert, directeur de la rédaction
Jacques Gailly, directeur de la gestion
Bernard Lemaire, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amalric
Jean-Marie Colombani
Robert Buis
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Fenevet
Philippe Hermon
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Favey (1989-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-99
Téléfax : 206.806F

1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

SCIENCES AVENIR

A-T-ON DECOUVERT UNE NOUVELLE PLANÈTE ?

Ce serait le prélude d'une grande aventure :
la recherche de la vie dans l'Univers.

DOSSIER

La santé du cœur

Comment prévenir les maladies cardio-vasculaires
AU MEME SOMMAIRE:

IMAGES DE SYNTHÈSE :
Les mondes virtuels

LE SOLAIRE RENAIT DANS L'ESPACE

BIOSPHERE 2 :
La Terre reconstruite dans une bulle de verre.

LE RETOUR DES CIGOGNES

EN VENTE 25F CHEZ VOTRE MARCHAND JOURNAUX

CULTURE

ARTS

Le savoir-faire de Barcelo

A trente-quatre ans, parce qu'il est célèbre, ce peintre doué a déjà droit à une rétrospective. Trop tôt ou trop tard ?

Miquel Barcelo est assurément un peintre à la mode. Il vend ses œuvres, très cher bien sûr, dans les galeries les plus estimées du star system, chez Castelli à New York, Bischoffberger à Zurich et Lambert à Paris. Il expose dans les musées d'art contemporain internationaux et fait figure de grand maître de l'art espagnol actuel. Tout cela justifie sans doute qu'il bénéficie à trente-quatre ans de l'hommage d'une rétrospective du genre historique le plus classique.

Rétrospective bien faite : abondante sans tomber dans la pléthore, agréablement disposée dans le musée, rythmée par ce qu'il faut de grands tableaux spectaculaires, agrémentée d'œuvres sur papier plus intimes et préfacée par Hervé Guibert. « Barcelo, écrit-il justement, procède par allusions qui tiennent à l'essence de la peinture elle-même et à ses mystères. » Allusions et mystères en effet. Allusions à des corps, des objets et des paysages choisis parmi les plus malaisés à peindre. Mystères du savoir-faire et du trompe-l'œil poussé à son plus haut degré de virtuosité. De ses débuts, vers 1983, jusqu'à ses dernières vues d'Afrique, exécutées cette année au Mali, Barcelo a varié ses sujets. Il a alterné natures mortes, marines, nus, vues de bibliothèques, plumes sur le désert, représentation d'inséctes et de légumes. L'essentiel ne s'est pas modifié : son désir de fixer sur la toile ce qui semble le plus rebelle à la représentation, l'éclat des couleurs sur une plage ou la construction anémiée d'un carapace de crustacé.

Exploits manuels et optiques

Une rétrospective de Barcelo, c'est ainsi une suite d'exploits manuels et optiques, le triomphe inlassablement célébré de l'habileté et de la technique. Le peintre résout une multitude de difficultés : comment figurer une langue humide, pincée et tendue, avec éclaboussures et rides concentriques ? Tout cela, Barcelo sait le faire et l'accomplir — mérite supplémentaire — sans avoir recours aux procédés traditionnels de la peinture très soignée et propre. Il lutte d'efficacité avec les Espagnols et les Hollandais du XVII^e siècle sans rien leur emprunter. Ceux-ci se montraient méticuleux et lents, ils excellaient à placer où il convient le reflet blanc sur le flanc rond du verre ? Lui feint la désinvolture, colle des bouts de carton ondulé, des mégots et des débris indéfinissables dans la matière picturale, qu'il aime épaisse et même un peu crouteuse. Avec un bout de bois ou la hampe de sa brosse, il gratte et dessine dans la couleur encore humide. Les éclaboussures et les couleurs lui sont de grand usage — et ses tableaux produisent des illusions aussi trompeuses que ceux de ses prédécesseurs. L'œil croit à la réalité des crevettes et à la chaleur des feux de cuisson qu'il évoque de manière faussement négligée.



GERARD VERBAUWEN

aussi fortement que s'ils étaient représentés précautionneusement, touche à touche, ligne à ligne.

Dans cet exercice, Barcelo touche à la perfection. Il maîtrise ses procédés avec une précision telle que ses contemporains semblent des maladroités et des para-

lytiques par comparaison. Plus fort encore : il excelle autant dans le petit format que dans la toile monumentale, dans l'œuvre pour cabinet privé que dans le panneau décoratif, dans l'encre que dans l'huile. « Barcelo, simulateur », juge Guibert.

Illusionniste de haute école, autrement dit.

Simulateur pourquoi, cependant ? Au nom de quoi ces images adroites et, presque toutes, séduisantes ? Pour rivaliser avec le musée, probablement, et prendre place dans le panthéon des spécialistes de l'artifice. Noble projet — mais un peu court. A ne donner à voir et à admirer que la supériorité de sa main, Barcelo risque de décevoir quiconque attend encore de la peinture un peu d'idée et d'expression individuelle.

Dans les années 80, il a exécuté plusieurs vues de bibliothèques en perspective. Sur les dos et les plats des ouvrages, il traçait des noms et des titres, noms et titres illustres le plus souvent. Rien ne transparaît pour autant de ses lectures. Il citait, il illustrait — il ne transcrivait ni ne donnait à sentir, il rassemblait une anthologie convenue de la littérature moderne, voilà tout.

Dans un angle, il figurait, à merveille évidemment, une paire de sandales de plage en plastique, détail charmant et inutile, détail exemplaire de la prolixité décorative qui finit par encombrer les toiles et fatiguer l'œil du spectateur. Qu'il dépense tant d'adresse pour le seul plaisir de la ressemblance et de l'acrobatie finit par alarmer.

En dépit de sa gloire, il reste à Barcelo le devoir de prouver qu'il peut aller plus avant dans la conception de son art. Qu'il peut enfin sacrifier l'inutile et liquider le charmant qui ont fondé sa notoriété. Qu'il peut faire une peinture nécessaire et, s'il se peut, de quelque profondeur et de quelque sens. A trente-quatre ans, il n'est pas trop tard pour qu'il s'y mette sérieusement.

PHILIPPE DAGEN

► Musée des beaux-arts, rue Cité-Foule, Nîmes. Tél. : 66-67-25-57. Jusqu'au 30 septembre.

Jouets d'artistes

Une exposition, à L'Isle-sur-la-Sorgue, confronte les jeux de l'enfance et l'art

Des chevaux en miniature de bois, de carton et de fil de fer, construits pour des jeux familiaux par le petit Marcel Duchamp, sont à trois pas du tableau, peint en 1918, où Jacques Villon a savamment superposé un échiquier et des ombres géométriques. Dans la cour néoclassique de l'hôtel Campredon, un ours tricéphale en peluche de Charlemagne Palestine, monumentalement incongru, voisine avec la gracieuse, aérienne fille au croquis, en métal peint, de Roland Rourc. Ces juxtapositions donnent le ton d'une exposition aux ambiguïtés attachantes, qui serait un généreux fourre-tout ludique sans l'astucieuse répartition des objets dans la succession des salles.

Aux animaux de Calder, écrits sur l'espace au fil de fer, font écho, dans l'esprit d'un petit cirque ou d'un petit théâtre coupé de l'origine pour amuser les enfants, le bonhomme et les objets de Jacobson, nés d'assemblages et les silhouettes découpées de Chaisac.

Exposés plus loin, le tapir, le lézard, le hérisson pour lesquels Marcel Edouard Sandoz a fait jouer les métamorphoses à la brosse et au balai de ménage — bestiaire avec lequel se divertissent, paraît-il, les enfants de Picasso — participent de la même recherche d'artistes qui, par des combinaisons ingénieuses proches de leurs aînés, ont su tirer des « jouets » de rien et de tout. Dans cette ménagerie-là, le Mickey de César, la cocotte bleue de Patrick Chauveau et la poule bavarde de Richard Di Rosa tiennent bien leur place.

Une des salles les plus toniques est la vraie fausse boutique foraine de l'exposition. Des ampoules fluorescentes clignotent sur l'hippopotame de Niki de Saint-Phalle. Le cheval-béni de Robert Combes ne dément pas une fête macabre. Le cerf-volant de Robert Couturier, personnage de papier aux grosses mamelles, fait un vol fixe au plafond. La peinture de

Messager évoque, dans sa couleur suave, la barbe à papa ou la pâte de bêtignots. Les trois paras de Chasse-Pot forment les cibles d'un jeu de massacre, et les balles en cage de Gérard Deschamps brillent comme des boules de loterie.

Beaucoup d'artistes inclus dans cette exposition, et des plus grands, en ont véritablement accepté le principe et atteint, dans l'invention, quelque chose qui tient de la fée. Mais le totem de Chaisac et celui, cocasse, de Nam June Paik, le passe-boule de Clert, le personnage de Dubuffet et les cartes qui constituent l'algèbre de l'« Hourloupe », appartiennent-ils vraiment à l'univers du jeu ? Même s'ils se réfèrent plus ou moins explicitement aux mythologies de l'enfance ?

La question se pose aussi pour les galets de Hartung, la peinture éblouissante de Poliakoff sur une boîte d'allumettes, la « poupée » de Arp, la petite sculpture abstraite de Gillo, la « bande dessinée » d'Enri, les paquebots en tranches de Gilles Ghez, les soldats de plastique alignés en ombres implacables par Mirinda, les dessins sur libellules de graffiti de Basquiat, les silhouettes découpées de Fahlsch.

La frontière est sans doute mouvante entre le jeu et l'art. Ben, qui figure avec humour dans l'exposition, balaise péremptoirement les interrogations. Il a écrit sur le carton d'invitation : « Créer, c'est jouer ». Il faut alors admettre que toute création artistique est une mise en jeu et qu'elle passe par le plaisir. Allégre et vive, cette exposition tend à le prouver.

JEAN-JACQUES LERRANT

► Les artistes décident de jouer. Hôtel Campredon, L'Isle-sur-la-Sorgue. Jusqu'au 21 octobre. Cette exposition met l'épanouissement, avec l'aide de collectionneurs privés, d'une série de manifestations parisiennes inspirées par Victorine Poliakoff.

MUSIQUES

Saint-Nazaire, la Loire et le Mississippi

Les Fêtes de la mer ont renoué avec le passé transatlantique du port et réconcilié la ville avec ses friches portuaires

SAINT-NAZAIRE

de notre envoyée spéciale

Un port, une base sous-marine, une guerre : les ingrédients connus d'un mauvais scénario où les installations militaires restent imperturbablement debout alors que la ville croule sous les décombres. Pour panser les blessures de 1945, il aura fallu du temps. Longtemps, à Saint-Nazaire, on tourna le dos aux symboles des malheurs de la ville : les hangars du port et sa fameuse base navale, immense bloc de béton, reliés par des ponts à levier. Réhabilités, l'ensemble abrite aujourd'hui un parc des expositions, un éco-musée et une salle de spectacles, la salle Jacques-Brel, d'environ deux mille places.

Depuis plus d'un an, chaque jour à la tombée de la nuit, le site brille deux heures durant des feux artificiels installés par le « sculpteur de lumière » Yann Kersalé, responsable entre autres de l'illumination de l'Opéra Bastille. Les ponts, les hangars, les docks, les grues, les bateaux se découpent alors en tranches de vert cru, bleu, blanc, mauve. Puis la lumière décroît à une vitesse astucieusement calculée en fonction de l'activité portuaire du jour. Tous ces détails sont musicalement importants, car ils donnent à cette grande fête populaire des allures tout à fait déconcertantes.

Les Fêtes de la mer avaient, ce week-end, traversé l'Atlantique pour rejoindre des cousins, habitants d'un autre estuaire, celui du Mississippi. Ce qui aurait pu vivre en hermine cajun à pris à Saint-Nazaire le charme de la reconstruction volontaire. Deux cultures — l'une en péril, celle des francophones des bayous de Louisiane ; l'autre à reconquérir, celle des ports de l'estuaire de la Loire —

ont déboulé pendant trois jours à travers les hangars en charpente de bois et les bassins maritimes. Patrick Buhling, le directeur des Fêtes de la mer, n'avait pas voulu aligner les spectacles et les artistes comme dans un vrai festival. Mais l'essentiel du puzzle louisianais était là. Le traditionnel cajun, avec le violoniste Dewey Balla, venu jouer ses drôles de polkas acadiennes à la maison des cultures du monde l'an passé à Paris. Le vieux country-blues, avec David et Roselyne, succulents musiciens de rue. La soul, entre gospel, Otis Redding et les Neville Brothers, avec le groupe noir des Friendly Travellers. Et, bien sûr, le zydeco, mélange absolu des styles entre cajun, jazz, blues et rock, avec Clayton Chenier et Zacharie Richard.

Grand Noir aux épaules carrées, Clayton Chenier, le fils de Clifton, a hérité de son père les dons de démenageur, peut-être moins la subtilité du style. Il mène la danse avec accordéon, wash-board, et guitares électriques. Zacharie Richard, blanc à l'énergie étonnante, a gardé intactes les bases de cette musique. Mais il a su y glisser une finesse toute personnelle, qui récite de son image de marque folk, acquise ici il y a plus de dix ans avec un tube, *Travailleur, c'est trop dur*. En se cherchant « une identité géographique, comme Faulkner », cet Américain de Louisiane, attaché à la langue française et à l'environnement (la sauvegarde des bayous menacés par la pétrochimie), a su produire un rock signé, original, qui a les allures de la gratuité prise par les choses lorsqu'elles deviennent réelles. Une incroyable légèreté d'être, en phase avec une ville qui va au bal alors qu'elle s'inquiète de sa survie.

VERONIQUE MORTAGNE

Pianos de l'Ohio

Un Russe et un Américain en tête du palmarès du neuvième Concours Robert-Casadesus

CLEVELAND

de notre envoyé spécial

La ville de Cleveland (Ohio), grand port sur le lac Érié dont l'industrie lourde a fait la richesse, est également connue en Europe grâce au chef d'orchestre George Szell qui a hissé son orchestre au niveau des meilleures formations américaines. S'ajoute à sa réputation de capitale musicale, le concours de piano Robert-Casadesus, dont la neuvième édition vient de s'achever.

Symbolique d'amitié franco-américaine, cette compétition rappelle la communauté d'esprit qui régnait entre le grand pianiste français et George Szell : ensemble, ils donnèrent plus de quarante concerts et enregistrèrent, entre autres, neuf concertos de Mozart (CBS-Sony). Elle témoigne aussi de la francophilie active de la société de Cleveland. Sur la suggestion de Grant Johannesen (directeur du Cleveland Music Institute) et de Gaby Casadesus, deux « générales » particulièrement énergiques, Martha Joseph et Odette Valabrégué-Wurzburger (une avocate internationale française), firent lever une légion de dames américaines qui prirent en charge le financement et l'organisation du concours.

Les épreuves se déroulèrent à l'Institut de musique (conservatoire) situé dans une sorte de grand campus, calme paradis où voisinent le Severance Hall, siège de l'Orchestre de Cleveland, bel ensemble arts-déco de 1930, la faculté de médecine, l'Institut d'art, un jardin, deux théâtres et sept musées.

En neuf éditions, le Concours Casadesus s'est acquis une notoriété enviable, révélant des pianistes tels que les Français Philippe Bianconi, Nathalie Bernagrine ou Thierry Huillet. Il a attiré cette année au meilleur niveau international, attirant 181 candidats, dont 40, admis à

disputer les épreuves finales, manifestèrent pour la plupart une virtuosité d'acier. Le jury, présidé par David Diamond (disciple de Nadia Boulanger et auteur de onze symphonies), a cependant connu de grandes satisfactions et a eu le plaisir de discuter avec véhémence, grâce à un dernier lot de qualité d'où émergèrent deux superbes pianistes très proches l'un de l'autre, un Russe et un Américain d'origine sino-scandinave.

Ilya Itin (1) a remporté le concours à l'unanimité. Grand seigneur, son jeu allie ample technique, maturité, fantaisie lyrique et maîtrise. Son interprétation de la *Sonate op. 110* de Beethoven s'élevait sur les cimes de ce poème. L'intensité de chaque note, le phrasé des récitatifs, le tempo des figures ne peuvent être, en effet, désés que par une véritable inspiration intérieure.

Visite à l'Orchestre de Cleveland

Moins à l'aise dans *Prélude, choral et fugue* de Franck, Ilya magnifiait les splendeurs italiennes de la *Barcarolle* de Chopin, donnait à l'*Andante du Concerto en la majeur KV 488* de Mozart sa transparence et sa sérénité, conquises sur une sorte de lucidité désespérée, dilatée à l'infinité l'étoffe de deux *Etudes-tableaux*, avant de conclure astucieusement, avec une feinte négligence, par une *Polka* du même Rachmaninov, mettant un comble au bonheur du public... et du jury.

Anders Martinson (2) ne saurait prendre ombrage de son deuxième prix. A dix-huit ans, il aura vite fait de rejoindre la maturité légèrement supérieure de son aîné : il n'est, d'ores et déjà, pas moins grand architecte que Ilya. Dans le *Quatrième Nocturne* de Fauré, les deux cahiers des *Variations sur un thème de Paganini* de Brahms ou la *Huitième Sonate* de Prokofiev, son jeu fut scintillant, mordant,

emporté, équilibré, son plaisir de jouer communicatif, sa poésie sans cesse contrainte par l'instinct musical le plus sûr.

Les troisième et quatrième prix sont allés à un Allemand de Hanovre, Markus Pawlik, pianiste fin et complet, bien séduisant dans les *Feux follets* de Liszt, deux *Etudes* de Casadesus ou le tragique *Quatrième Nocturne* de Fauré, et à un Français, Jean-François Bouvery, vingt-deux ans, élève de Jacqueline Langowski, Lucette Descaves et Alain Planès. Ce succès devrait lui ouvrir les ailes, l'inciter à plus d'audace pour « s'enlever » la musique, car ce piano clair, vivant, chaleureux, cette technique sûre, ne manquent pas de virtuosité.

Avant de quitter les États-Unis, une visite s'imposait à Blossom, la résidence d'été de l'Orchestre de Cleveland : au creux d'un valon, un gigantesque auditorium, guéule de Léviathan en robe américaine rouge foncé, comme un décor de Wieland Wagner pour le *Tétralogie*, peut accueillir 5 000 personnes, tandis que 3 000 autres écoutent, assises ou couchées dans l'herbe. Christoph Dohmann est à la tête de ses troupes. La *Symphonie inachevée* de Schubert et *In Sommerwind* du jeune Webern, avec son pointillisme coloré d'une finesse si ténue, mettent en valeur l'acoustique très ouvragée (et sans doute quelque peu favorisée par des haut-parleurs) sous ce vaste chapiteau. « Au vent d'été » quelle belle enseigne pour ces concerts de plein air dans la touffeur du soir !

JACQUES LONCHAMPT

(1) Né en 1967 à Sverdlovsk, Ilya Itin a travaillé au Conservatoire de Moscou. Il a remporté le deuxième prix des Concours Rachmaninov et William-Kapell en 1990. Il vit à San Francisco (Calif.).

(2) Anders Martinson, Américain d'origine suédoise, est né dans le Yunnan, a travaillé à Santa-Monica et à l'université de Californie du Sud.

UNE CHARTE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE.
LE « MORTYSCHEIDT ANGLAIS ».
TEXTE INTÉGRAL. Révisé, commenté, traduit par André Prénot, docteur en lettres, professeur de l'Université de Paris.
L'Europe de More : anarchie, corruption, infécondité, guerre. La Rémède : l'instrument utopique : les finalités, utopisme, économie, vie de l'esprit, philosophie religieuse, relations internationales : Philosophie.
UNE LECTURE D'ÉCLAIRAGE L'AMOUR-PROPRE
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit l'esthétique de l'original : titres et illustrations par Holbein, signatures. Custodie reliure de porcelaine. Notes. Tables. Lexique. Index. 780 pages.
LE LIVRE À OFFRIR : 260 F. France.
Bibliothèque de la Cité de l'Éducation. Par poste, commandez par CCP, A. Prénot 1462,61 Z Lille ou par chèque ou mandat-carte à l'ordre de A. Prénot, 18, avenue des Fleurs F. 93110 LA MAISON-LENE. Livré par retour, emballage à toute épreuve. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F.
Tél. : 20-55-25-18. Délivrance sur demande.



ÉCONOMIE

42 600 demandeurs d'emploi supplémentaires en un mois

L'emploi à la dérive

Sept mois de hausse ininterrompue et 233 600 demandeurs d'emploi supplémentaires depuis le début de l'année 1991 sera, à n'en plus douter, une année noire pour l'emploi. La dégradation est rapide. Et, de toute évidence, il faudra encore patienter avant de pouvoir discerner le moindre reflux.

Les répercussions des grandes mesures de suppressions d'emploi annoncées ces derniers temps (Michelin, Bull, Thomson) n'ont pas encore produit leurs effets dans les statistiques. Tout indique que la forte progression des licenciements économiques ne se démentira pas dans les prochains mois. « Le ralentissement des sorties du chômage et l'atonie persistante des offres d'emploi montrent que les conditions d'une amélioration du marché du travail ne sont pas encore réunies », admettait d'ailleurs le ministère du travail en commentant, mardi 27 août, les statistiques de juillet.

À la fin de la croissance perennette-t-elle d'inverser la tendance? « D'après les experts qui se trompent souvent, la reprise devrait arriver avant la fin de l'année », a déclaré mardi 27 août sur Europe 1 le premier ministre, M. Edith Cresson.

Les indicateurs macroéconomiques suggèrent, il est vrai, que l'activité reprend quelque peu. Certains se demandent même si les entreprises n'ont pas tendance à surajuster. D'ailleurs, leur premier réflexe a été de réduire leurs effectifs pour éviter la hausse des salaires. Autre part, les plans sociaux en œuvre ne sont pas toujours irréversibles. Ainsi, la restructuration des départs volontaires, s'ajoute probablement de la multiplication des mesures incitatives aux départs volontaires.

Les salariés concernés y trouvent peut-être leur compte mais, faisant, ils se privent souvent de possibilités de formation et reconversion.

La lutte contre le chômage est faite des entreprises, le gouvernement va également devoir intervenir. La situation est telle que le nombre supplémentaire sans-emplois pourrait bien passer les 300 000 à la fin de l'année. Dans ces conditions, les positions incitatives axées sur PME qui seront bientôt annoncées seront-elles à la hauteur des enjeux? Le débat sur la fonction du coût du travail, enclenché par exemple certaines institutions sociales, pourrait être mené. De même, les pouvoirs publics seront sans doute tentés de renforcer un contrôle plus strict de la qualité des plans sociaux.

JEAN-MICHEL NORMAND

L'IG Farben indésirable à Francfort

L'IG Farben in Abwicklung (liquidation) ne pourra pas tenir son assemblée annuelle à Francfort. Sous la pression de l'opinion publique, la mairie de la ville de Francfort a décidé de lui interdire l'accès à son des expositions lous cette intention.

La société avait été créée, en 1953, pour liquider tous les biens restants de l'empire chimique détenu par le puissant IG Farben, « responsable » de l'élimination de millions de personnes dans les camps de concentration nazis. Elle fut créée par le chimiste allemand Zyklon B, un gaz (acide prussique) utilisé dans la recherche agrochimique, mais aussi pour dédommager les victimes du nazisme. La société souhaite récupérer les biens de son ancienne maison mère en ex-USA. Ses actions sont cotées à la Bourse.

Le nombre des chômeurs a augmenté de 1,6 % en juillet

En juillet, le nombre des chômeurs a progressé, en France, de 1,6 % en chiffres corrigés des variations saisonnières, a annoncé mardi 27 août le ministère du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 42 600 en un mois et concerne désormais 2 763 200 personnes (2 665 757 en données brutes). Selon la définition du Bureau international du travail, on recensait le mois dernier 2 354 000 chômeurs. Le taux de chômage par rapport à la population active passe de 9,4 % en juin à 9,5 % en juillet.

Selon le ministère du travail, la forte progression des inscriptions à l'ANPE (+ 2 665 750 inscrits)

repose sur trois éléments principaux. En premier lieu, on a enregistré 42 600 licenciements pour motif économique en juillet, en hausse de 16,5 % en un mois. Deuxièmement, les premières inscriptions explosent littéralement : + 68,5 % en juillet, soit près de 73 000 personnes. « Il semble que de nombreux jeunes récemment sortis de l'école se soient inscrits dès à présent à l'ANPE face aux difficultés d'accéder à un premier emploi », estime le ministère. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de relever que le chômage des moins de vingt-cinq ans progresse de 6,7 % en un an. De plus,

les fins de contrats à durée déterminée et de missions d'intérim se multiplient (respectivement + 36,8 % et + 48,3 % en un mois). Parallèlement, les sorties de l'ANPE sont beaucoup moins nombreuses. Elles baissent de près de 14 % en juillet en données CVS. En un an, les reprises d'emploi reculent de 5 %. « Sur les sept premiers mois de l'année, le déficit est de 143 000 reprises d'emploi par rapport à 1990 », constate le ministère du travail. Quant aux offres d'emploi, elles sont, elles aussi, en perte de vitesse, bien que la contraction soit légèrement inférieure à celle relevée lors du premier semestre.

Six mois après la réforme du statut des PT

La Poste et France Télécom se dotent de leur première convention collective de droit privé

Le conseil d'administration de la Poste devait examiner, mardi 27 août, le projet de convention collective appelée à définir le statut des quelque 80 000 agents contractuels de la Poste. Ce texte, qui concerne également les 2 500 agents non titulaires de France Télécom, est le premier conduit sous l'égide du droit privé après l'entrée en application de la réforme du statut des PT.

Il aura fallu six mois de négociations pour aboutir à cet accord destiné à régir le sort de personnels très différents. Dans le cas de la Poste, il s'agissait notamment

de donner une protection minimale aux agents auxiliaires-réquisitionnés à temps partiel pour répondre aux fluctuations du trafic postal. À l'opposé, France Télécom entendait se doter d'un régime privé suffisamment attractif pour combler ses besoins en cadres supérieurs compétents (niveau Bac+5).

Cette convention s'appliquera à tous les agents contractuels recrutés après le 1^{er} janvier 1991 ainsi qu'à tous ceux qui, recrutés avant cette date, auront opté d'ici six mois en faveur de cette couverture de droit privé. Les autres conserveront leur statut de non-titulaire de la fonction publique à moins de pouvoir bénéficier de la loi de titularisation qui devait être présentée en 1992.

Tous les syndicats se félicitent de la protection apportée aux contractuels de la Poste, qui bénéficieraient, en particulier, d'un contrat de travail intermittent à durée indéterminée, se voyant garantir un minimum d'heures de service postal dans l'année. Pour les cadres supérieurs, la convention collective prévoit notamment une nouvelle grille de classifications et de rémunérations calquée sur le modèle de celle de la métallurgie et dont les salaires minimaux sont supérieurs à ceux prévus par cette dernière. Toutefois, Force ouvrière et la CFDT s'inquiètent de ce que l'existence dans le précédent régime d'un déroulement de carrière comparable à celui de la fonction publique disparaisse.

Autre point de friction : le régime de retraite complémentaire que les syndicats souhaiteraient identiques pour tous. Or si la Poste accepte d'affilier son personnel à l'IRCA (régime complémentaire de la fonction publique), France Télécom préférerait affilier son personnel aux régimes de l'ARCO et de l'AGIRC, plus avantageux.

Dernier point en suspens, pour la CFDT notamment, l'intégration ou non dans ce texte de l'engagement pris par l'employeur de prendre à sa charge l'insécurité du coût de la prévoyance pour ces personnels. Une spécification sur laquelle les représentants du ministère de tutelle ont exprimé des réserves.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Remettant en cause l'accord négocié avec le FMI

Le Parlement algérien refuse les hausses de prix réclamées par le gouvernement

Difficile partie pour M. Ghazali, le chef du gouvernement et M. Benissad, le ministre des finances algériens. Tandis qu'ils conduisent un programme de libéralisation de l'économie en négociant de difficiles crédits avec les banques et les organisations internationales, ils doivent affronter des députés réticents. Le Parlement algérien a rejeté lundi 26 août les augmentations des prix des produits de premières nécessité proposées par le gouvernement dans la loi de finance complémentaire pour 1991 et qui font partie du plan de restructuration économique négocié avec le Fonds monétaire international (FMI) en avril dernier.

C'est la première fausse note entre le nouveau gouvernement,

formé de personnalités indépendantes, de M. Sid Ahmed Ghazali et l'Assemblée nationale, dominée par des députés de l'ancien parti unique du Front de libération nationale (FLN).

Certains députés ont marqué en privé leurs réticences à avaliser des augmentations impopulaires à quelques mois du terme normal de leur mandat qui expire en principe en février 1992. Des élections législatives anticipées sont en outre prévues avant cette échéance, sans doute avant la fin de l'année.

Le président de l'Assemblée, M. Abdelaziz Belkadem, a invité le gouvernement à demander au FMI, de surcroît jusqu'à la fin de l'année à ces augmentations et estime qu'il faut trouver des compensations pour les revenus les plus faibles. - (AFP)

EN BREF

Iran Air autorisé à reprendre ses vols vers le Koweït. - Les autorités koweïtiennes ont décidé d'autoriser la compagnie aérienne Iran Air à reprendre ses vols vers le Koweït, après une interruption de plus de dix ans, a annoncé lundi 26 août un responsable de l'aviation civile. M. Fawaz al-Farah. Cité par l'agence koweïtienne KUNA, M. Al-Farah a précisé que cette décision répond à une demande de la compagnie iranienne, dont les activités au Koweït avaient été suspendues après le déclenchement de la guerre Irak-Iran (1980-88). Iran Air reprendra ses activités à partir du 1^{er} septembre, avec quatre vols hebdomadaires entre les deux pays. - (AFP)

Taiwan veut établir des liaisons aériennes avec quatre pays. - Afin de conforter son statut international, l'île de Taiwan négocie avec douze pays pour établir des lignes aériennes, a indiqué son ministre des communications et des transports. Il s'agit de la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Grèce, la Turquie, l'Italie, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la Belgique, Madagascar et le Malawi, mais Taiwan entend aussi discuter dans le même but avec l'URSS et l'Espagne. - (AFP)

Démotion surprise du président de la Reichsbahn. - M. Hans Klemm, président du directeur de la Reichsbahn, les chemins de fer

de l'ancienne Allemagne de l'Est, a pris une retraite anticipée, a annoncé lundi 26 août le ministère allemand des transports. Selon le quotidien Bild Zeitung, M. Klemm aurait travaillé pour la Stasi, l'espionnage politique de l'Allemagne orientale. M. Klemm avait été nommé à la tête des chemins de fer est-allemands, le 3 octobre 1990, jour de l'unité allemande, et avait alors assuré un gouvernement qu'il n'avait jamais eu de contacts avec la Stasi. La direction de la Reichsbahn sera assurée par M. Heinz Dürr, président du directeur de la Bundesbahn, les chemins de fer ouest-allemands. - (AFP)

Les routiers paieront les péages avec des reconnaissances de dette. - Les adhérents de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA), deuxième organisation professionnelle de ce secteur, sont invités, à partir du 2 septembre, à ne plus payer les péages autoroutiers avec leur carte d'abonnement, mais avec des reconnaissances payables à trente jours. Selon M. Gilbert Leleup, son président, l'UNOSTRA, entend protester de cette manière contre l'augmentation du prix des péages intervenue le 1^{er} août dernier, qui a imposé aux transporteurs une hausse de 8 %, deux fois plus élevée que celle subie par les automobilistes, sans aucune concertation préalable.

L'effondrement de l'empire d'Erik Penser

Les banques suédoises au secours de Nobel Industries

La Nordbanken en tête, les banques suédoises ont finalement voté à la reconquête de Nobel Industries. La deuxième banque suédoise, dont le principal actionnaire n'est autre que l'Etat, a annoncé, lundi 26 août, qu'elle avait repris la participation de 66 % détenue par l'homme d'affaires Erik Penser au sein du plus puissant groupe industriel suédois (29 000 salariés et 22 milliards de francs de chiffre d'affaires), présent dans l'armement (Bofors) et surtout la chimie.

Contrôlée à hauteur de 70 % par l'Etat suédois, la Nordbanken va devoir procéder à une augmentation de capital de 5 milliards de couronnes (environ 5 milliards de francs). Les capitaux ainsi levés doivent servir à l'assainissement financier de Nobel Industries et de Gamlestaden, l'une des principales sociétés d'investissement d'Erik Penser, cotées à 49,5 % par le groupe industriel. La faillite du holding Gamlestaden, victime du marasme du marché immobilier suédois, menaçait d'entraîner Nobel Industries dans la chute.

L'essentiel du plan de sauvetage, présenté lundi par la Nordbanken associée à quatorze autres banques, vise donc à renflouer Gamlestaden

(cette structure financière a perdu près de 3 milliards de francs sur les six premiers mois de l'année) et surtout à rompre le jeu de participations particulièrement compliquées qui unissent le holding à Nobel Industries. « Les activités industrielles du groupe vont bien, souligne lundi 26 août M. Lars Thunell, le directeur général de la Nordbanken, mais Nobel Industries a une situation financière très faible. » Le plan de sauvetage ainsi préparé pourrait se traduire par la cession d'un certain nombre de participations industrielles.

Ancienne vedette des milieux d'affaires de Stockholm, Erik Penser est, quant à lui, totalement ruiné. « Il n'a plus un sou en poche, péchait lundi le directeur général de la Nordbanken, mais ce n'est pas notre problème. » La déconfiture de l'ex-golden boy intervient en tout cas au mauvais moment pour la Nordbanken, contrainte de s'engager lourdement dans le redressement de son empire financier alors même que la banque suédoise, achevant une période de restructuration, comptait désormais donner une priorité absolue à l'amélioration de sa rentabilité.

C. M.

Actionnaire du Printemps

Le groupe suisse Maus demande la protection de la loi sur les faillites pour sa filiale américaine

Le grand groupe helvétique de distribution Maus, le plus gros actionnaire du Printemps, a annoncé lundi 26 août qu'il avait demandé la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites pour sa filiale américaine, P. A. Berger.

Le 15 août, Maus reconnaissait officiellement que Berger rencontrait des difficultés, qu'il attribua à l'effet du ralentissement économique aux Etats-Unis sur le secteur de la distribution en général, et sur la chaîne de magasins Carson Pirie Scott, rachetée en juin 1989 par Berger, en particulier.

À la suite d'un audit réalisé par le cabinet McKinsey, un plan de restructuration financière avait été présenté aux banques et était en discussion, précisait le groupe dans son communiqué du 15 août. « Ces mesures ne désistent pas en dire plus : Maus refusait alors de donner le moindre détail sur le contenu de ce plan qui, finalement, a été repoussé par une partie des banques créancières.

Dès lors, le groupe Berger s'est placé sous la protection du chapitre 11, ce qui lui « permettra de poursui-

vre ses activités et, surtout, de concentrer tous ses efforts et ses moyens financiers à la mise en place du plan de restructuration et de dynamisation commerciale défini » par McKinsey. Car, comme le précise Maus, si Berger « souffre de son endettement et du resserrement de ses crédits bancaires », l'exploitation commerciale de ses grands magasins reste profitable. « Temporairement libéré de sa charge d'intérêts, le groupe dispose donc d'une base solide pour assurer son avenir », assure le groupe genevois, qui tient également à souligner que « son développement ne sera en aucune manière affecté par les difficultés de Berger ».

Ces problèmes nourissent pourtant les rumeurs persistantes - quelques démenties en juillet - sur un éventuel désengagement de Maus du capital du Printemps, dont le titre a été particulièrement recherché à la Bourse de Paris ces derniers jours. Les spécialistes s'étaient étonnés de voir la banque perdre d'appât du Printemps sur Euronext, vendu à la surprise générale à Carrefour en juin dernier.

KINGDOM OF LESOTHO CONSTRUCTION OF OXBOW - MOKHOTLONG ROAD

- The Government of the Kingdom of Lesotho has obtained loans from financiers and it is intended that part of the proceeds of these loans will be applied to eligible payments under the contracts for which this invitation to prequalify is issued.
- The Ministry of Works proposes to let two contracts for construction and intends to prequalify contractors for the following works:
 - 2.1 The realignment and upgrading of the Oxbow - Letseng - Tlokoeng Road to a bitumen surface standard with a carriageway width of 6.00m and a shoulder width of 1.00m on each side. The upgraded road will be approximately 72.6 km in length and will have six new bridges of total length 144m approximately. The works will be jointly financed by BADEA, OPEC, KfW and the Government of the Kingdom of Lesotho.
 - 2.2 The realignment and upgrading of the Tlokoeng - Sani Junction - Mokhotlong Road to a bitumen surface standard with a carriageway width of 6.00m and a shoulder width of 1.00m on each side. The upgraded road will be approximately 37.1 km in length and will have three new bridges of total length 160m approximately. The works will be jointly financed by the ADF and the Government of the Kingdom of Lesotho.
- Prequalification is open to contractors and joint ventures of contractors from member countries of the African Development Bank, BADEA, OPEC, and KfW.
- The scope of the work is as follows:
 - (a) Cutting, hauling, filling, compacting of common material.
 - (b) Cutting and filling of rock material.
 - (c) Wiring, hauling, placing and compacting of selected subgrade, subbase and base course material.
 - (d) Lime stabilization of gravel base, or crushed rock base.
 - (e) Double surface dressing to a minimum width of 6.00m on the total length of the project roads.
 - (f) Construction of drainage structures e.g. corrugated metal pipe culverts, reinforced concrete culverts and drains.
 - (g) Erection of guard rails, traffic signs, protection works and ancillary works.
- Prequalification of bidders shall be based upon the ability of the applicant to perform the work satisfactorily taking into account, inter alia:
 - (a) Experience and past performance on similar contracts.
 - (b) Knowledge of local working conditions and developing countries.
 - (c) Capabilities with respect to personnel, equipment and plant.
 - (d) Financial position.
 - (e) Current commitments.
- Interested eligible contractors may apply to be prequalified for one or for both contracts.
- All contractors wishing to be prequalified for participation in the bidding for the above projects are invited to submit completed prequalification questionnaires to the address below not later than 31 October 1991.

The Principal Secretary,
Ministry of Works,
P.O. Box 20, Maseru 100,
Lesotho, (Southern Africa)
- The Ministry of Works will inform all applicants of the results of their applications. The Ministry of Works reserves the right to accept or reject any application and to cancel the prequalification process and reject all applications, without thereby incurring any liability to the affected applicants or any obligation to inform the applicants of the grounds for the action by the Ministry of Works.

Prequalification questionnaires and further information may be obtained free of charge from the following address: After the 1st September 1991.

The Chief Roads Engineer,
Ministry of Works,
P.O. Box 194, Maseru 100,
Lesotho, (Southern Africa)
Telex No. 4258 LO
Fax No. 310123

L'avis d'Appel d'Offres ci-dessus concerne la construction de la route Oxbow-Mokhotlong.

Le Monde des Secteurs de Pointe

Schlumberger Industries

Au sein de SCHLUMBERGER INDUSTRIES, un des leaders mondiaux de la mesure et du comptage, le centre de Vélizy est spécialisé dans l'acquisition de mesure et l'enregistrement magnétique pour applications industrielles, militaires et spatiales. Les ENREGISTREURS NUMERIQUES A TÊTES TOURNANTES représentent un projet de haute technologie de dimension mondiale : le stockage de données à haut rythme et en environnement difficile pour la lutte anti sous-marine, la reconnaissance aérienne, les essais en vol, la réception satellite...

Leur mise en production nous fait rechercher plusieurs Ingénieurs confirmés.

INGENIEUR METHODES Partenariat Industriel (réf. 655674/LM)

Directement rattaché au Responsable des Méthodes Industrielles, vous prenez en charge l'un des axes clés de l'industrialisation du projet : la gestion de la sous-traitance.

Vos objectifs : • mettre en œuvre un partenariat de haute qualité pour la production des châssis, des cartes électroniques et des interconnexions par le choix et le suivi de nos fournisseurs • jouer un rôle d'interface permanent avec les études, la qualité, les achats et la fabrication.

Votre profil : • Ingénieur grande école généraliste ou électronicien • expérience d'environ 5 ans en industrialisation d'équipements électroniques ou en développement de partenariat • anglais nécessaire.

■ Vos atouts chez SCHLUMBERGER : Dans un environnement motivant et face à des enjeux mondiaux, esprit d'équipe, sens des responsabilités, autonomie et mobilité intellectuelle vous permettront de prouver votre savoir-faire et d'évoluer dans les différents secteurs d'activité du groupe en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi (sur lettre et enveloppe) à notre Conseil - MERCURI URVAL - 95 Avenue Victor Hugo 92563 RUEIL MALMAISON CEDEX.

INGENIEUR PRODUCTION Responsable Intégration (réf. 65575/LM)

Directement rattaché au Responsable de Production, vous prenez la tête d'une nouvelle équipe dont la cohésion et la motivation vous permettront d'assurer la montée en puissance de l'activité d'intégration.

Vos objectifs : • construire et animer une équipe qui comptera bientôt 15 Techniciens chargés de l'intégration des différents modules : scanner, cinématique, cartes électroniques... conformément à la commande client • veiller à l'évolution du potentiel humain vous permettant de répondre à nos objectifs de qualité et de productivité - délais et coûts.

Votre profil : • Ingénieur grande école électronicien • expérience d'environ 5 ans en production et en animation d'équipes • anglais nécessaire.

3614

En permanence, sur votre terminal, tous les postes INGENIEURS ET CADRES proposés par Schlumberger

Mercuri Urval

FICHET

FICHET BAUCHE, n°1 de la sécurité continue son avance technologique, il lui faut pour son Service Recherche et Développement Sécurité Electronique, un :

Vous aurez à élaborer les cahiers des charges et spécifications techniques des produits confiés, en assurer le suivi technique, coûts et plannings de développement de la conception à sa qualification, à sa commercialisation aussi. Ce poste qui est à la base du métier de

L'entreprise avec des techniques en perpétuelle évolution, demande un jeune Ingénieur ISEP, ISEN, IDN, ESIEE, SUDRIA... Nous voulons un jeune à l'aise avec lui-même, les autres, ayant écoute, rigueur et créativité. L'anglais est nécessaire.

Merci si vous êtes intéressé d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence A1 08 06 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Prenez une nouvelle orientation...

Une société d'expertise industrielle affiliée au groupe Francexpert vous propose de contribuer à son développement en devenant :

Expert Industriel

Vous prendrez en charge les missions complètes d'expertise (évaluation technique et financière des sinistres). Vous serez l'interlocuteur privilégié des Compagnies d'assurance et des industriels.

Ingénieur généraliste avec une formation en gestion (INSEAD, MBA, ISA...), vous avez une première

expérience dans l'industrie (production, ingénierie, achat...).

Un excellent sens du contact et de la négociation vous permettront de faire carrière dans un métier original, passionnant et en fort développement.

Merci d'envoyer votre candidature, sous réf. 1048/84, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75326 Paris Cedex 07.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS - LYON - SOFIA - ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

Dynamiser notre centre de fabrication Ingénieur expérimenté



4 500 personnes
2 milliards de F de CA
12 unités de production
Filiale de Sara Lee Corporation

Votre challenge est de développer les performances de notre centre de fabrication de pièces pour machines spéciales automatisées (30 personnes). Autonomie, vous gèrerez toute la production avec le souci d'une qualité totale et du respect des contraintes de vos clients internes ou externes. Vous disposez d'un matériel de haute technologie et pourriez la mise en place d'une GPO et d'une CPO. Vos initiatives permettront d'optimiser la structure et son fonctionnement, tant sur le plan humain que technique. De formation mécanique (A & M, ENSL...).

vos expériences confirmées en production ont consolidé vos qualités de terrain et votre goût pour la technique. Organisateur, vous êtes un meneur d'hommes. Une réussite dans cette mission vous ouvre de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe. Le poste est basé à Troyes. Des facilités d'installation pour votre intégration vous sont proposées.

■ Adressez votre candidature, sous réf. SCJ/M/118, à notre conseil CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon. Tél. 16 80 31 60 75

DIJON PARIS CDPA LYON BESANCON

NORDRECO AB

A RESEARCH AND DEVELOPMENT COMPANY

LA COMPETITION INTERNATIONALE SE JOUE SUR LA QUALITE DES PRODUITS ET DES SERVICES

Parce que vous savez offrir créativité et rigueur, imagination prospective et contraintes industrielles, Parce que vous avez une expérience réussie dans le secteur des produits alimentaires et des processus de fabrication, devenez notre

INGENIEUR EN DEVELOPPEMENT

La savoir-faire de NORDRECO, c'est aller la recherche au développement de produits alimentaires de longue conservation : surgelés, potages et sauces lyophilisés, plats préparés stérilisés, etc... C'est pour cela que nous souhaitons rencontrer un professionnel de formation supérieure technique (BTS IAA/ENIIV ou Ingénieur ENSIA, ESA Angers, ESIEC, votre équivalent) s'appuyant sur une expérience concrète d'élaboration et suivi de production de produits alimentaires nouveaux.

Dans un environnement stimulant et créatif, vous transformerez vos concepts en une production effective, en vous appuyant sur une équipe de chefs de cuisine, d'ingénieurs et de conseillers en home-service.

Ce poste basé en Suisse nécessite une parfaite maîtrise de l'anglais : la connaissance de l'allemand serait appréciée. Une rémunération attractive et liée à la qualification demandée est envisagée.

Notre proposition vous intéresse ? alors prenez contact en toute confiance avec notre conseil Roland HERVE qui vous garantira une totale discrétion, en lui adressant un CV détaillé, une lettre manuscrite de motivation, une photo récente et le niveau de votre rémunération.

CONTACT S.A. - 21 en Chapelle - 57000 METZ - Tél. 87 37 04 25

contact

Conseil en management et communication

CHEF DU BUREAU D'ETUDES

Membre du Comité de Direction de S.M.V., vous mettez en application la politique "Recherche & Développement" que vous avez vous-même contribué à définir avec les autres dirigeants de la société. Force de proposition, vous gèrerez la mise en œuvre des projets définis, dans le respect du calendrier fixé et du budget qui vous a été alloué et recueillez les informations émanant de sources multiples (Responsables Commerciaux, utilisateurs directs des produits, Fournisseurs etc...) pour améliorer la qualité et la performance des produits déjà existants.

Agé d'une quarantaine d'années, vous avez une formation d'ingénieur généraliste de type Arts & Métiers ou équivalent et une expérience réussie d'environ 10 ans dans un poste similaire. Fédérateur de talents, vous aimez motiver des équipes autour de projets ambitieux et vous voulez évoluer au sein d'un Groupe à vocation internationale.



Envoyer votre CV et vos prétentions à Geoffroy Vieljeux D.P.R.H. Groupe SITA - 7 rue de Logelbach - 75017 PARIS - (fax : 42.67.42.75).

L'ECOLOGIE ACTIVE

INGENIEUR... MAIS AUSSI COMMERCIAL (Centrale, ESTP, ENSPM...)

Filiale de 4 compagnies pétrolières, notre société **géostock**, est le leader mondial de l'ingénierie de stockage souterrain et réalise des projets sur les 5 continents. Avec un C.A. de 90 MF et environ 100 personnes, pour la plupart des ingénieurs spécialistes de haut niveau, notre succès est aussi assuré par les valeurs fortes qui caractérisent notre culture, comme l'autonomie, la polyvalence et le sentiment d'appartenance à une équipe. Pour consolider notre développement, nous recherchons aujourd'hui l'adjoind de notre Directeur Commercial.

Avant tout, vous vous adaptez aux aspects techniques de nos produits, tout en maîtrisant les composantes administratives, juridiques et financières afférentes à nos contrats spécifiques dans un environnement international, tant public que privé. Pilote de la négociation des projets qui vous sont confiés ou que vous générez vous-même, vous créez en interne la synergie des compétences par votre professionnalisme et votre savoir-faire.

La trentaine, vous possédez une formation d'ingénieur complétée par un 3ème cycle de gestion (ISA, IAE, MBA...). Une expérience significative dans un secteur d'activité proche (pétrole, génie civil, ingénierie...) vous a apporté expertise technique, sens relationnel et d'excellentes qualités d'expression, tant écrites qu'orales. Vous nous parlerez aussi de vos succès de négociateur. Bilingue anglais, vous maîtrisez une troisième langue (espagnol ou allemand).

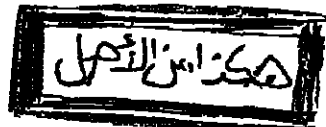
Des déplacements fréquents mais de courte durée sont à prévoir. Poste basé à Ruell-Malmaison.

Florence HADJAB vous rendra de lui faire parvenir votre C.V. et photo, sous réf. 3805A/LM, BOSSARD CARRIERES 4, rue Quatzen Rauchart 75008 PARIS



Comment, vous Legrand cherchez

legrand



REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 28 août 1991 19

Le Monde

des Secteurs de Pointe



Le centre technique des industries mécaniques

recherche un ingénieur confirmé en

DYNAMIQUE DES MACHINES ET ACOUSTIQUE

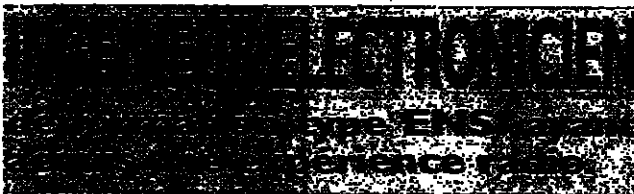
- Vous avez de très bonnes connaissances en mécanique vibratoire, calcul dynamique et acoustique, une solide expérience des problèmes industriels, le goût de l'animation et des contacts de haut niveau.
- Vous serez chargé de coordonner, au sein d'une équipe de réputation internationale, les études sur la prévision du bruit émis par les structures mécaniques vibrantes, d'utiliser et de faire développer les logiciels de calcul numérique correspondants, de valider ces outils de calcul par comparaison avec les données expérimentales.

Pour ce poste basé à SENLIS dans un cadre particulièrement agréable à 45 km de PARIS, merci d'adresser CV, photo et prétentions à CETIM - Personnel et Relations Sociales BP 67 - 60304 SENLIS Cedex.



DIRECTION REGIONALE D'ILE-DE-FRANCE

Notre activité télécommunication connaît un grand succès, nous sommes amenés à rechercher un



Conseiller technique des équipes opérationnelles et exploitation, vous préconisez des solutions aux problèmes radio qui vous sont soumis. Responsable du bon fonctionnement des installations d'environnement des relais (énergie, climatisation...), vous définissez les règles à appliquer pour les maintenir à un parfait niveau de fonctionnement. Travailler dans un environnement en pleine mutation et porteur d'évolution vous intéresse, alors, adressez votre CV, photo et prétentions à RCC, Sophie Guenot 68, Boulevard Malesherbes 75008 PARIS



UN AVENIR D'AVANCE

Ingénieur, un enjeu capital pour un manager de talent.

Pôle européen du leader mondial de l'imagerie Médicale, nous concevons, produisons et commercialisons en étroite synergie avec nos unités d'Amérique et d'Asie une gamme complète de systèmes de radiologie et de radiothérapie.

Responsable Maintenance Industrielle

pour notre site de production de Tubes à Rayons X. C'est un véritable professionnel que vous assurerez la maintenance du parc diversifié de notre usine (four de traitement sous-vide, générateurs THT 200 KV, machines spéciales...). Vous prendrez en charge la maintenance préventive, l'étalonnage des machines sensibles, la mise en service et le contrôle sécurité des nouveaux équipements. Dans le cadre de cette mission, vous animerez une équipe de 5 techniciens confirmés en maintenance industrielle.

De formation ingénieur option électrotechnique, vous possédez des connaissances en Electronique de puissance, en Vide et THT. Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans en maintenance d'équipements de production.

De réelles perspectives d'évolution vous sont offertes. Poste basé à Issy-Les-Moulineaux (92). Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous la référence RM à Pascal GUICHARD General Electric CGR - 52, boulevard Gallieni 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.



General Electric CGR



SOCIETE DE SERVICE DE RENOM INTERNATIONAL

Filiale de Techulp / IFP dans les domaines pétrolier et para-pétrolier recherche pour son siège banlieue Ouest son

INGENIEUR

Diplômé grande école (ECP-AM, INSA, ENSI...) vous avez une expérience de 10 ans environ dans le domaine pétrole, pétrochimie, agro-alimentaire, en exploitation ou maintenance.

L'anglais est exigé et la connaissance de l'espagnol serait un plus.

Disponibilité immédiate appréciée.

Si vous souhaitez rejoindre notre équipe de cadres dynamiques, adressez nous lettre manuscrite, CV, prétentions et photo à IPEDEX - SERVICE RECRUTEMENT - Réf. 867 - 366, avenue Napoléon Bonaparte - 92502 RUEIL MALMAISON.

PMI de 85 personnes, spécialisée en chimie minérale, nous réalisons les deux tiers de notre CA de 100 MF à l'export. Notre clientèle (issue du traitement de surface, de la catalyse, de l'électronique...) apprécie notre sens du service et de l'innovation. Afin de valoriser notre technicité dans d'autres segments, nous recherchons un

Responsable de Marché International

Sous l'autorité du Directeur Général, et en liaison avec notre réseau d'agents, vous analyserez les attentes du marché en vous mettant à l'écoute de nos clients. Vous rechercherez des niches originales pour nos produits existants et développerez un volume d'affaires avec les potentiels de diversification. Vous participerez à l'évolution stratégique de notre gamme.

Ingénieur ou BTS chimie minérale, une première expérience de la vente ou du marketing de produits industriels a confirmé vos qualités d'écoute et de technicien, votre sens des relations et de l'humour. Vous aimez voyager et vous parlez couramment l'anglais (l'allemand serait un plus).

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 5559 A à BERNARD JULHIET Rhône-Alpes 18, cours Suchet - 69002 PARIS.



RESSOURCES HUMAINES RHONE-ALPES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

U R G E N T

Pour division électronique d'une grande société aéronautique proche banlieue Ouest de Paris

INGENIEURS ELECTRONICIENS D'ETUDES ANALOGIQUES (Expérience 2 à 3 ANS)

ACTIVITES:
• Etudes et développement d'interfaces entrées sorties analogiques de calculateurs embarqués.

PROFIL:
• Connaissances en électronique analogique.
• Expérience industrielle. • Esprit d'équipe.

Adresser C.V. et prétent. à T21, 92 rue St Lazare 75009 PARIS ou téléphonez pour RV à François LAULAN au 42 85 38 41

Comment, vous n'êtes pas au courant ? Legrand cherche de jeunes chefs de projet à taille humaine.

Les hommes et les femmes de Legrand sont présents dans le monde entier. Ils savent écouter, s'exprimer, et progresser pour trouver des solutions toujours plus performantes et novatrices dans leur métier, l'appareillage électrique d'installation.

Domotique, électronique, équipements industriels..., ils interviennent dans tous les domaines liés à l'utilisation du courant avec la volonté de simplifier les technologies les plus sophistiquées.

Chez Legrand, ils sont chez eux. Ils ont bien fait de choisir un groupe international à taille humaine où règnent le dialogue et la convivialité. Alors, si comme eux, vous souhaitez donner une vraie dimension à votre avenir, il est temps de les rejoindre.

CA : 9,24 milliards de F - 19 900 personnes

Intéressé(e) par nos postes basés à Limoges, vous voulez mieux connaître notre environnement et rencontrer nos opérationnels ? Les journées d'entretien auront lieu sur place ou à Paris. Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M/2708, en précisant le poste choisi, à Nathalie Lavergne, Legrand SA, Service recrutement, BP 523, 87045 Limoges Cedex.



Leader mondial de l'appareillage électrique d'installation basse tension

Chef de projet XAO

Vous prendrez en charge la définition des besoins, la conception, la mise en œuvre, la maintenance d'applications CFAO dans un environnement UNIX, bases de données relationnelles, au niveau du groupe.

Votre rôle de conseil et d'assistance auprès des utilisateurs en France comme à l'étranger nécessite d'excellentes qualités relationnelles et de négociateur. Anglais apprécié.

Vous conforterez votre formation d'ingénieur généraliste, mécanique/électromécanique... dans le cadre de notre méthodologie de conduite de projets, notamment d'un atelier génie logiciel. Expérience minimum de 2 à 3 ans en informatique technique.

Chef de projet produits nouveaux

Vous serez responsable de la coordination des activités sur un ou plusieurs projets de développement de produits nouveaux, du marketing aux études produits, moyens jusqu'à la qualification de la pré-série de production.

Vous participerez à l'élaboration des spécifications, définirez le planning des différentes phases et veillerez au respect des délais, des coûts et de la qualité. Vous animerez également des groupes de travail pour répondre aux dysfonctionnements éventuels.

Gestionnaire de tempérament, vous avez une formation supérieure ENSAM / ENSI / INSA..., une expérience en bureau d'études de 2 ou 3 ans et le sens des relations transfonctionnelles en entreprise.

Chef de projet organisation

Interlocuteur de nos responsables production, gestion, magasin, technique..., vous conduirez des études d'amélioration de la performance de nos activités tertiaires. animateur de groupes de travail, vous diagnostiquerez les besoins et aiderez à la mise en œuvre de solutions d'amélioration des services en coûts, qualité et délais.

De formation Bac + 4/5, ECO, IAE..., vous conforterez votre expérience de 2 à 3 ans minimum dans la fonction organisation, dans le cadre de notre méthodologie de conduite d'études, de méthodes, analyse de la valeur administrative, relation client/fournisseur.



Le Monde de la **Fonction Commerciale**

La Régie publicitaire du quotidien
Le Monde et de ses publications
périodiques, recherche,



4 CHEFS DE PUBLICITÉ

Société de 90 collaborateurs dont 45 commerciaux, réalisant un chiffre d'affaires de 800 MF, Le Monde Publicité SA a connu une très forte expansion depuis sa création en 1986 et opère pour le compte du quotidien français le plus prestigieux, dans des secteurs diversifiés traitant aussi bien avec les plus grandes entreprises qu'avec de petits comptes qu'il faut fidéliser et développer.

2 Chefs de Publicité Emploi

De formation supérieure économique ou financière, vous avez une première expérience commerciale. Votre culture générale et votre attirance pour l'économie et la gestion des entreprises vous permettront d'être parfaitement à l'aise dans vos contacts clients (cabinets de recrutement, agences spécialisées, entreprises). Vous aimez et savez travailler en équipe et vous êtes prêt à exercer votre métier à Paris en envisageant quelques déplacements en province. Une bonne connaissance de la presse est un atout supplémentaire. (réf. 4003/M1)

1 Chef de Publicité Corporate - Finance

Habitué aux contacts de haut niveau grâce à une première expérience réussie dans le domaine commercial, vous pouvez prendre en charge la clientèle des Directeurs de la communication dans les secteurs de l'Industrie, l'Energie, le Bâtiment et également celle des responsables de collectivités locales.

Le Monde Publicité S.A.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15

Diplômé d'une école de commerce ou de niveau Bac + 4, des connaissances en marketing publicitaire constitueront un atout certain pour votre réussite. Des déplacements en province sont à envisager. (réf. 4003/M2)

1 Chef de Publicité Arts et Spectacles

Vous avez une excellente culture générale, votre très grande sensibilité à tout ce qui touche le domaine artistique, et bien sûr votre sens commercial, vous permettront de convaincre les professionnels du cinéma, du théâtre, du disque, de la musique, et du marché de l'art. Vous avez pu vérifier vos compétences dans ce domaine lors d'une première expérience acquise dans un organisme culturel. Diplômé d'un Institut de gestion d'organismes culturels ou de niveau Bac + 4, votre fibre artistique, votre curiosité et votre imagination feront la différence. (réf. 4003/M3)

Tous ces postes sont à pourvoir dès la rentrée. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence du poste choisi, à l'attention de M^{me} Françoise Huguet :

Le Monde de la **Secteurs Pointe**

Pour importante société Aéronautique, nous recherchons :
INGENIEURS
GRANDES ECOLES, DESS, DEA, DOCTORATS.
Options : AERODYNAMIQUE, MECANIQUE DES STRUCTURES ET DES FLUIDES, VIBRATIONS
Activité : Recherches, développement et suivi des essais.
TECHNICIENS
DUT GENIE MECANIQUE/THERMIQUE
Tous ces postes s'adressent à des débutants. Disponibles immédiatement. Anglais souhaité.
Lieu de travail : banlieue Sud
Adressez C.V. et prétentions à T21, 92, rue Saint Lazare 75009 Paris ou téléphonez pour rendez-vous à François LAULAN au 42.85.38.41.

SITUB SA
Jeunes ingénieurs, notre développement et votre évolution vont de pair.
SITUB SA, plus de 700 personnes, filiale du Groupe européen STORM (16 000 personnes), TUYAUTERIE, MAINTENANCE, MECANIQUE en raffinage, chimie, nucléaire... Pour faire face au développement de nos Directions régionales Nord-Est et Normandie (environ 200 personnes par site), nous recherchons :
Sous la responsabilité du Directeur régional, vous participez au fonctionnement du site dans tous ses aspects : devis, préparation des affaires, suivi commercial technique et budgétaire, gestion du personnel et des équipements...
Si vous souhaitez vous investir dans une fonction "terrain" et polyvalente, nous vous proposons de rejoindre notre société, où de réelles perspectives de carrière vous sont offertes.
Merci d'adresser votre candidature, CV et photo, à la région choisie, à SITUB SA, BP 232, 51100 Troyes ou d'appeler Monsieur Jorjani au 03 26 31 11 11.

Le Monde de l' **Informatique**

OFFENSIVE BULL

Jeunes Diplômés BAC + 5

voire formation scientifique vous ouvre les portes de notre informatique.

Dès votre arrivée dans notre groupe, vous recevrez une formation intensive (6 mois) de très haut niveau vous permettant d'acquies une véritable expertise informatique pour devenir

alors saisissez cette opportunité !
Adressez vite votre dossier de candidature, sous réf. 27.08/M, à BULL SA - Martine RAZAFI - Service Recrutement - 94, av. Gambetta 75990 Paris Cedex 20.

Ingénieurs Informaticiens

Vous évoluerez, au sein de petites équipes, dans un environnement professionnel rompu aux plus hautes technicités.

Réseaux et systèmes d'information

Si vous êtes motivés pour participer au développement de projets d'envergure nationale et internationale,



Société d'ingénierie informatique nous concevons et réalisons des logiciels de base et d'application pour les grands projets du futur en automatismes industriels, aéronautiques, espace et télécommunications. Ingénieur grande école, universitaire, attiré par l'informatique technique, vous souhaitez développer vos compétences en programmation, logiciel, traitement d'images, process, simulation, réseaux.

Venez partager notre passion.
INFORMATIQUE POUR LES TECHNIQUES AVANCEES
5 avenue du Maréchal-Juin, 92100 Boulogne.

ingénieurs logiciel



LA MUTUELLE GÉNÉRALE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

1 CHARGÉ(E) d'ÉTUDES

Votre mission :
- Intervenir dans 140 Centres de travail et des établissements du projet Paie. Vous traiterez de dossiers et situations complexes, proposerez des solutions et les mettrez en application.
Votre profil :
- Maîtrise de droit.
- Bureautique (tableur).
- Qualités relationnelles essentielles.
- Rigueur et initiative.
Poste situé à Paris à pourvoir rapidement. Adressez C.V. + photo et lettre de motivation au MONDE PUBLICITE, sous n° 8.380 15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Cedex 15.

634 000
LECTEURS
CADRES
SUPÉRIEURS,
le Monde
est
la première
source
d'information
des
cadres
supérieurs.

(IPSOS 90)

ADJOINT DU SECTEUR

NOUVELLE FORME

Le Monde

LE MONDE INFORMATIQUE

PREMIER EMPLOI

GESTION ET FINANCES

RESSOURCES HUMAINES

JURISTES

CADRES

FONCTION COMMERCIALE

INFORMATIQUE

SECTEURS DE POINTE

LE MONDE DES DIRIGEANTS

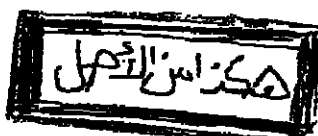
CARRIÈRES EUROPÉENNES

EN ENTREPRISES

LE MONDE INTERNATIONAL

Section Economie

LE MONDE DES CARRIÈRES



Le Monde des Cadres

GRUPE DE PME : ADJOINT DU SECRETAIRE GENERAL DOMINANTE GESTION

Avec plus d'un demi-milliard de Francs de chiffre d'affaires, nous sommes un Groupe de PME en croissance et cherchons à renforcer à PARIS notre équipe de Direction.

Notre Secrétaire Général souhaite trouver un Adjoint qui, au départ, s'impliquera plus particulièrement dans des missions de contrôle de gestion industrielle et commerciale pour les diverses branches du Groupe ainsi que dans la vie juridique de la Société (droit des sociétés - contentieux social...). Ce poste doit évoluer vers une Direction Financière et Comptable.

A 35 ans environ, diplômé d'études supérieures (ESC, IEP + DECS, Dauphine...), vous avez l'expérience du contrôle de gestion acquise au moins en partie dans le secteur industriel au sein d'une grosse PME ou en filiale.

Vous êtes rigoureux, concret, travailleur et... discret.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à notre Conseil COR'EX 11, avenue Myron T. Herrick - 75008 PARIS, sous la réf. ASGLM.

COR'EX
CONSEIL DE RECHERCHE

FEHAP Obligation d'Emploi des Travailleurs Handicapés créé, pour la mise en oeuvre de l'accord de branche agréé le 10 Juin 1991, le poste de

Directeur

Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance privée à but non lucratif, nous regroupons plus de 1800 Etablissements et services sociaux, médicaux et médico-sociaux. Parmi nos adhérents, nous comptons plus de 250 Etablissements assurant aux personnes handicapées la formation professionnelle, la rééducation, la réinsertion professionnelle ou le travail protégé (CAT).

Agent décidé de nous engager dans une politique ambitieuse d'emploi des travailleurs handicapés, nous avons négocié et conclu avec les partenaires sociaux un accord de branche relatif à cette obligation d'emploi.

Dans le cadre de cet accord qui s'attache spécialement aux mesures de préparation de l'embauche, de formation aux postes de travail, de déplacement, voire de logement, nous recherchons un Directeur.

Professionnel dans ce secteur, familier de la vie associative, doté d'une bonne compétence dans le domaine de la formation et capable d'assumer des responsabilités financières, il adhèrera à la philosophie de l'accord de branche dont il se montrera un représentant convaincu et convaincant. Le nécessaire rayonnement de son activité au niveau national entraînera une réelle mobilité et un fort investissement personnel. Négociateur averti, sociable du travail en équipe, il sera l'animateur principal de notre objectif.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous la référence 3432 M

CORT

12, Rue Hamelin 75116 PARIS
Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

NOUVELLE FORMULE A partir du 2 SEPTEMBRE 3 JOURS D'EMPLOI

dans **Le Monde**

Mardi daté Mercredi :
LE MONDE INITIATIVES

PREMIER EMPLOI
BAC +2, +3, +4

GESTION ET FINANCES
RESSOURCES HUMAINES
JURISTES
CADRES
FONCTION COMMERCIALE
INFORMATIQUE
SECTEURS DE POINTE

L'emploi dans LE MONDE c'est aussi :

Lundi daté Mardi :
Section Economie

LE MONDE DES DIRIGEANTS
postes à + de 400 KF

CARRIÈRES EUROPÉENNES
EN ENTREPRISES
couplage avec 9 journaux
européens

LE MONDE
INTERNATIONAL
postes basés à l'étranger

Mercredi daté Jeudi :
Section Economie

LE MONDE DES CARRIÈRES
Tous les postes à pourvoir en FRANCE
comme à l'ÉTRANGER

PARSONS SCHOOL OF DESIGN - PARIS 14, rue Letellier, 75015 PARIS

Programme universitaire de 4 ans offrant
le « Bachelor of Fine Arts » américain - 200 étudiants
Branches françaises de la Parsons School of Design, New York
CHERCHE

DIRECTEUR

- Connaissance du système éducatif américain et européen en art et design.
- Expérience d'administration avec capacité de développement et d'exploitation.
- Bilingue anglais/français.

CV au Comité de Recherche - Parsons Paris, avant le 30-9-1991

Gérer et développer nos ressources humaines

Toulouse

Pour notre groupe de dimension nationale spécialisé dans le service aux entreprises, nos ressources humaines (1500 pers) sont essentielles. Notre croissance (CA + 20 % par an) est très soutenue et nous cherchons un cadre à fort potentiel qui gèrera l'évolution de nos équipes dans ce contexte de développement. Rattaché au Directeur Administratif et Financier du groupe, vous serez en liaison permanente avec l'ensemble de nos filiales. A la fois conseiller et réalisateur de notre politique sociale, vous aurez pour principale mission de proposer et de mettre en oeuvre des outils spécifiques de gestion et d'administration des ressources humaines ainsi que des actions visant à développer un climat social motivant, valorisant notre professionnalisme.

De formation supérieure, vous avez déjà activement participé à des actions similaires au sein d'entreprises en pointe dans le domaine social. Votre sens du dialogue, votre force de proposition et de négociation vous permettront de réussir dans ce poste enrichissant et évolutif.

Adressez votre dossier sous la réf. D.219/M à D. FOSSAT OBERTHUR CONSULTANTS 49, rue Saint-Roch 75001 PARIS.

Oberthur Consultants

DIRECTEUR DE LA MISSION LOCALE DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES

30 ans minimum, de formation Bac + 4 en Economie ou Psychologie du travail, vous aurez à traiter, auprès d'un public jeune, de dossiers concernant l'insertion, la santé, l'emploi, la formation, la prévention, les loisirs et la culture. Vous serez en liaison avec les partenaires institutionnels, économiques, politiques et administratifs. Vous animerez et dirigerez une équipe pluridisciplinaire répartie sur plusieurs sites et devrez gérer le budget de la mission locale.

Rigueur, dynamisme, très forte disposition pour les Relations Humaines et la direction des hommes, sont les qualités souhaitées pour ce poste à responsabilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à l'attention de Monsieur le Président du SAN - BP 46 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Consultant formateur

Notre cabinet conseil en management des ressources humaines, créé en 1973, avec 18 personnes et 4 implantations, est en progression de 30 % par an sur les 5 dernières années.

Nous créons ce poste dans le cadre du développement de notre département formation. Vous êtes motivé par la réalisation, en intra, d'importantes Formations - Actions en management répondant à la spécificité des besoins de nos clients.

De formation Bac + 4, notre expérience de l'entreprise vous a permis de faire reconnaître vos compétences et d'acquiescer la culture de vos interlocuteurs.

Après apprentissage de nos méthodes et outils, nous vous associerons à leurs évolutions.

■ Adressez votre candidature, sous référence SCIL30, à notre Département formation, CDPA, 52 bd Carnot, 21000 Dijon. Tél. : (03) 80.31.60.75.

DJON PARIS **CDPA** LYON BESANCON



LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DE FRANCE TELECOM

recherche le

responsable de son département de sociologie

Rattaché(e) à la direction des ressources humaines de la direction générale, votre activité principale, outre la direction et l'animation du département de sociologie, sera de concevoir et de mettre en oeuvre l'observatoire social de France Telecom au plan national.

Vous devrez élaborer les hypothèses de recherche, définir les méthodes d'observation et concevoir le dispositif de recueil de l'information dont vous devrez assurer la mise en oeuvre.

Vous assurerez l'analyse des données, leur mise en forme et leur présentation.

Titulaire d'un doctorat de sociologie ou diplômé d'une grande école avec une spécialisation en sociologie des organisations, vous avez une expérience de cinq à dix ans en entreprise ou en cabinet de conseil dans une fonction similaire.

Vous devez impérativement maîtriser les techniques statistiques requises par l'analyse des données quantitatives.

Une formation en gestion serait un atout supplémentaire.

Votre réussite, dans ce poste, repose sur votre capacité à animer l'équipe de travail, à orienter son action et à réguler son activité.

Elle tient également à votre aptitude à prendre en compte les besoins d'information des responsables de la politique de gestion des ressources humaines, à y apporter les réponses appropriées et à communiquer en termes opérationnels les résultats de l'observation sociale.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions à :
M. TREPO - France Telecom, DG-DRH,
6, place d'Alger, 75005 PARIS CEDEX 15.

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

organise un concours sur épreuves
(externe et interne) portant recrutement d'

INSPECTEURS DES SERVICES SANITAIRES ET D'ACTION SOCIALE du Cadre Départemental

Postes ouverts à ce concours :
• Concours externe : 20 • Concours interne : 10

CONDITIONS

- **Concours externe**
 - Etre de nationalité française.
 - Etre âgé(e) au 1^{er} janvier de l'année du concours de 35 ans au plus (sauf dérogations exceptionnelles prévues par dispositions particulières en vigueur).
 - Etre titulaire de l'un des diplômes requis pour la participation au concours externe d'entrée à l'Ecole Nationale d'Administration.
- **Concours interne**
 - Etre âgé(e) de 40 ans au 1^{er} janvier de l'année du concours.
 - Aux fonctionnaires et agents relevant du Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale (Santé ou Travail), aux personnels des établissements publics définis à l'article L 792 du code de la Santé Publique ainsi qu'aux agents des collectivités locales sous réserve qu'ils exercent leurs fonctions dans un service à caractère social.
 - Les candidats devront en outre avoir accompli au 1^{er} janvier de l'année du concours 4 ans de services civils dont 2 ans au moins dans un corps de catégorie B.

DATE LIMITE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS

- Vendredi 20 septembre 1991, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

DATE DES ÉPREUVES ÉCRITES

- Mardi 22 octobre 1991 : Mercredi 23 octobre 1991.

RETRAIT DU DOSSIER D'INSCRIPTION

Se présenter à la : Direction du Personnel Départemental
2, r. Tirard, 94000 Créteil (métro Créteil-Université). T. 43-89-84-12

TOUTE CORRESPONDANCE DOIT ÊTRE ADRESSÉE À :

M. le Président du Conseil Général - Hôtel du Département du Val-de-Marne
Direction du Personnel Départemental - 1^{er} Bureau - Recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle, 94011 Créteil Cedex

MARCHÉS FINANCIERS

En versant 4 à 5 milliards de dollars

L'émirat d'Abou-Dhabi serait prêt à participer au sauvetage de la BCCI

L'émirat d'Abou-Dhabi serait prêt à contribuer pour 4 à 5 milliards de dollars (24 à 30 milliards de francs) à un plan de sauvetage de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), dont il est le principal actionnaire, si le gouvernement britannique le lui demandait, a affirmé lundi 26 août un avocat impliqué dans les efforts de relance de l'établissement.

Ce dernier, M. Sarosh Zaiwalla, a déclaré à l'agence Reuters que l'émirat avait manifesté une telle volonté lors d'entretiens avec un député de l'opposition travailliste britannique, M. Keith Vaz, qui vient d'effectuer une visite à Abou-Dhabi. L'avocat a ajouté que les coutumes de la région faisaient qu'une demande officielle du gouvernement et de la Banque d'Angleterre serait préalablement nécessaire.

M. Sarosh Zaiwalla, qui défend les intérêts de clients britanniques de la BCCI, a entamé des poursuites judiciaires contre le cabinet Price Waterhouse, le commissaire

aux comptes de la banque. M. Keith Vaz, qui rendait compte de ses entretiens à Abou-Dhabi, s'est déclaré prudemment optimiste quant aux chances de sauvetage de la BCCI. Il a fait état de progrès dans les négociations entre l'émirat et les administrateurs judiciaires de la BCCI, qui ont jusqu'au 2 décembre pour présenter un plan de relance.

Pendant ce temps, le sort des agences de la BCCI évolue de façon différente selon les pays. En Jordanie, trois divisions solvables de la BCCI seront vendues samedi 31 août, a annoncé le directeur général de la banque dans le royaume.

D'un autre côté, la succursale jamaïcaine est en voie de liquidation, a indiqué, lundi 26 août, la Bank of Jamaica, banque centrale du pays. Le gouvernement jamaïcain a été le plus gros déposant dans cette agence (12,96 millions de dollars), qui avait été utilisée comme garantie additionnelle pour un prêt à la Jamaïque de 19 millions de dollars de la branche californienne de la BCCI.

Après les irrégularités commises sur le marché américain

La suspension de Salomon Brothers est demandée à la Chambre des représentants

Le président de la commission bancaire de la Chambre des représentants, M. Henry Gonzalez, a demandé, lundi 26 août, la suspension de la firme de courtage Salomon Brothers du marché des bons du Trésor américain en raison des irrégularités commises sur ce marché. «Le risque de violations futures par Salomon Brothers ne peut pas être estimé avant la fin de l'enquête et la firme ne devrait pas conserver son statut d'opérateur de premier rang sur le marché des bons du Trésor tant que l'enquête menée par le Fed, la Securities and Exchange Commission et le département de la justice n'est pas

achevée», écrit M. Gonzalez dans une lettre adressée à M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale (Fed).

La veille, dimanche 25 août, le nouveau président de Salomon Brothers, M. Warren Buffett, avait démissionné de la présidence de la firme, remplacé par Donald Feuerstein pour le poste de responsable juridique. M. Buffett avait demandé la démission de M. Feuerstein en raison de son silence pendant plusieurs mois sur les irrégularités commises par Salomon Brothers lors d'adjudications de bons du Trésor durant l'hiver 1990 et le printemps 1991.

EN BREF

□ L'Iran double sa participation à la Société financière internationale (Banque mondiale). - Le Parlement iranien a autorisé le gouvernement à doubler sa participation à la Société financière internationale, filiale de la Banque mondiale, spécialisée dans les prêts au secteur privé. En avril, le Parlement avait déjà autorisé le gouvernement à presque doubler sa participation au FMI, jusqu'à concurrence de 1,4 milliard de dollars. La Société financière internationale envisage de participer aux projets d'investissements industriels à long terme en Iran, a affirmé M. Ali Naghi Khamouchi, président de la Chambre de commerce iranienne. Pour «moderniser l'industrie en Iran, l'Iran a besoin de ressources financières en rials et en devises», a estimé M. Khamouchi. - (AFP)

Information SICAV

Les SICAV ELICASH et MONE J ont décidé d'adopter les dispositions du décret n° 91-605 du 27 juin 1991.

A compter du 2 septembre 1991, les SICAV ELICASH et MONE J pourront donc investir jusqu'à 25% de leurs actifs au lieu de 10% en obligations ou titres de créances négociables émis par un établissement de crédit et notés par une agence de notation agréée. La limite globale de 40% de l'actif pour l'ensemble des titres représentant plus de 5% reste applicable.

Les SICAV publieront chaque trimestre la composition de leur actif, en faisant apparaître distinctement les titres détenus, par dérogation, au-delà des ratios habituels.

SEGESPAR
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

NEW-YORK, 26 août ↓

Pause

Une séance pour rien, ou presque, lundi à Wall Street. Après avoir évolué assez irrégulièrement dans une fourchette d'une quinzaine de points autour de son niveau précédent, l'indice Dow Jones des industriels s'est finalement dressé à la cote 3 038,36 avec une perte insignifiante de 0,88 point (-0,03%). Le bilan général a été assez équilibré. Sur 2 084 valeurs traitées, 616 ont baissé, 739 ont monté et 529 n'ont pas varié.

Après avoir battu tous ses records d'altitude, le volume du week-end, le marché s'est donc offert une petite pause. La très nette baisse de l'activité en témoignage avec seulement 128,40 millions de titres échangés contre 188,92 millions vendredi dernier. Wall Street est entrée dans une phase de consolidation. Certains estiment même que le «Dow» pourrait revenir à la cote 2 900 avant de rebondir. Dans l'immédiat, les investisseurs espèrent qu'un URSS les pressions indépendantes conduiront à la création de nouvelles économies de marché. D'autre part, les signaux de reprise économique aux États-Unis soulignent toujours la demande, mais la crainte d'une hausse des dépenses de la dette publique a été reprise à 8,5% (contre 8,13% des bons du Trésor à trente ans).

VALEURS	Cours du 26 août	Cours du 27 août
Alcoa	89 1/2	89 7/8
AT&T	38 1/2	38 1/2
Boeing	38 1/2	38 1/2
Chrysler	20 3/4	20 3/4
Du Pont de Nemours	41 1/2	41 1/2
General Electric	41 1/2	41 1/2
IBM	112 1/2	112 1/2
Intel	39 1/2	39 1/2
Microsoft	74 3/4	74 1/2
Motorola	37 1/2	37 1/2
Novartis	37 1/2	37 1/2
Rockwell	94 1/2	94 1/2
Sony	85 1/2	85 1/2
Telcel	85 1/2	85 1/2
Philips	64 1/2	64 1/2
Siemens	64 1/2	64 1/2
Yamaha	64 1/2	64 1/2
U.S. Steel	121 1/2	121 1/2
Union Carbide	43 1/2	43 1/2
Union Pacific	43 1/2	43 1/2
Westinghouse	24 1/2	24 1/2
Xerox Corp.	89 1/2	89 1/2

LONDRES 26 août

Clos

Le marché britannique était fermé lundi en raison du «Summer Bank Holiday».

Les maisons de titres japonaises dans l'illégalité depuis 1984

Les maisons de titres japonaises indisciplinées leurs clients pendant des années, depuis 1984, a indiqué lundi 26 août le ministre nippon des Finances, Ryusiro Hasegawa. «Nous ne pouvons pas dire qu'il n'y avait pas de compensation», a déclaré M. Hasegawa devant la commission du budget de la Chambre haute, avant de reconnaître que les maisons de titres japonaises ont pu profiter de ces abus n'avaient pas été efficaces. Le ministre a également déclaré que certaines de ces maisons avaient été interdites avant 1983. Plus de 600 clients, pour la plupart investisseurs institutionnels, ont été indemnisés par les firmes de courtage japonaises depuis 1987 pour un total de 123 milliards de dollars (7,38 milliards de francs).

FAITS ET RÉSULTATS

□ Dumail-Loeb provisionne 120 millions de francs suisses. - Les actionnaires de la banque Dumail-Loeb (Suisse) SA, à Genève, ont voté la provision de 120 millions de francs suisses (465 millions de francs) pour parer aux pertes qui pourraient résulter des opérations frauduleuses découvertes récemment à la Bourse de Milan, a déclaré lundi 26 août le sous-directeur du secrétariat de la Commission fédérale des banques (CFB), M. Daniel Zuberbühler. Il a précisé d'autre part que les actionnaires ont également voté la démission de M. Carlo De Benedetti, ont libéré ce montant le 19 août, permettant à la banque genevoise de poursuivre ses activités. Les opérations frauduleuses ont été réalisées par Assets Development Bank, à Genève, ayant qu'elle ne fusionne avec Dumail-Loeb Banque (Suisse) le 20 juin dernier et devienne avec cette dernière la banque Dumail-Loeb (Suisse) (le Monde du 27 août).

□ Les actionnaires principaux de la CSEEC s'opposent à l'augmentation. - Après Quindal, actionnaire principal de la CSEEC (Compagnie des signaux et d'équipement électroniques), les deux autres porteurs de parts importants, l'italien Finmeccanica, avec environ 12%, et la firme de négoce de vins GLP, qui a franchi la semaine dernière le seuil des 10%, ont opposé leur intuition de s'opposer à l'augmentation de capital lancée par la CSEEC. Affirmant que Finmeccanica «croit dans la CSEEC», la société italienne a indiqué que ses objectifs «sont et restent ceux d'une coopération industrielle». De son côté, GLP a annoncé sa participation à l'opération. «Nous participons un peu à la souscription», a déclaré à l'agence Reuters un responsable de la société, mais sans préciser à quel niveau. Ce dernier a également ajouté que sa firme avait encore acquis des titres CSEEC vendredi 23 août, séance durant

PARIS, 27 août ↓

Consolidation

Après cinq séances placées sous le signe de la fermeté et 10% de hausse, la Bourse de Paris a été contrainte mardi de faire volte face. L'effacement en début de matinée (-0,23%), la tendance devait par la suite s'alourdir un peu sur des ventes bénéficiaires. Vers 13 heures, l'indice CAC 40 accusait un retard de 0,67%. Plus tard dans la journée, il s'inscrivait à 0,52% au-dessus de son niveau précédent.

Premier revers ou consolidation? Les professionnels privilégient la deuxième hypothèse. Un jour où l'autre, le facteur technique aurait été anéanti à l'heure, l'euphorie n'a pas encore laissé la place au déclin. Mais les investisseurs se prennent à réfléchir que, découragés, tout n'est pas rose. Les perspectives de développement économique en URSS sont une chose. Lancer l'opération en est une autre. La preuve en est : aux États-Unis, la reprise continue d'avoir des ratés. Si les commandes de biens durables ont bondi de façon surprenante, la grille n'a pas encore touché l'industrie automobile et s'en faut de loin. Sous les lampes, les investisseurs attendaient avec beaucoup d'impatience la publication des données statistiques américaines, qui doit s'étaler jusqu'à la veille du week-end. Côté français, la situation ne s'arrange pas. Le déficit commercial pour le mois de juillet s'est aggravé à 4,2 milliards de francs contre 3,78 milliards en juin. Le chômage pour le même mois continue lui aussi à augmenter avec 42 600 personnes sans emploi en plus (+1,6%). Le marché s'est, certes, déjà plus ou moins intégré ces données. Mais de l'avis général, les investisseurs ont trouvé sage, après une longue étape de hausse, de mettre un peu le pédalier. L'absence de la clarification un peu les idées. La crainte des affaires en déclin avec 1 milliard de francs de transactions à mi-séance.

TOKYO, 27 août ↑

Une fragile reprise

Après deux nouvelles séances de baisse, le Nikkei-cho s'est un peu redressé en début de semaine. Mais la reprise enregistrée dès les premières cotes n'a pas entièrement tenu. En hausse de 0,54% (+118,14 points) à mi-parcours, l'indice Nikkei n'a finalement réussi qu'à conserver la moitié de son avance pour s'écarter en clôture à la cote 21 641,30, soit avec un gain de 49,03 points (+0,23%). Privés de toute orientation, les investisseurs, craignant de voir gâcher par les arbitragistes ne dénotent pas massivement leurs positions. D'où un certain effacement, qui pourrait se prolonger jusqu'à la fin du mois. Cependant, le fait que le thermomètre du marché se soit maintenu au-dessus de son niveau de l'année dernière rassure un peu. L'activité a encore diminué à 170 millions de titres seulement ont changé de main contre 200 millions la veille.

VALEURS	Cours du 27 août	Cours du 28 août
Alcoa	1040	1040
Boeing	1026	1010
Canon	1450	1440
Daewoo	2650	2640
Hitachi	1430	1420
Honda Motor	1550	1550
Marubishi Electric	1550	1550
Sumitomo	1550	1550
Sony Corp.	5800	5800
Toyota Motor	1540	1540

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3434	3448	Imtech Industrie	829	827
Amatel	250	250	Imtech Compagnie	158	158
B.A.C.	136	140	LP&M	77	77
Banque Paribas	800	806	Lucas Leleu	250	248
Banque Paribas	354	352	Lucas Leleu	70	70
Banque Paribas	218 50	218 50	Lucas Leleu	118	111 40
CAL de P. (C.C.I.)	988	980	Lucas Leleu	155	155
Carrefour	400	400	Lucas Leleu	400	400
Cedex	688	688	Lucas Leleu	710	700
C.E.S.E.P.	141	140	Lucas Leleu	300	300
C.F.P.I.	270	270	Lucas Leleu	155	155
C.M.I.	900	898	Lucas Leleu	100	100
Chadema	270	276	Lucas Leleu	378 50	378 50
Comptex	1000	1000	Lucas Leleu	130	130
Cosma	180	196 60	Lucas Leleu	278	270
Daphin	407	408	Lucas Leleu	333 50	333
Delaunay	1300	1350	Lucas Leleu	270	270
Delaunay Worme Co.	390	390	Lucas Leleu	158	158
Delaunay	940	939	Lucas Leleu	88 50	88 50
Delaunay	348	350	Lucas Leleu	758	758
Delaunay	134 80	134			
Delaunay	201	205			
Delaunay	255	259 40			
Delaunay	130	128 20			
Delaunay	188	188			
Delaunay	395	395			
Delaunay	156	158			
Delaunay	702	705			
Delaunay	950	950			
Delaunay	207	205			
Delaunay	122 10	122 10			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

National 10% - Cotation en pourcentage du 26 août 1991

Nombre de contrats : 16 476

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dax	185,62	185,76	185,76
Préfixé	185,68	185,76	185,76

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
106	0,08	0,09

CAC 40 A TERME (MATIF)	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
106	0,08	0,09	0,11

COURS	Août	Septembre	Octobre
Dax	185,62	185,76	185,76
Préfixé	185,68	185,76	185,76

CHANGES	Dollar	5,9475 F
---------	--------	----------

BOURSES	PARIS (INSEE base 100 : 28-12-90)	23 août	26 août
Industrielles	118	115,3	115,3
Valeurs étrangères	117,7	115,3	115,3
Indice général CAC	471,6	469,77	469,77
Indice général CAC	371,6	371,6	371,6
Indice CAC 40	183,65	183,38	183,38

NEW-YORK (indice Dow Jones)	23 août	26 août
Industrielles	3 046,25	3 039,36
Indice général CAC	471,6	469,77
Indice général CAC	371,6	371,6
Indice CAC 40	183,65	183,38

FRANCFORT	26 août	27 août
Dollar (en DM)	1,7519	1,7515
Dollar (en yen)	137,82	137,85

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)	Paris (27 août)	9 1/16 - 9 3/16 %
New-York (26 août)	5 3/8 %	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
\$ E.-U.	5,9390	5,9416	5,9416	5,9416
\$ Can.	5,1937	5,1977	5,1977	5,1977
Yen (100)	4,3378	4,3398	4,3398	4,3398

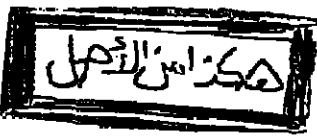
TAUX DES EUROMONNAIES	1/2	3/4	1	1 1/4	1 1/2	2	3	6	12
\$ E.-U.	5,9390	5,9416	5,9416	5,9416	5,9416	5,9416	5,9416	5,9416	5,9416
\$ Can.	5,1937	5,1977	5,1977	5,1977	5,1977	5,1977	5,1977	5,1977	5,1977
Yen (100)	4,3378	4,3398	4,3398	4,3398	4,3398	4,3398	4,3398	4,3398	4,3398

LA BOURSE EN DIRECT	LE MONDE DE LA BOURSE	Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse
---------------------	-----------------------	---

BOURSE	36-15 LEMONDE
--------	---------------

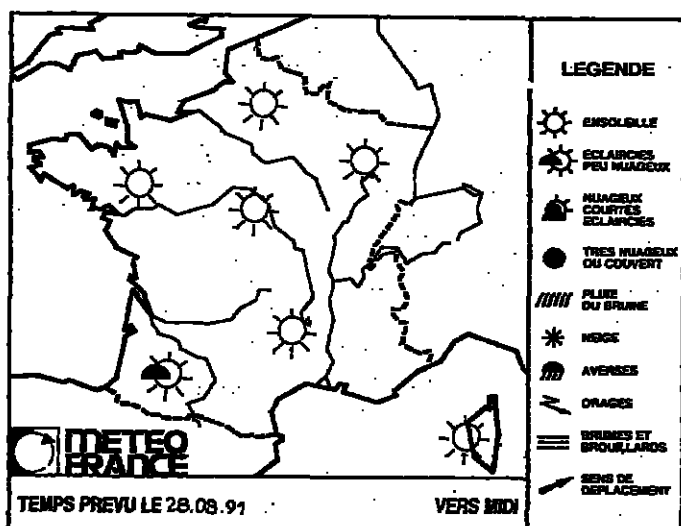
M. Lang évoque l'idée d'un « pourcentage minimum » de musique francophone à la radio

... ..

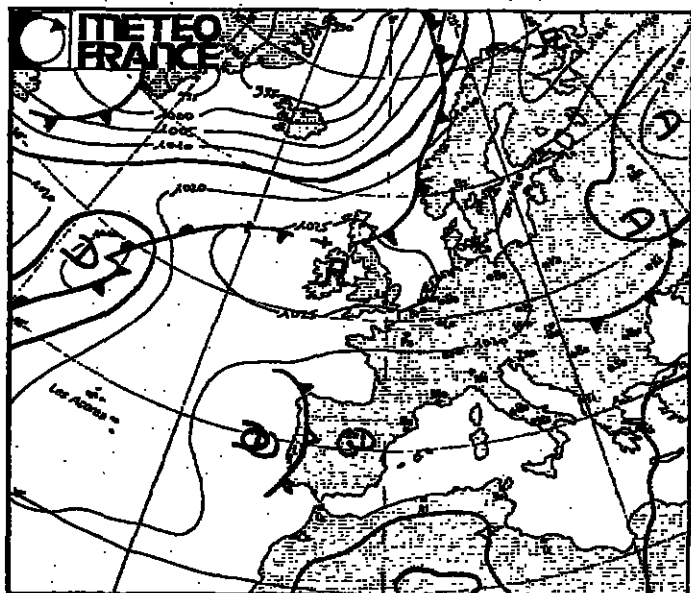


MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 28 août 1991
Soleil



SITUATION LE 27 AOÛT 1991 A 0 HEURE TU

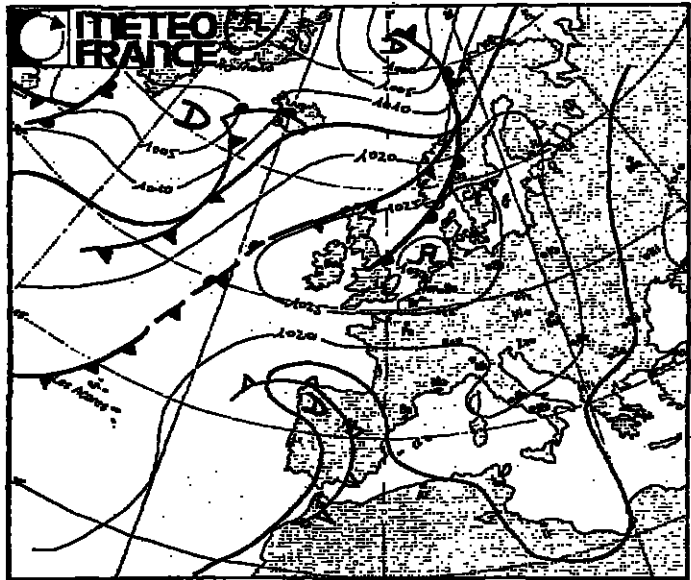


Jeu de temps dans le Sud-Ouest. - Le temps sera bien dégage dès le matin après quelques brumes éparses dans le Centre-Est. Cependant des bancs de nuages blancs envahiront le Sud-Ouest, puis l'après-midi toutes les régions de l'Ouest jusqu'en Bretagne et en Normandie. Ces nuages deviendront plus épais l'après-midi sur Aquitaine, Midi-Pyrénées et Limousin. Le temps deviendra lourd sur ces régions et des orages isolés éclateront, en particulier sur les Pyrénées et les contreforts ouest du Massif Central.

Les températures seront généralement agréables le matin : entre 15 degrés et 20 degrés du Nord-Ouest au Midi et autour de 12 degrés sur le quart Nord-Est.

L'après-midi elles dépasseront 30 degrés sur la moitié Sud jusqu'à atteindre localement 37 degrés dans le Bassin Aquitain. Sur la moitié Nord des valeurs autour de 27 degrés à 28 degrés seront générales.

PRÉVISIONS POUR LE 29 AOÛT 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs observées relatives entre le 26-8-1991 à 18 heures TU et le 27-8-1991 à 6 heures TU								le 27-8-91			
FRANCE											
ALGER	31	17	D	TOULOUSE	35	19	C	LOS ANGELES	25	18	N
BARCELONE	31	17	D	TOURS	31	16	D	LUXEMBOURG	25	13	D
BORDEAUX	31	17	D	POINTE-A-PRE	30	16	A	MADRID	35	19	N
BRESCIA	31	17	D	ÉTRANGER				MARRAKECH	36	21	F
BRESCIA	31	17	D	ALGER	39	22	D	MEXICO	24	14	O
BRESCIA	31	17	D	AMSTERDAM	29	22	D	MILAN	32	19	D
BRESCIA	31	17	D	BERGAMO	30	22	D	MONTREAL	28	19	N
BRESCIA	31	17	D	BELGIUM	29	22	D	MOSCOW	17	12	D
BRESCIA	31	17	D	BANGKOK	34	26	C	NEW-YORK	21	18	D
BRESCIA	31	17	D	BARCELONE	32	22	C	OSLO	20	15	D
BRESCIA	31	17	D	BELGRADE	29	20	N	PALMA-DE-MAJ	33	23	D
BRESCIA	31	17	D	BELGIUM	29	20	N	PERIN	31	23	D
BRESCIA	31	17	D	BREITENBURG	21	13	D	RIO-DE-JANEIRO	24	18	D
BRESCIA	31	17	D	LE CAIRE	30	19	D	ROME	31	25	D
BRESCIA	31	17	D	COPENHAGEN	20	11	D	SINGAPOUR	31	25	D
BRESCIA	31	17	D	DANMARK	20	11	D	STOCKHOLM	21	13	D
BRESCIA	31	17	D	DELHI	26	21	F	SYDNEY	19	7	N
BRESCIA	31	17	D	MERSEA	24	19	D	TOKYO	32	23	N
BRESCIA	31	17	D	GENEVE	29	18	D	TUNIS	36	19	D
BRESCIA	31	17	D	HONGKONG	29	22	D	VARSOVIE	19	12	C
BRESCIA	31	17	D	ISTANBUL	27	18	D	VERONE	25	20	D
BRESCIA	31	17	D	JERUSALEM	29	17	D	Vienne	26	16	N
BRESCIA	31	17	D	LESBANE	26	19	D				
BRESCIA	31	17	D	LONDRES	27	14	D				
A	B	C	D	N	O	P	T	*			
avec	brume	ciel couvert	degrés	ciel nuageux	orage	plus	tempête	neige			

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▷ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 27 août

TF 1
20.40 ▶ Téléfilm : Le Complot du Renard. Comédie d'espionnage pendant l'Occupation.
23.20 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
0.15 Spécial sport : Athlétisme (résumé).

A 2
20.45 Cinéma : Chouans ! Film français de Philippe de Broca (1988). Avec Philippe Noiret, Sophie Marceau, Lambert Wilson.
23.05 Téléfilm : Insect. Un monstreux parasite.

FR 3
20.48 Documentaire : Mafia rouge.
21.48 Soir 3.
22.05 Téléfilm : Mafia rouge.

CANAL PLUS
20.30 Cinéma : Les Aventures du baron de Münchhausen. Film britannique de Terry Gilliam (1988). Avec John Neville, Eric Idle, Valentine Corresse.

22.30 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Perfect. Film américain de James Bridges (1985). Avec John Travolta, Jamie Lee Curtis, Anne de Sève.

LA 5
20.45 Téléfilm : Bahamas connection. Une unité d'élite tente de mettre fin aux activités de trafiquants redoutables.
22.30 Téléfilm : La Légion de l'algale. Des découvertes informatiques « secret-défense » ont disparu.
0.05 Journal de la nuit.

M 6
20.35 Téléfilm : Duel au-dessus du Pacifique. En décembre 1941, après l'attaque japonaise contre Pearl-Harbour.
22.15 Série : Esquiver.
23.10 Série : Le Voyageur.
23.35 Magazine : Culture pub. Présenté par Anne Magnien et Christian Blasch.

LA SEPT
20.00 Documentaire : Chroniques de France. Retour à Nancy.

21.00 Théâtre : Le Trio en mi bémol. Pièce d'Eric Rohmer, mise en scène de l'auteur.
22.30 Danse : Dark. Chorégraphie de Carolyn Carlson.

FRANCE-CULTURE
21.00 Questions d'images. Profils perdus : André Bazin (2) (rediff.).
22.00 Portrait d'un photographe. Gabrielle Basilico (rediff.).
22.40 Musique : Nocturne. Tableaux d'une exposition. Sonnets de Michel-Ange, de Chostakovitch.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Phan Huy Duong (la Messagère de cristal) (rediff.).
0.50 Musique : Coda. David McNeil, auteur, compositeur, interprète (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE
20.30 Concert (donné le 25 juillet en l'église de Villeneuve-lès-Avignon) : Quatuor à cordes n° 4, de Carter ; Quatuor à cordes, de Crawford-Seger ; Quatuor à cordes n° 2, de Ives, par le Quatuor Arditi.
23.07 Nuits chaudes. Nuits brûlantes aux Amériques : œuvres de Villa-Lobos, Nobre, Carvantes, Bernstein, Copland. Nuits torrides en Californie : Art Tatum et Ella Fitzgerald, The Chico Hamilton Quintet, Shelley Manne, Milt Jackson et Ray Brown, Woody Herman.

Mercredi 28 août

TF 1
13.35 Feuilleton : Les Faux de l'amour.
14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.20 Série : Tribunal.
15.50 Club Dorothée vacances.
17.10 Série : Texas Police.
18.00 Feuilleton : Riviera.
18.30 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Diversité : Pas folles les bêtes.
19.55 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.

20.45 Téléfilm : Une gare en or massif. Un hold-up commis par des enfants. Une série noire originale où bambins et comédiens sont remarquablement dirigés.
22.20 Théâtre : Pleurs France. Pièce de Ron Clarke et Sam Bobrick, adaptation de Jean Cau, mise en scène de Michel Roux. Un rituel rompt par son propre frère.
0.20 Journal, Météo et Bourse.

A 2
13.45 Feuilleton : Falcon Crest.
14.35 Série : Le Retour du Saint.
15.20 Série : Le Privé.
16.20 Série : Drôles de dames.
17.10 Magazine : Giga.
18.05 Série : Des chiffres et des lettres (et à 4.35).
18.35 Série : Maguy.
19.00 Jeu : Question de charme.
19.30 Feuilleton : Des jours et des vies.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Jeux sans frontières (et à 2.35).
22.10 Divertissement : Rire A2. Carte blanche au comique Jean-Marie Bigard.
23.10 Magazine : C'était Dim Dam Dom. Des filles à l'heure : Nicole de Lamare ; le Punch de Maple ; la Caravelle du rêve ; Des montres à l'heure : Duo Hardy-Dutronc ; Des meussurs qui ne prennent pas l'eau ; Dans et le gardiens de prison.
0.00 Journal et Météo.

FR 3
13.30 Amuse 3 vacances.
14.40 Série : Justiciers et hors-la-loi.
15.30 Feuilleton : La Conquête de l'Ouest.
16.20 Magazine : Objection Timin.
22.10 Divertissement : Rire A2. Carte blanche au comique Jean-Marie Bigard.
23.10 Magazine : C'était Dim Dam Dom. Des filles à l'heure : Nicole de Lamare ; le Punch de Maple ; la Caravelle du rêve ; Des montres à l'heure : Duo Hardy-Dutronc ; Des meussurs qui ne prennent pas l'eau ; Dans et le gardiens de prison.
0.00 Journal et Météo.

CANAL PLUS
13.30 Téléfilm : Orage en mai.
15.05 Téléfilm : Coup de foudre, premier amour, seconde chance. Tourments du cœur et problèmes de générations.
15.30 Téléfilm : Les Prêcheurs du mensonge. Joyeuse farce sur la religion et le business.
17.35 Série : Sois prof et tais-toi.
18.00 Canaille peluche. Au suivant s'il vous plaît.

En clair jusqu'à 21.00.
18.30 Dessin animé : Tiny Toons.
18.50 Top 50.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Dessin animé : Les Simpson.
20.00 Les Nuts... l'émission.
20.05 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : Le Sang des otages. Film franco-américain de James Fargo (1990).
22.35 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : Esclaves de New York. Film américain de James Ivory (1988).
0.40 Sport : Tennis. L'US Open, en direct de Flushing Meadow.

LA 5
12.45 Journal.
13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
15.50 Série : Bonanza.
16.40 Youpi ! Les vacances.
17.45 Série : Shérif, fais-moi peur.
18.15 Série : Kojak.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Journal des courses.
22.45 Téléfilm : Noces de paille. La vie d'une jeune femme devient un véritable cauchemar.
0.05 Journal de la nuit.

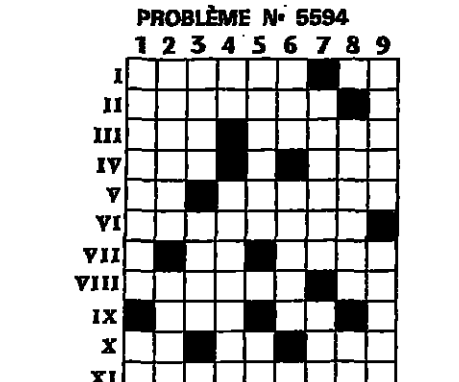
M 6
13.35 Série : Die-donc, papa.
14.00 Série : L'Esprit noir.
14.30 Téléfilm : Le Visage de la peur. Une institutrice est persuadée d'être atteinte de leucémie.
15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.50 Jeu : Zygote.
17.20 Série : L'Homme de fer.
18.10 Série : Mission impossible.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : Silence, on improvise ! Deux ex-héros d'une série policière ouvrent un cabinet de détectives.
22.15 Téléfilm : L'Enquête de Mgr Logan. La fille d'un gangster déteste les pouvoirs miraculeux.
23.35 Six minutes d'informations.

LA SEPT
17.00 Contes et légendes du Louvre.
17.15 Documentaire : Reconversions, boîtes de conserve !
17.30 Magazine : Dynamo.
18.00 Magazine : Mégamix. Spécial Londres.
19.00 Documentaire : Histoire parallèle.
20.00 Documentaire : Que la lumière soit.
20.50 Cinéma d'animation : Images.
21.05 Documentaire : Afrique où es-tu ?
22.25 Cinéma d'animation : Répétition pour corps inanimés.
22.40 Théâtre : Beckett, les dernières pièces. Quatre pièces de Samuel Beckett, mises en scène de Pierre Chabert.

FRANCE-CULTURE
19.45 Chronique d'un été. Par Jean-Pierre Fagiano.
20.10 Le Pays d'ici. A Périgueux.
21.00 Questions d'images. André Tarkovski ou le cinéma comme icône (rediff.).
22.40 Musique : Nocturne. Tableaux d'une exposition. Mathis le peintre, de Hindemith.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Jacques Monory (Eldorado) (rediff.).
0.50 Musique : Coda. David McNeil, auteur, compositeur, interprète (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE
20.00 Haiku.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Il n'y a rien à en tirer. Article. - II. Moyens de suivre des cours. - III. Rassemble des cavaliers. Qui ne se plaque pas. - IV. Mot de « passe ». Homme anglais. - V. Est souvent couché. Est de la gauche. - VI. Fait beaucoup avec rien. - VII. Traîne en longueur. Jeune entêté. - VIII. Se fait sur le champ. Interjection. - IX. Est aux pieds de maintes gens. Possessif. - X. A droit aux meilleures places. Sont mises en garde. Source d'alimentation. - XI. Est bien placé pour mettre du beurre dans les épinards.

VERTICALEMENT
1. Spécialiste du dressage. Faisait souvent le « marché ». - 2. Mettre en soi. Qui est donc resté le même. - 3. Est bonne pour le « marché ». Pigeon à plumer. - 4. Symbole chimique. Espèces de canards. - 5. La petite bête. Adopte une allure très modérée. - 6. De quoi raser les murs. Qui fait l'ouverture. - 7. Se déplace dans le désert. Se fait souvent avoir jusqu'au trognon. - 8. Chipe et chope. Note. - 9. Fait grandir. Aller de l'avant après s'être jeté à l'eau.

Solution du problème n° 5593
Horizontalement
I. Qualités. - II. Urbaniser. - III. Ase. Ecole. - IV. Sit-in. Ulm. - V. Idiote. Eu. - VI. Mes. Ame. - VII. Ossements. - VIII. Aperçu. - IX. Ome. III. - X. Ote. Tote. - XI. Vis. Pesses.

Verticalement
1. Quasimodo. - 2. Ursidés. Roi. - 3. Abêtissants. - 4. La. lo. Epée. - 5. Intamé. - 6. Tic. Émirite. - 7. Essai. Enclos. - 8. Selle. Tulle. - 9. Ramués. Eus.

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-72-24 et 46-62-72-97

La forte progression des échanges peut annoncer une reprise

Le commerce extérieur déficitaire de 4,3 milliards de francs en juillet

Le déficit du commerce extérieur de la France en juillet a atteint 4,3 milliards de francs en données brutes. Après correction des variations saisonnières, le déficit est également de 4,3 milliards de francs (il avait été de 3,8 milliards en juin). Les importations s'élevaient à 109,7 milliards de francs et les exportations à 105,4 milliards de francs.

Depuis le début de l'année - soit en sept mois - le déficit cumulé atteint 26 milliards contre 19 milliards pendant la même période de 1990. Par rapport à juin, les achats à l'étranger progressent de 6,4 % et les exportations de 6,2 %, ce qui est beaucoup et pourrait être le signe d'une reprise de la croissance dans le monde. C'est ainsi que les ventes de biens d'équipement, de la France ont atteint également un niveau record en juillet avec 28,7 milliards de francs. Il en va de même - quoique dans une moindre mesure pour

les exportations d'automobiles, de semi-produits, de métaux. En sens inverse, les importations de la France augmentent beaucoup, notamment ses achats de biens d'équipement qui ont atteint en juillet des niveaux records (28,2 milliards de francs). Progression également forte pour les biens de consommation courante et les produits chimiques. On peut rapprocher ces chiffres du haut niveau de la consommation des Français en juillet. Au total, sur un an (juillet 1991 comparé à juillet 1990), les importations progressent de 8,2 % et les exportations de 8,7 %.

Le déficit énergétique de la France s'est fortement creusé en juillet, atteignant 9 milliards de francs contre 7,7 milliards en juin (+16,9 %). Le dollar étant resté à peu près stable à 6,07 francs et le prix de la tonne de pétrole ayant augmenté de 4 % (passant de 770 francs à 802 francs), c'est l'augmentation des volumes importés qui explique le gros déficit de juillet. Il semble que les particuliers reconstruisent de plus en plus vite leurs réserves de fioul pour l'hiver. C'est probablement ce qui s'est passé le mois dernier.

Au chapitre des déceptions : l'excédent agroalimentaire continue d'être inférieur à ce qu'il était l'année dernière. En juillet, il n'a atteint que 3,2 milliards de francs contre une moyenne mensuelle de 4,3 milliards de francs en 1990 et de 4 milliards en 1989. Enfin la balance des produits manufacturés a été déficitaire de 3,3 milliards de francs (-4,6 milliards en juin), ce qui est nettement mieux qu'en 1990, année au cours de laquelle le déficit moyen mensuel avait atteint 4,8 milliards de francs. La France a vendu le mois dernier onze Airbus pour 3,5 milliards contre quinze appareils en juin pour 3,9 milliards. Sans le matériel militaire, notre déficit industriel a été de 4,2 milliards de francs contre 6,1 milliards en juin et 7,1 milliards en moyenne mensuelle 1990.

Si la forte reprise des flux commerciaux de juillet peut annoncer une amélioration de la conjoncture mondiale, les échanges de la France par pays et zones géographiques restent un peu perplexes. Ainsi depuis deux mois, la balance commerciale de la France avec l'Allemagne a cessé de s'améliorer : les échanges sont de nouveau très légèrement déficitaires (-327 millions après 137 millions en juin), après avoir été excédentaires en avril et mai. Le plafonnement de nos progrès outre-Rhin pourrait signifier que France et Allemagne connaissent maintenant une croissance économique semblable, aux environs de 2 %.

Les échanges avec la Grande-Bretagne laissent un solde positif de 400 millions de francs ce qui peut paraître surprenant pour un pays encore en pleine récession qui devrait importer moins. Enfin le déficit bilatéral avec les États-Unis a atteint un minimum de 4,2 milliards de francs en juin et 2,8 milliards en moyenne mensuelle 1990. La baisse du dollar en 1990 produit encore ses effets.

A. V.

EN BREF

□ Accident mortel d'avion militaire en Haute-Saône. - Un avion-école Fouga Magister de la base aérienne de Colmar (Haute-Rhin) s'est écrasé, lundi 26 août, près de Vesoul (Haute-Saône). Le pilote, le sous-lieutenant Stéphane Magot, vingt-cinq ans, a été tué dans l'explosion de son appareil qui, à la suite de difficultés techniques, aurait tenté un atterrissage en catastrophe, évitant les zones habitées. (Corresp.)

□ Un policier blessé par un piège d'auto-défense dans le Val-d'Oise. - Un gardien de la paix a été blessé par l'explosion d'un piège placé dans un pavillon de Sarcelles (Val-d'Oise) par son propriétaire parti en vacances. Avertis par un voisin, les policiers s'étaient rendus sur les lieux pour constater un cambriolage dans le pavillon. Ouvrant une porte, un des gardiens de la paix a déclenché l'explosion d'un engin artisanal composé d'un canon et d'une cartouche de fusil de chasse ; il a été brûlé au deuxième degré.

□ Un retraité du Var surpris en train d'incendier le cadavre de sa compagne. - Les gendarmes de Brignoles (Var) ont interpellé, dimanche 25 août, un forçageur (Var), un retraité de soixante-deux ans, Jean-Guy Bonnacaze, qui tentait de faire brûler les restes de sa concubine de quarante-sept ans, qu'il avait tuée et dépecée une quinzaine de jours plus tôt. Il a été déferé devant le Parquet de Draguignan.

M^{me} Cresson affirme que le 49-3 ne sera pas utilisé pour réformer les modes de scrutin...

« Si l'on a pas de majorité à l'Assemblée, la réforme des modes de scrutin ne sera pas possible », a déclaré M^{me} Edith Cresson, mardi 27 août sur Europe 1. Le premier ministre, qui a toutefois souligné le caractère « extrêmement injuste » des conditions de l'élection des conseillers régionaux et surtout généraux, a assuré qu'il n'était « pas question » d'utiliser l'article 49-3 de la Constitution, qui permet l'adoption d'un texte par l'Assemblée nationale sans vote de celle-ci, pour une telle réforme.

Expliquant que, « pendant cet été », elle avait « travaillé dans le

silence », M^{me} Cresson a expliqué qu'il y avait « des moyens d'améliorer » les chiffres du chômage, en développant les possibilités des petites et moyennes entreprises, « dont on ne s'est pas occupé suffisamment jusqu'à maintenant », et en améliorant l'adéquation entre la formation et l'emploi. Elle a assuré : « Nous verrons les résultats assez rapidement. » Elle a aussi expliqué que « d'après les experts, mais il se trompent souvent, la reprise devrait arriver avant la fin de cette année. (...) Il faut être en mesure de l'accueillir ».

Le premier ministre a aussi

déclaré : « Quand un système totalitaire, quel qu'il soit, s'effondre, on ne peut que s'en réjouir. Maintenant, il est vrai que le communisme représentait pour des milliers de gens une utopie, ainsi que beaucoup de dévouement et des sacrifices. »

Elle a ajouté que si le Parti communiste français « n'en prenait pas de la graine (...) ce serait désastreux. Il faut, dans son propre intérêt et dans l'intérêt de la démocratie en général, qu'il tire les leçons de cet échec. Il faut qu'il pousse son analyse jusqu'au bout ».

...et que la France maintient sa participation au projet d'hélicoptère européen NH 90

La participation de la France au programme NH 90 d'un hélicoptère européen destiné à la logistique et au transport n'est pas remise en cause. Le premier ministre en a donné l'assurance, mardi sur Europe 1, après avoir estimé que « les rumeurs formulées [à propos d'un possible abandon par la France de ce projet] sont totalement infondées ». L'Allemagne, les Pays-Bas et l'Italie ne sont pas toujours innocentes.

A la question de savoir s'il existait des menaces sur le sort du NH 90, dont l'armée de terre française voudrait avoir cent soixante exemplaires pour succéder à ses Puma ou à ses Super-Puma, et la marine nationale soixante pour remplacer ses Lynx ou ses Super-Frelon, M^{me} Cresson a répondu : « C'est une absurdité et tout a fait faux. La France a un leadership dans le secteur aéronautique et, en particulier, dans la fabrication des hélicoptères. Pourquoi laisser tomber un programme, militaire aussi bien que civil, qui rapportera de nombreux devises ? Le NH 90 n'est pas remis en cause. »

Il y a quelques jours (Le Monde du 24 août), le ministère de la Défense a adressé à plusieurs industriels de l'aéronautique - et, donc, au groupe Aerospatiale qui conçoit le NH 90 - une instruction, qu'il qualifie de « mesure de préservation à titre conservatoire », pour les inviter à ne prendre aucun engagement international au nom de la puissance publique tant que les derniers arbitrages budgétaires ne seraient pas arrêtés par le gouvernement. Le programme NH 90 représente, pour la seule armée de terre française, un investissement de 23 milliards de francs pour la durée de vie opérationnelle de l'hélicoptère.

Cette instruction a été interprétée par la plupart des industriels concernés comme un report des programmes en cause.

Au Salon du Bourget, en juin dernier, M^{me} Cresson avait défendu le projet NH 90 et, du reste, on imagine mal que cet hélicoptère, qui est le fruit d'une coopération européenne à laquelle la France se dit si attachée en matière de sécurité,

puisse être abandonné. Dans le projet de budget de la Défense pour 1992, plus de 100 millions de francs sont d'ores et déjà consacrés à l'étude du NH 90. A cette somme qui est avancée par l'Etat, il faut ajouter des crédits propres à Aerospatiale puisque le groupe français autofinancie ce programme à hauteur, sensiblement, de la moitié du montant de la part nationale.

Le premier ministre a confirmé à Europe 1 que les derniers arbitrages budgétaires n'avaient pas été rendus en ce qui concerne les dépenses militaires en 1992. Ils devraient être cette semaine. « Nous ne pouvons pas nous en tenir à la parole », a expliqué M^{me} Cresson, qui est la dissuasion, il est possible de réaliser des économies, a ajouté en substance le premier ministre, après avoir reconnu que la difficulté d'une « pause » en matière de crédits de la Défense tient à l'élaboration, qui est en cours, de la programmation militaire couvrant cinq ou six années.

En vue des prochaines échéances électorales

Le FN veut préparer ses militants « à la conquête et à l'exercice du pouvoir »

BEAUNE

de notre envoyée spéciale

La septième université d'été du Front national a commencé lundi 26 août à Beaune (Côte-d'Or). Accueillis par M. Pierre Jaboulet-Vercherre, conseiller régional Front national de Bourgogne, les cinq cents militants réunis au palais des congrès se sont étendus vaster les mérites d'« une ville où le Front national a obtenu 14 % des voix » aux dernières élections municipales.

M. Bruno Mégret, membre du bureau politique du Front national, a souligné « l'importance toute particulière de cette septième université d'été à six mois des élections nationales et régionales ». Il a affirmé que, contrairement aux universités des autres formations politiques, qu'il qualifie « d'effroyable médiocrité », il s'agit pour le Front national de préparer ses militants « à la conquête et à l'exercice du pouvoir ». Avec pour objectif de « remporter la présidence dans les conseils régionaux », (sic) que rien ne puisse se faire sans lui et de « mettre ainsi l'UDF et

la RPR au pied du mur ». M. Mégret s'est également félicité de ce que « les événements viennent à la rencontre » des idées défendues par le FN. Selon lui, ce qui se passe à l'Est illustre « la faillite » de ceux qui, comme M. Mitterrand, « ont collaboré avec le bolchevisme ». « Ce sont ces combats politiques que le Front national combat », a ajouté M. Mégret.

A propos de la politique française à l'Est, M. Bernard Aubry, membre du bureau politique du Front national et député européen, s'est chargé de chauffer la salle en fusillant tour à tour, sous les applaudissements des militants, « la Cressonnette disant "l'importe quoi" », M. Delors « menteur parmi les menteurs », Aragon, Sartre et Montaud « qui ont changé les langues du communisme », M. Giscard d'Estaing qui « s'est incliné devant la mausolée de Lénine » et enfin M. Jospin, « responsable de notre fausse éducation nationale, qui couvre Boudaire, l'homme qui a fait périr la fleur de notre armée française ».

Cette première journée de l'université d'été du Front national n'a même pas été troublée par la cinquantaine de jeunes gens du SCALP (Section carénement anti-Le Pen), qui ussifiaient contre la présence du Front national à Beaune. Dans une atmosphère bon enfant - « On va boire un couplet » - les manifestants ont regagné pacifiquement le contrôle. Il est vrai que M. Jaboulet-Vercherre avait prévenu : « Nous les attendons avec des manchettes de poche ».

V. S.

M. Lalonde tend la main aux Verts

Dans un entretien à Libération du 27 août, M. Brice Lalonde explique que son mouvement Génération Ecologie « entend présenter ou soutenir des candidats partout, aux régionales, cantonales et législatives » et propose aux Verts « de faire alliance pour constituer des listes d'union de tous les écologistes dans toutes les circonscriptions ». « S'ils refusent », ajoute le ministre de l'environnement, ils prendront la responsabilité de la division des écologistes. » M. Lalonde annonce enfin qu'il « envisage de représenter l'écologie moderne » lors de la prochaine élection présidentielle.

Ouvrant, lundi 26 août à Senmur (Maine-et-Loire), l'université d'été des Verts, M. Antoine Waechter a indiqué que son mouvement avait l'intention de présenter une liste face à M. Lalonde qui a récemment fait part de son projet d'être candidat dans la région Centre. « M. Lalonde, a expliqué M. Waechter, est l'instrument de la stratégie de François Mitterrand qui vise à affaiblir une écologie autonome. Nous ferons tout pour faire échouer cette stratégie ».

Interrogée sur Europe 1

La perte d'une fusée américaine

Festival d'étourderies au Pentagone

L'étourderie d'un technicien chargé d'initialiser le programme de vol est à l'origine de la perte d'une fusée militaire Arles emportant une expérience de l'IDS (Initiative de défense stratégique), qui avait dû être détruite après son décollage de Cap Canaveral (Floride) la semaine dernière (Le Monde du 22 août).

Une erreur humaine a, en effet, abouti au chargement dans l'ordinateur de bord de la fusée d'un programme d'essai au sol au lieu du programme de vol, a révélé lundi 28 août un responsable du Pentagone.

Erreur de logiciel

Ce programme prévoyait le verrouillage des tuyères de la fusée, l'empêchant de manœuvrer. Les contrôleurs n'avaient pas détecté l'erreur sur leurs imprimantes, où elle apparaissait pourtant clairement. Le coût de la fusée perdue et du lancement, à l'exclusion de l'expérience, est évalué à 10 millions de dollars (plus de 80 millions de francs).

A la suite de cet incident, les responsables de l'IDS ont vérifié le programme d'une autre fusée emportant elle aussi une expérience de la « guerre des étoiles ». Bien leur en a pris : ils ont découvert une autre erreur de logiciel qui aurait entraîné le lancement, qui devait avoir lieu vendredi 28 août, à été remis à une date non précisée. (AFP.)

Faute d'argent

La Jordanie demande d'annuler sa commande de Mirage-2000

La Jordanie vient de présenter à la France une demande d'annulation du contrat qu'elle avait signé, en avril 1988, pour l'achat après-vente de douze Mirage-2000 et pour une option portant sur huit exemplaires supplémentaires de ce même avion de combat. Ces appareils auraient dû être livrés à partir de 1991. Les deux gouvernements négocient actuellement les conditions de cette annulation, étant donné que la règle en la matière oblige le client défilant à verser des dédoms.

Déjà équipée de Mirage-F1, la Jordanie a souhaité acquérir des Mirage-2000. Un accord intergouvernemental est intervenu en février 1988 lors de la visite en France du roi Hussein et c'est en juillet suivant qu'un contrat de financement a été conclu entre l'Etat jordanien et le consortium bancaire mené par la BNP. Le prix d'un Mirage-2000 en état de vol (sans ses pièces de

rechange et ses armements) était à l'époque de 120 millions de francs. La France a cédé le marché - après ceux de l'Egypte, de l'Inde, du Pérou, des Emirats arabes unis et de la Grèce - face à la concurrence du Mig-29 soviétique et du Tornado britannique. En même temps, la Jordanie a demandé que quinze de ses Mirage-F1 soient modernisés par les Français.

En 1990, faute des premiers paiements nécessaires de la part des Jordaniens, le gouvernement français a interdié à Dassault d'entreprendre les livraisons mais, entre-temps, plusieurs des avions destinés à Amman avaient commencé d'être construits.

Le ministre de la Défense, M. Pierre Joxe, s'est rendu, en mai dernier, en Jordanie pour tenter d'expliquer le rôle que doit jouer le Mirage-2000. Aujourd'hui, l'Etat jordanien vient de demander l'annulation de ce contrat et des discussions au niveau gouvernemental ont lieu avec la France sur le montant de l'indemnité qu'il doit être amené à verser.

Pour les constructeurs français (Dassault, SNECMA, Thomson, Matra, Aerospatiale et Thomson-Brandt-Armement) des Mirage-2000, ce contrat est garanti par la COFACE. Pour autant, il va rester dans les usines françaises un certain nombre de ces avions dont le stock s'élève à celui de huit Mirage-F1 livrés bloqués du fait de l'embargo décrété par l'ONU en 1990, y occasionner des frais financiers aux industriels concernés si aucun nouveau client ne se présente entre-temps.

OUVERT EN AOÛT

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

avec la garantie d'un grand maître tailleur

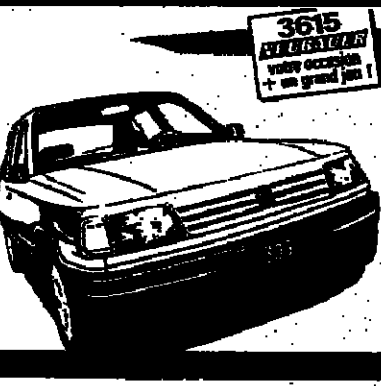
LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris - Opéra

Téléphone : 47-42-70-81.

De lundi au vendredi de 10 h à 18 h

Quelques modèles 91 encore disponibles à des prix très préférentiels !



- 205 Color Line (essence)
- 205 XAD, XLD
- 309 XA, XR, XS
- 309 Gratic (Sp.)
- 405 GR, Break Affaires (essence)
- 505 SX
- 605 SV3

NEUBAUER

vend et loue des voitures

227, rue de la République, 93206 ST DENIS (93) 21 60 21

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

25. Banana Coast..... 2

ÉTRANGER

Les bouleversements en Union soviétique... 3 à 8

Les basses américaines aux Philippines

Nouveau traité entre Washington et Manille..... 10

La loi d'amnistie au Liban

Départ imminent en exil en France du général Aoun..... 10

SPORTS

Athlétisme

Les championnats du monde à Tokyo..... 12

Flushing Meadow

Élimination surprise d'André Agassi aux Internationaux de tennis des États-Unis..... 12

SCIENCES • MÉDECINE

• L'homme illustré • Les animaux sauvages sur la pointe des pieds..... 13 et 14

CULTURE

Une rétrospective de Baroc

Le savoir-faire d'un peintre à la mode..... 15

Le neuvième concours Robert-Cassades

Un Russe et un Américain en tête du palmarès de Cleveland..... 15

ÉCONOMIE

La remise en ordre de l'économie algérienne

Le Parlement refuse les hausses de prix demandées par le gouvernement..... 17

Le sauvetage de Nobel Industries

Un plan de sauvetage est élaboré par les banques suédoises..... 17

COMMUNICATION

L'université de Carcass

M. Lang et la musique francophone à la radio..... 24

Services

Abonnements..... 14

Annouces classées..... 18 à 21

Cartes..... 24

Marchés financiers..... 22-23

Météorologie..... 25

Mots croisés..... 25

Radio-Télévision..... 25

Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEANANCE

3615 LIL

Le numéro du « Monde » daté 27 août 1991

a été tiré à 555 205 exemplaires.

La Douze imposée dans l

Demière chance

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde

Le monde